

30 septembre 2025

Langue de l'original : français

COI FOCUS

NIGERIA

Situation sécuritaire dans le Sud-Est

Disclaimer:

Ce document COI a été rédigé, conformément aux [lignes directrices de l'Union européenne](#) pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et aux dispositions légales en vigueur, par le département de recherche d'information sur les pays d'origine (Cedoca) du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA). Il vise à fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique et n'exprime aucune opinion. Il ne prétend pas apporter de réponse définitive quant au bien-fondé d'une demande de protection internationale.

Ce document a été élaboré, dans un délai imparti, sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. Le Cedoca s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents relatifs au sujet du présent document COI mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné dans le présent document ne préjuge pas de son inexistence. Toutes les sources utilisées sont référencées.

This COI product was produced by Cedoca, the country of origin information research unit of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons (CGRS). It follows the [Common EU Guidelines](#) for processing country of origin information (April 2008) and was drafted in accordance with applicable legal provisions. It aims to provide information for the processing of individual applications for international protection. It does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of applications for international protection.

This report was prepared within an allotted timeframe, using a wide range of carefully selected public information with a constant attention to crosschecking sources. While Cedoca has endeavoured to cover all aspects relevant to the subject of this COI report, the information provided is not necessarily exhaustive. The absence of a specific event, person or organisation from this report should not be taken to imply that the event did not take place or that the person or organisation does not exist. All sources are referenced.

Résumé

En 1966, deux coups d'État militaires majeurs ont provoqué une vaste campagne contre l'ethnie igbo, engendrant des troubles politiques, des violences ethniques et des tensions économiques, les Igbos accusant le gouvernement fédéral de marginalisation. Le 30 mai 1967, le pays igbo (Sud-Est) fait sécession, déclenchant la « guerre du Biafra » qui fera en trois ans plus d'un million de morts, principalement de famine.

Plus de 50 ans après la guerre civile, la question du Biafra persiste. Des sentiments identitaires profondément ancrés et la perception d'une marginalisation continuent d'alimenter les mouvements séparatistes, notamment via les réseaux sociaux qui articulent, reproduisent et médiatisent les souvenirs historiques liés au Biafra. Le mouvement néo-biafrais prône toujours la séparation de l'ethnie igbo du Nigeria.

Depuis 2021, une résurgence des violences est causée par différents facteurs tels que des déficits économiques, des désavantages administratifs, une marginalisation politique, des différences culturelles et religieuses ainsi que la nostalgie du vieux Biafra et le désir d'un pays plus progressiste. Du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025, l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) a comptabilisé au sud-est du Nigeria 1.683 incidents ayant entraîné 2.109 victimes.

Parmi les groupes indépendantistes, l'Indigenous People of Biafra (IPOB), fondé en 2013, semble avoir pris le dessus sur le Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB), fondé en 1999. En 2021, après la nouvelle arrestation du leader Nnamdi Kanu, l'IPOB s'est scindé en deux factions : le Directorate of State (DOS), dirigé par Chika Edoziem, et Autopilot, dirigé par Simon Ekpa. L'Eastern Security Network (ESN) est la branche paramilitaire du DOS. Nnamdi Kanu conserve des partisans importants dans le sud-est du Nigeria, en particulier parmi les jeunes, mais son influence semble s'estomper parmi l'élite et les habitants plus âgés de la région. La branche Autopilot d'abord rebaptisée en Biafra Republic Government in Exile (BRGIE), est devenue United States of Biafra (USB), et sa branche armée est la Biafra Liberation Army (BLA). Des consignes de confinement contestataire sont données par cette faction dissidente et respectées, par conviction ou par crainte de violences.

D'autres groupes de moindre importance revendiquent également l'indépendance du Biafra. Cependant, si certains activistes sont sincèrement engagés dans la cause de la sécession et œuvrent à cet objectif sans se livrer à des activités criminelles, d'autres, appelés *unknown gunmen* puis l'*Umuoma* trouvent un prétexte commode dans la lutte sécessionniste pour mener leurs actions illégales. En conséquence, le sécessionnisme, le banditisme, les attaques armées et les enlèvements sont étroitement mêlés dans le Sud-Est. Il est laborieux de déterminer précisément lequel de ces phénomènes est en cause à chaque épisode de violence.

Face à cela, les autorités nigérianes ont toujours opté pour une approche répressive.

Les membres de l'IPOB sont particulièrement visés par les services de sécurité. Dans ce cadre, de nombreuses violations des droits humains sont régulièrement dénoncées. Quant aux groupes indépendantistes biafrais, ils répriment les voix discordantes et visent les services de sécurité dans leurs attaques armées.

Dans le sud-est du Nigeria, les nouveaux groupes criminels profitent du manque d'autorité de l'État. Ils mélangent rébellion armée, criminalité organisée et formes de pouvoir local pour s'installer durablement."

Les États d'Anambra et d'Imo sont les plus touchés par la violence, selon les bases de données consultées. Des différences notoires se marquent toutefois entre les différents Local Government Areas (LGA) qui composent ces États.

Hormis pour les États frontaliers du Cameroun, le Cedoca n'a pas trouvé de chiffres précis sur les déplacements de populations dans la zone étudiée.

La crise sécuritaire et les ordres de confinement limitent les libertés d'expression, d'information et de mouvement, ainsi que l'accès à des services publics comme les hôpitaux et les écoles. Le tissu socio-économique du sud-est du Nigeria est également fortement impacté, avec des coûts économiques substantiels et prolongés.

Summary

In 1966, two major military coups sparked a widespread campaign against the Igbo ethnic group, resulting in political unrest, ethnic violence, and economic tensions. The Igbos accused the federal government of marginalisation. On 30 May 1967, the Igbo region in the south-east seceded, triggering the 'Biafran War', which claimed more than a million lives, mainly from starvation, in three years.

Over 50 years on, the Biafra issue remains unresolved. Deep-rooted sense of identity and perceived marginalisation continue to fuel separatist movements, particularly via social media, which articulates, reproduces and publicises historical memories related to Biafra. The neo-Biafran movement continues to advocate the separation of the Igbo ethnic group from Nigeria.

Since 2021, various factors have contributed to a resurgence of violence, such as economic deficits, administrative disadvantages, political marginalisation, cultural and religious differences, nostalgia for the old Biafra, and the desire for a more progressive country. From 1 January 2023 to 18 July 2025, the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) recorded 1,683 incidents in south-eastern Nigeria, resulting in 2,109 casualties.

Of the separatist groups, the Indigenous People of Biafra (IPOB), which was founded in 2013, appears to have gained the upper hand over the Movement for the Actualisation of the Sovereign State of Biafra (MASSOB), which was founded in 1999. Following the re-arrest of its leader, Nnamdi Kanu, in 2021, the IPOB split into two factions: the Directorate of State (DOS), led by Chika Edoziem; and Autopilot, led by Simon Ekpa. The Eastern Security Network (ESN) is the paramilitary wing of the DOS. Nnamdi Kanu retains significant support in south-eastern Nigeria, particularly among young people. However, his influence appears to be waning among the region's elite and older residents. Initially renamed the Biafra Republic Government in Exile (BRGIE), the Autopilot branch became the United States of Biafra (USB), and its armed wing is the Biafra Liberation Army (BLA). This dissident faction issues instructions for protest lockdowns, which are followed either out of conviction or fear of violence.

Other smaller groups are also calling for Biafra's independence. While some activists are sincerely committed to the cause of secession and work towards this goal without engaging in criminal activities, others — initially known as "unknown gunmen" and later as "*Umuoma*" — use the secessionist struggle as a pretext to carry out their illegal actions. As a result, secessionism, banditry, armed attacks and kidnappings are closely intertwined in the south-east. It is difficult to determine precisely which of these phenomena is responsible for each episode of violence.

In response to this situation, the Nigerian authorities have always opted for a repressive approach.

The security services particularly target IPOB members. Numerous human rights violations are regularly reported in this context. Meanwhile, Biafran independence groups repress dissenting voices and target the security services in their armed attacks.

New criminal groups are exploiting the absence of state authority in south-eastern Nigeria. They are combining armed rebellion, organised crime and using local power structures to establish themselves in the area in the long term.

According to the databases consulted, the states of Anambra and Imo are the most affected by violence. However, there are notable differences between the various Local Government Areas (LGAs) that make up these states.

Cedoca was unable to find precise figures on population displacement in the area studied, with the exception of the states bordering Cameroon.

The security crisis and lockdown orders restrict freedom of expression, information and movement, as well as access to public services such as hospitals and schools. The socio-economic fabric of south-eastern Nigeria has also been severely impacted, with substantial and prolonged economic costs.

Table des matières

Résumé	2
Summary	3
Liste des sigles	7
Introduction	9
1. Bref historique	11
1.1. Contexte sociogéographique	11
1.2. Guerre du Biafra	12
1.3. Conséquences de la guerre	12
2. État actuel du conflit	14
3. Parties combattantes	16
3.1. Services de sécurité	17
3.1.1. Autorités fédérales.....	17
3.1.2. Autorités fédérées	19
3.2. Groupes indépendantistes biafrais.....	20
3.2.1. Généralités	20
3.2.2. Indigenous People of Biafra (IPOB)	21
3.2.3. Autopilot, Biafra Republic Government in Exile (BRGIE), United States of Biafra (USB), Biafra Liberation Army	30
3.2.4. Autres groupes.....	33
3.3. Groupes armés non identifiés	36
3.4. Éleveurs nomades.....	38
3.5. Cults	39
4. Typologie de la violence	39
4.1. Nombre d'incidents	39
4.2. Nature des incidents	41
4.2.1. Incidents commis par des services sécurité.....	43
4.2.2. Incidents commis par des groupes indépendantistes biafrais	46
4.2.3. Incidents commis par des groupes armés non identifiés	46
5. Cibles de la violence	48
5.1. Données	48
5.2. Analyse	48
5.2.1. Cibles des services de sécurité	48
5.2.2. Cibles des groupes indépendantistes biafrais.....	49
5.2.3. Cibles des groupes armés non identifiés	49
6. Répartition géographique.....	49
6.1. Généralités	49
6.2. Selon les États	53
6.2.1. Anambra	53
6.2.2. Imo	56
6.2.3. Delta	59
6.2.4. Rivers	62
6.2.5. Enugu	64
6.2.6. Ebonyi	67
6.2.7. Abia.....	70
6.2.8. Cross River	73
6.2.9. Akwa Ibom	76
6.2.10. Bayelsa	79
7. Déplacements de population	82

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	84
8.1. Droits humains	84
8.1.1. Libertés d'expression, d'information et de mouvement	84
8.1.2. Accès aux services publics	85
8.2. Coûts économiques	85
Annexes	87
Bibliographie	91

Liste des sigles

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ACSS	Africa Center for Strategic Studies
AI	Amnesty International
AP	Associated Press
BIM	Biafra Independent Movement
BLA	Biafra Liberation Army
BNL	Biafra Nations League
BRGIE	Biafran Republic Government In Exile
BZF	Biafra Zionist Front
DOS	Directorate of State
DSS	Department of State Services
DTM	Displacement Tracking Matrix
DW	Deutsche Welle
ESBS	Enugu State Broadcasting Service
ESN	Eastern Security Network
EUAA	European Union Agency for Asylum
FCT	Federal Capital Territory
HDX	Humanitarian Data Exchange
HRW	Human Rights Watch
IAI	International African Institute
ICG	International Crisis Group
IFRA	Institut français de recherche en Afrique
IFRI	Institut français des relations internationales
INEC	Independent National Electoral Commission
InterSociety	Society for Civil Liberties and Rule of Law
IPOB	Indigenous People of Biafra
LGA	Local Government Area
MASSOB	Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra
MGS	Moran Global Strategies
NFIU	Nigerian Financial Intelligence Unit
NHRC	National Human Rights Commission
NSC	Nigeria Sanctions Committee

NST	Nigeria Security Tracker
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PANDEF	Pan Niger Delta Forum
PME	Petites et moyennes entreprises
RULAAC	Rule of Law and Accountability Advocacy Centre
SBM	SB Morgen Intelligence
SSS	State Security Service
UNHCR	United Nations High Commissioner for Refugees
USB	United States of Biafra

Introduction

La présente recherche dresse un état des lieux de la situation sécuritaire dans le sud-est du Nigeria, le Biafra. Elle porte en particulier sur la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 1^{er} septembre 2025.

L'analyse se compose de huit parties. La première propose un rappel historique du contexte général. La situation sécuritaire depuis janvier 2023 est abordée dans la deuxième partie. Nombre d'acteurs en présence – services de sécurité nigériens, groupes indépendantistes biafrais et groupes non identifiés – sont passés en revue dans la troisième partie. Les quatrième et cinquième parties décrivent successivement la nature et les cibles de la violence. La sixième partie présente la répartition géographique des violences. Les déplacements de population consécutifs à la violence et les conséquences sur la vie quotidienne font l'objet des deux dernières parties.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources publiques, notamment la presse internationale et nigérienne, dont un article d'août 2024 de Kunle Adebajo, chargé des enquêtes chez HumAngle, un média d'investigation spécialisé dans les questions de conflits, de développement et d'enjeux humanitaires en Afrique. Ce journaliste a reçu plusieurs distinctions professionnelles.

Le Cedoca se réfère ensuite au rapport d'Amnesty International (AI) publié en août 2025 et qui documente les violations et atteintes aux droits humains commises dans cinq États dans cette région entre janvier 2021 et décembre 2024.

Le Cedoca a également consulté un article scientifique de Ngozika Anthonia Obi-Ani, maître de conférences au département d'histoire et des études internationales de l'Université du Nigeria, à Nsukka (État d'Enugu). Elle a publié en décembre 2024 un article sur la dynamique de l'agitation au Biafra dans Africa, la revue de l'International African Institute (IAI).

Le Cedoca s'est par ailleurs basé sur des informations partagées par des bureaux de consultance. SB Morgen Intelligence (SBM) est une société de recherche géopolitique et de conseil en communication stratégique axée sur l'Afrique. Cette société a publié un rapport en mai 2025 sur la situation au Biafra. De son côté, Nextier est un cabinet de conseil nigérien qui publie régulièrement des fiches sur la sécurité au sud-est du Nigeria.

Enfin, dans le cadre d'une conférence sur l'Afrique de l'Ouest, le Cedoca s'est entretenu le 7 mai 2025 avec un expert de la situation sécuritaire au Nigeria travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix. Il a requis l'anonymat pour des raisons liées à sa sécurité.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées relatives aux incidents liés à la sécurité en provenance de deux bases de données. La première est celle de l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés¹. Des chercheurs expérimentés ont collecté ces données en faisant appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales dans plus de 75 langues². Concernant le Nigeria, il s'agit notamment de Blueprint, CKN Nigeria, Concise News, Cross River Watch, CWC, Daily Champion, Daily Independent, Daily Leadership, Daily Post, Daily Trust, Defense Post, EONS Intelligence, Guardian, Insecurity Insight, Legit, Mimi Mefo, Nation, New Telegraph, Nigeria Herald, Nigeria Punch, Nigerian Eye, Premium Times, Risk and Strategic Management, Sahara Reporters, Sun, The Cable, This Day, X, Vanguard et WhatsApp.

¹ ACLED, *About ACLED*, s.d., [url](#)

² ACLED, 06/2023, p. 7, [url](#)

La base de données de l'ACLED, accessible sur le site Internet de l'organisation, est constamment mise à jour par de nouvelles informations (y compris sur des incidents déjà répertoriés)³. L'organisation explique en détail la méthodologie appliquée pour l'encodage des données⁴. L'ACLED enregistre le type de violences et leurs auteurs, donne une description des incidents et de leur localisation, ainsi qu'une indication⁵ du nombre de victimes signalées. Dans le cadre de la présente recherche, le Cedoca fait usage des données reprises par l'ACLED dans les catégories (*event-types*) suivantes : *battles*, *explosions/remote violence* et *violence against civilians*⁶. Compte tenu de la méthodologie, du codage et de l'encodage des données de l'ACLED, le Cedoca considère ces données chiffrées comme une estimation et une indication des tendances quant aux violences observées durant une période déterminée. Le Cedoca a consulté les chiffres de l'ACLED utilisés dans ce COI Focus le 18 juillet 2025.

La seconde base de données utilisée est Nigeria Watch, un système de surveillance passive hébergé par l'Institut français de recherche en Afrique (IFRA) à l'Institut d'études africaines de l'Université d'Ibadan. Les sources de cette base de données sont la police, la justice, les hôpitaux, les organisations de défense des droits humains – surtout Human Rights Watch (HRW) et AI –, des firmes privées de sécurité, des compagnies, des ambassades et des journaux quotidiens nationaux dont Daily Champion, Guardian, Leadership, Punch, This Day, Vanguard, Independent, Nigerian Tribune, Daily Trust et The Nation⁷. La méthodologie de cette base de données, et notamment les définitions des « protagonists and stakeholders », sont expliquées sur leur site Internet.

La recherche s'est clôturée le 10 septembre 2025.

Le Cedoca assure un suivi permanent des conditions de sécurité au sud-est du Nigeria. En cas de changements ou de développements fondamentaux ayant un impact sur la situation sécuritaire, le Cedoca mettra à jour ce COI Focus dans les plus brefs délais.

³ ACLED, 11/2021, [url](#)

⁴ ACLED, *Resource Library*, s.d., [url](#)

⁵ L'ACLED ne vérifie pas le nombre de victimes rapportées. Si plusieurs sources fournissent des chiffres différents ou des estimations vagues, l'ACLED reprend l'estimation la plus prudente. Il est dès lors possible que cette méthode donne lieu à une sous-estimation du nombre de victimes. « These figures should therefore be understood as indicative estimates of reported fatalities, rather than definitive fatality counts » : ACLED, 06/2023, p. 37, [url](#) ; ACLED, 01/2023, pp. 2-3, [url](#)

⁶ L'ACLED recense aussi d'autres incidents, plus particulièrement sous les catégories *riots*, *protests* en *strategic developments*: ACLED, 06/2023, [url](#). Le Cedoca ne reprend pas ceux-ci dans la présente recherche.

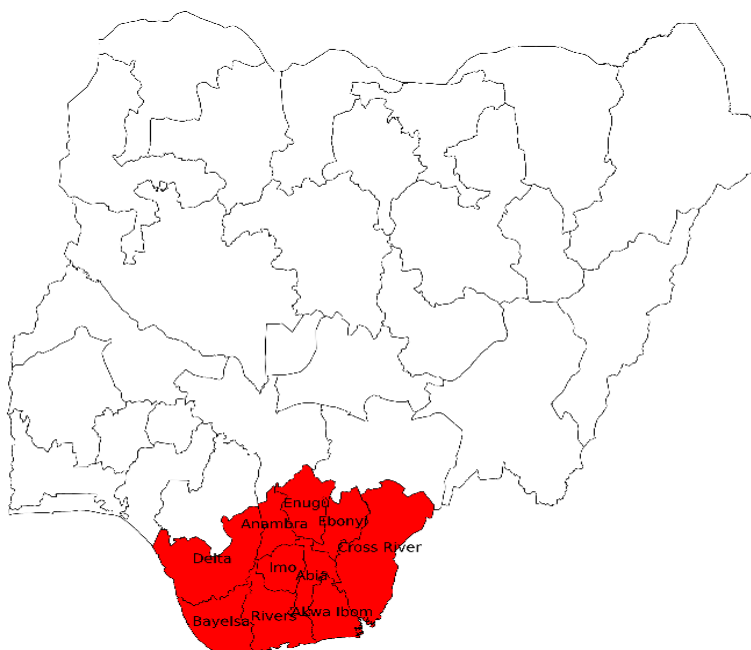
⁷ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#)

1. Bref historique

1.1. Contexte sociogéographique

Le Nigeria est une république fédérale présidentielle. Il est divisé en 36 États, divisés eux-mêmes en Local Government Areas (LGAs), et d'un Territoire de la capitale fédérale (Federal Capital Territory, FCT), Abuja. Ces 36 États et le FCT sont répartis en six zones géopolitiques. La zone du Sud-Est (South-East), composée de cinq États, comprend : Abia, Anambra, Ebonyi, Enugu et Imo⁸.

Le Biafra est composé des cinq États susmentionnés, à majorité igbo et revendiqués par les sécessionnistes biafrais, mais aussi de cinq États non igbos (Delta, Akwa Ibom, Bayelsa, Cross River et Rivers) qui forment partiellement la zone géographique du Sud-Sud (South-South)⁹. La carte ci-dessous localise les dix États du Biafra :



Carte 1 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données du Humanitarian Data Exchange (HDX)¹⁰.

Une carte générale du Nigeria et une carte des six zones géopolitiques sont disponibles à l'Annexe 1. Une carte précise de chacun des États du Nigeria est disponible sur le site de MapAction¹¹. Les dispositions des LGAs dans les États sont présentées dans le [chapitre 6.2.](#)

Le peuple igbo fait partie des trois grandes ethnies du Nigeria¹². Majoritairement chrétien, il est le plus important du Sud-Est, où les traditions politiques sont moins centralisées et plus égalitaires, et où l'histoire du séparatisme avec le Nigeria, décrite dans la suite de ce rapport, est tendue¹³. Les Igbo

⁸ EUAA, 07/2024, [url](#)

⁹ EUAA, 07/2024, [url](#) ; HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

¹⁰ HDX, s.d., [url](#)

¹¹ MapAction, s.d., [url](#)

¹² DW, 22/02/2023, [url](#)

¹³ Chatham House (Koni Hoffmann L., Wallace J.), 29/06/2022, [url](#)

résidant dans d'autres régions du pays sont souvent qualifiés d'antipatriotiques par les habitants, tandis que les Igbos considèrent les autres ethnies comme indignes d'être leurs compatriotes¹⁴.

1.2. Guerre du Biafra

L'aspiration à un État biafrais indépendant trouve son origine dans les premières années turbulentes qui ont suivi l'indépendance du Nigeria en 1960. La nation nouvellement formée a été confrontée à une grande instabilité économique et politique, exacerbée par des tensions ethniques profondément ancrées¹⁵.

L'instabilité au Nigeria commence avec le premier coup d'État militaire le 15 janvier 1966. La plupart des Nigériens accueillent d'abord le coup d'État avec jubilation en raison de la corruption qui régnait dans le paysage politique de ce pays naissant. Cependant, lorsque les noms des auteurs du coup d'État (principalement des officiers igbos) et des victimes (principalement des officiers militaires et des politiciens haoussas-peuls et yorubas) sont révélés, une dimension ethnique s'ajoute aux événements. Dans un pays où le sectarisme est profondément enraciné, la notion de « coup d'État igbo » commence à s'imposer. Peu après, le 29 juillet 1966, un contre-coup d'État entraîne l'assassinat du chef de l'État, le général Aguiyi Ironsi, de 42 officiers et de plus de 130 autres militaires, principalement des Igbos. Dans les trois jours qui suivent, tous les soldats igbos servant en dehors de l'Est sont tués, emprisonnés ou fuient vers l'est pour sauver leur vie. Par la suite, les Igbos sont victimes de représailles généralisées et de massacres dans le nord du pays, ce qui entraîne un exode massif de la population igbo vers l'est¹⁶.

Le général Chukwuemeka Ojukwu (gouverneur militaire de la Région de l'Est de l'époque) et Yakubu Gowon (chef de l'État nigérian) tentent d'apaiser les tensions en signant l'accord d'Aburi les 4 et 5 janvier 1966. Le gouvernement fédéral nigérian ne le met pas en œuvre, ce qui suscite la frustration et la colère d'Ojukwu et de ses compatriotes de l'Est, qui se sentent acculés. En conséquence, le 30 mai 1967, Ojukwu décide de faire de cette Région de l'Est du Nigeria un État indépendant : la République du Biafra¹⁷.

Quelques semaines plus tard, le 6 juillet 1967, la guerre civile – décrite comme la « guerre du Biafra » – éclate. Les combattants biafrais s'engagent dans un conflit pour faire reconnaître leur drapeau¹⁸ et leur souveraineté. Ce conflit cause entre un demi-million et trois millions de morts (au combat ou en raison de la famine), soit environ un Nigérian sur vingt à l'époque¹⁹.

Cette guerre prend fin le 15 janvier 1970. En dépit de la défaite des Igbos, le gouvernement nigérian adopte le slogan « pas de vainqueur, pas de vaincu » pour suggérer qu'aucune partie n'a gagné ou perdu la bataille et atténuer les rivalités²⁰.

1.3. Conséquences de la guerre

Le sud-est du Nigeria reste marqué par le traumatisme de cette guerre. Pour de nombreux Igbos, dont les aïeux ont combattu pour le Biafra, cette terre est considérée comme sacrée et mérite encore des

¹⁴ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

¹⁵ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁶ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

¹⁷ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#) ; HumAngle (Adeyemi I.), 01/07/2025, [url](#)

¹⁸ Les couleurs rouge, noir et vert, alignées horizontalement, représentent, en version stylisée, les armoiries originales de l'Eastern Region. Au centre, un demi-cercle jaune entouré de pointes ondulées et placé sur une longue ligne de la même couleur symbolise le lever du soleil. HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

¹⁹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; HumAngle (Adeyemi I.), 01/07/2025, [url](#)

²⁰ HumAngle (Adeyemi I.), 01/07/2025, [url](#)

luttent pour un plus grand contrôle régional²¹. Les Igbo ont accepté leur défaite, mais les conséquences de la guerre et les politiques mises en œuvre par l'État nigérian qu'ils perçoivent comme discriminatoires continuent de les hanter²². Un sentiment de marginalisation politique, associé à l'impact économique de la guerre et à la perception d'un manque d'investissement fédéral dans la région au cours des décennies suivantes, alimentent un ressentiment durable²³.

Ngozika Anthonia Obi-Ani (Université du Nigeria, Nsukka) explique que les survivants sont devenus dociles et réticents à partager leurs expériences de guerre après le conflit. Cette génération qui a connu la guerre semble supporter avec résilience les conséquences de la défaite. Les souvenirs ne sont partagés qu'au sein de la parenté ou d'autres réseaux sociaux²⁴.

Ce « traumatisme collectif » exprimé à voix basse dans le secret de leur foyer, toujours selon Obi-Ani, s'est transmis de génération en génération tel un héritage de perte — perte de la famille et du foyer, perte du sentiment d'appartenance et de sécurité dans le pays²⁵.

La génération d'après-guerre a toutefois refusé d'accepter le *statu quo*, se sentant aujourd'hui lésée par l'État nigérian²⁶. D'après Obi-Ani, ces individus sont exaspérés par leur statut de citoyens de seconde zone²⁷. En conséquence, les rangs des activistes biafrais se sont gonflés parmi la population. Ce mécontentement s'est exprimé plus ouvertement à la fin des années 1990 et au début des années 2000, sous la forme d'un nouvel élan en faveur de la sécession, principalement soutenu par des jeunes Igbo nés après la guerre du Biafra. Ils jugeaient insupportables les choix politiques et économiques qui s'offraient à eux²⁸.

Après cette guerre, les Igbo ont été superficiellement réintégrés dans la vie nationale. Le peuple igbo est toutefois dans une impasse politique depuis lors. Puisque chaque autre région du Nigeria a eu son tour à la présidence depuis la fin de la guerre civile, il subsiste un sentiment selon lequel un « plafond de verre » post-Biafra, politique et bureaucratique pour les nouveaux riches igbo, existe toujours, empêchant les Igbo d'accéder à la présidence²⁹. La réticence des deux principaux partis politiques à présenter un candidat igbo à la présidence perpétue un sentiment de marginalisation et de soif de vengeance permanente, qui affecte profondément l'esprit de la jeune génération, qui n'a pas connu le conflit directement³⁰.

Actuellement, la mémoire de la guerre du Biafra, longtemps marginalisée dans le discours officiel et collectif, subsiste à travers des souvenirs fragmentés qui alimentent les mouvements revivalistes chez les nouvelles générations³¹.

Les jeunes Igbo de l'après-guerre se sentent discriminés par plusieurs politiques officielles du Nigeria, telles que le caractère fédéral du pays, le système de quotas³², les désavantages en matière d'éducation et la répartition inégale des nominations gouvernementales. Cette marginalisation perçue a érodé leur foi en un Nigeria unifié. Ces injustices structurelles attisent la crise dans le pays igbo,

²¹ ACSS (Duerksen M.), 30/03/2021, [url](#)

²² Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

²³ SBM, 05/2025, [url](#)

²⁴ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

²⁵ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

²⁶ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

²⁷ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

²⁸ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

²⁹ Campbell J., Matthew P., Oxford, 2018 ; Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

³⁰ Bertelsmann Stiftung, 19/03/2024, [url](#) ; Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

³¹ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

³² Ce système des quotas assure une représentation proportionnelle des États et des régions dans la bureaucratie fédérale, les admissions universitaires, l'armée, etc.

aggravée par l'absence de reconnaissance de la violence historique dans la politique contemporaine et la consolidation de la paix³³.

Les jeunes Igbos mobilisent les réseaux sociaux pour raviver la mémoire collective, partager l'héritage de leurs aînés et réinterpréter l'histoire du Biafra. En ligne, ils développent un « nationalisme à distance », notamment au sein de la diaspora, pour affirmer leur identité, contester les récits officiels et donner sens au passé traumatique transmis par leurs parents³⁴.

Depuis le retour du Nigeria à la démocratie en 1999, plusieurs mouvements ont continué de revendiquer (parfois violemment) l'indépendance du Biafra. Il s'agit principalement du Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB) et de l'Indigenous People of Biafra (IPOB), créés respectivement en 1999 et en 2012³⁵.

2. État actuel du conflit

Durant quatre décennies suivant la guerre du Biafra, la zone géographique du sud-est était la plus sûre en termes d'incidents violents et de morts³⁶. Aujourd'hui, c'est l'endroit le plus dangereux du sud du Nigeria³⁷. Cette région est devenue un foyer d'activités militantes, de violence et d'instabilité³⁸.

Bien qu'il y ait eu des cas de violences et de meurtres dans le Sud-Est avant 2021, ceux-ci se sont intensifiés à partir de cette année-là, entraînant une aggravation des violations et abus des droits humains commis tant par les acteurs étatiques que non étatiques. En 2021, le nombre d'attaques et de morts a soudainement augmenté en raison de plusieurs facteurs³⁹. Les données recueillies par le Nigeria Security Tracker (NST), un projet établi par le *think tank* américain Council on Foreign Relations et qui documente et cartographie jusqu'en juillet 2023 la violence au Nigeria, montrent qu'en 2022, presque autant de vies civiles ont été perdues à cause de l'insécurité dans le Sud-Est que dans les États de Borno, d'Adamawa et de Yobe au Nord-Est, foyer de l'insurrection djihadiste⁴⁰.

Tous les États du sud-est subissent des attaques de divers groupes armés comprenant des activistes séparatistes, des bandes criminelles (opérant parfois également sous la bannière séparatiste), des forces de sécurité du gouvernement, des milices des États et celles des communautés⁴¹.

Parmi les autres facteurs interdépendants aggravant la violence figurent l'afflux croissant d'armes à feu et l'augmentation du trafic et l'usage de drogues dures⁴².

Le cabinet de consultance SBM révèle une tendance paradoxale : la violence liée aux séparatistes a plus que doublé de 2021 à 2023, tandis que l'année 2024 est marquée par une évolution vers des enlèvements et des gangs criminels (exploitant la rhétorique séparatiste). Ce contexte de « menace hybride » – marqué par des affrontements impliquant l'IPOB et sa branche armée, les forces de sécurité et des *unknown gunmen*⁴³ – continue de déstabiliser la région⁴⁴.

³³ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

³⁴ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

³⁵ IFRI (Nwankpa M.), 18/01/2024, [url](#) ; HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; Nextier, 19/08/2024, [url](#)

³⁷ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

³⁸ SBM, 05/2025, [url](#)

³⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

⁴⁰ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

⁴¹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴² Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴³ Voir [chapitre 3.3](#).

⁴⁴ SBM, 05/2025, [url](#)

Du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025, l'ACLED a comptabilisé au sud-est du Nigeria 1.683 incidents (*violence against civilians, explosions/remote violence, battles*) ayant entraîné 2.109 victimes, répartis ainsi :

Incidents du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025

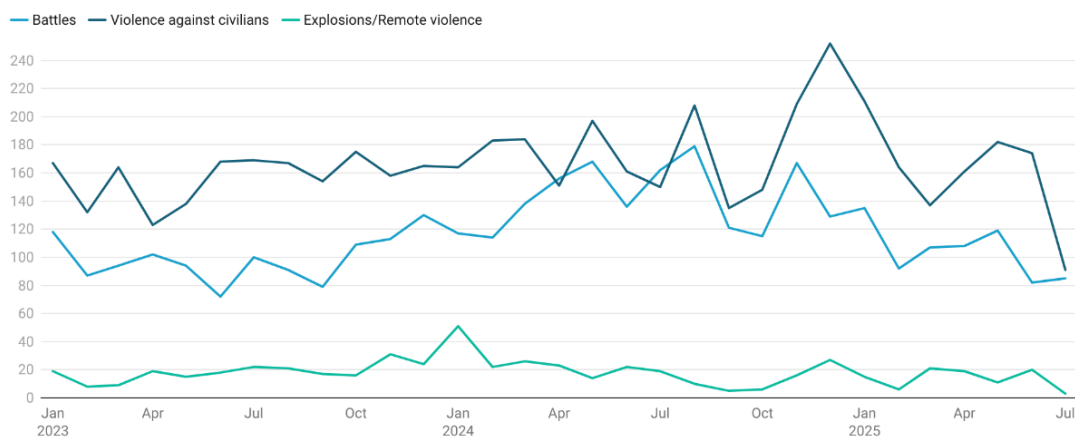


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 1 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 18/07/2025⁴⁵.

Plus de 50 ans après l'effondrement de l'ancien État du Biafra, la résurgence de la revendication biafraise est alimentée par plusieurs facteurs, certains de longue date, d'autres relativement récents. L'énumération ci-après n'est pas exhaustive mais présente les raisons principales⁴⁶.

Primo, des déficits économiques : les habitants du Sud-Est se plaignent de négligence infrastructurelle⁴⁷ et de stagnation économique qu'ils perçoivent comme une politique délibérée du gouvernement fédéral. Cette perception de pauvreté par rapport à d'autres régions du pays n'est pas totalement justifiée mais joue un rôle de catalyseur selon l'expert de la situation sécuritaire au Nigeria⁴⁸. Muhammadu Buhari, président de la République de 2015 à 2023, a attisé le séparatisme igbo en déclarant vouloir favoriser les régions l'ayant soutenu, ce qui s'est reflété dans des nominations et des projets d'infrastructures, selon Ngozika Anthonia Obi-Ani (Université du Nigeria, Nsukka)⁴⁹. L'actuel président élu en 2023, Bola Tinubu, a lui aussi récolté très peu de voix dans le Sud-Est, ce qui le rend peu redevable envers les Igbo⁵⁰.

Secundo, des désavantages administratifs : les décisions administratives – comme la création de États et de LGAs par les régimes militaires dominés par le Nord – ont désavantagé le Sud-Est. Cette région est composée de cinq États, alors que les autres régions en sont composées de six ou sept. Ceci réduit

⁴⁵ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Incidents du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

⁴⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴⁷ La population est par exemple privée d'aéroports internationaux en territoire igbo, à l'exception de l'aéroport international Akanu Ibiam à Enugu, où un seul avion en provenance d'Éthiopie atterrit deux fois par semaine. Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

⁴⁸ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴⁹ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

⁵⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

sa part dans les nominations fédérales, les revenus et les infrastructures, par rapport à d'autres zones⁵¹.

Tertio, la marginalisation politique : beaucoup d'Igbos croient que le Sud-Est est délibérément privé de sa juste part de nominations fédérales⁵². Il existe une antipathie flagrante à l'égard des politiciens et des responsables gouvernementaux igbos parmi les membres de l'IPOB. Cette antipathie, qui existait peut-être déjà dans une certaine mesure auparavant, s'est encore renforcée en raison de l'indifférence imputée aux dirigeants igbos à l'égard des meurtres de membres de l'IPOB dans leurs États respectifs. L'absence de soutien de la part des principaux dirigeants igbos suscite une frustration auprès des activistes⁵³. Ngozika Anthonia Obi-Ani estime que les dirigeants politiques que les Igbos envoient à l'Assemblée nationale ou aux postes de ministres ou de gouverneurs sont serviles, « *eager to trade Igbo interests for porridge* »⁵⁴.

Quarto, des différences culturelles et religieuses : de nombreux Igbos considèrent que les différences culturelles et religieuses entre le Sud-Est, majoritairement chrétien, et le Nord, majoritairement musulman, sont inconciliables et qu'un Nigeria uni est irréalisable. Ils perçoivent également la migration croissante vers le sud des éleveurs peuls, entraînée par le changement climatique et les conflits dans le Nord, et leurs attaques meurtrières contre les communautés agricoles, comme une menace existentielle⁵⁵.

Quinto, un désir d'un pays plus progressiste : la plupart des Igbos pensent que le Sud-Est réaliserait un développement économique et technologique plus rapide dans un Biafra indépendant que dans un État nigérian stagnant, avec des régions du nord qui ne sortent pas de leur héritage féodal par exemple⁵⁶.

3. Parties combattantes

Selon les données de l'ACLED, durant la période et dans les États considérés, les auteurs des incidents sont des groupes armés non identifiés (680), l'armée (186), la police (151), des *cults*⁵⁷ non identifiés (116), l'IPOB (109) et les milices armées peules (101).

⁵¹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁵² Les Igbos ont au fil du temps, avec les reconfigurations du pays, perdu de l'influence/du poids dans les rapports de forces. Les Igbos estiment que c'est une marginalisation calculée, délibérée. Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁵³ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

⁵⁴ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

⁵⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁵⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁵⁷ Voir [chapitre 3.5](#).

Auteurs des incidents

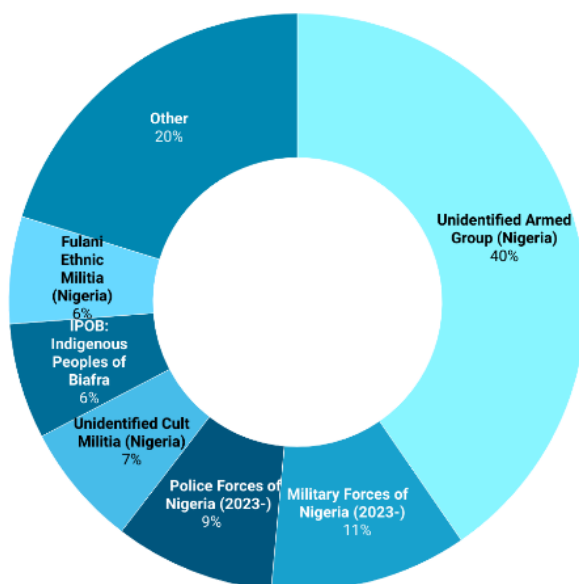


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 2 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 18/07/2025⁵⁸.

Les chapitres suivants présentent le comportement des autorités fédérales, des autorités fédérées, puis la situation des groupes indépendantistes biafrais – avec une attention particulière portée à l'IPOB – et décrit enfin ce que l'ACLED appelle les « groupes armés non identifiés ».

Comme expliqué au [chapitre 3.3.](#), il n'est jamais très évident d'identifier précisément les auteurs des troubles. Dans son rapport d'août 2025, AI souligne que « [t]he security situation in South-East Nigeria involves a hybrid of criminal and political violence that different actors can choose to portray and manipulate to suit their interests »⁵⁹. Les autorités attribuent systématiquement la responsabilité à l'IPOB ou sa branche armée dès lors que des éléments laissent penser qu'il pourrait s'agir d'activistes biafrais, mais cela ne correspond pas toujours à la réalité. Les recherches menées par AI et l'expert de la situation sécuritaire au Nigeria indiquent que plusieurs groupes criminels et militants du Sud-Est ont commencé à opérer sous le couvert de l'IPOB afin de dissimuler la véritable nature et les intentions de leurs opérations⁶⁰.

3.1. Services de sécurité

3.1.1. Autorités fédérales

L'État nigérian a adopté une position répressive⁶¹, a interdit les groupes du mouvement néo-biafrais, considérant les rassemblements sociaux des jeunes du Sud-Est comme un « *state of exception* » qui

⁵⁸ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper , *Auteurs des incidents du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

⁵⁹ AI, 13/08/2025, [url](#)

⁶⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

⁶¹ Nextier, 19/08/2024, [url](#)

permet des méthodes de maintien de l'ordre parfois mortelles⁶². Les autorités nigérianes ont recours aux mêmes méthodes répressives contre l'IPOB que celles employées auparavant contre le MASSOB⁶³.

Pour celles-ci, l'unité du pays n'est pas négociable. Ce sujet n'est pas abordable et le gouvernement ne propose aucun dialogue, même pour la question du nombre d'États dans la région du Sud-Est par exemple⁶⁴. La position du gouvernement fédéral est donc de poursuivre ses opérations de sécurité contre tous les signes de séparatisme et d'insécurité, qu'il attribue à l'IPOB et sa branche armée⁶⁵.

Selon AI, la police semble incapable de faire face à l'insécurité ou de procéder à des arrestations dans plusieurs régions du Sud-Est, notamment dans le LGA Ihiala, dans l'État d'Anambra, à la suite de la vague d'attaques contre des agents de sécurité par des hommes armés⁶⁶.

L'armée réprime quant à elle violemment les manifestations et joue un rôle croissant dans la sécurité intérieure, allant au-delà de ses missions traditionnelles. Elle a par exemple mené les opérations *Python Dance* (novembre à décembre 2016), *Python Dance II* (septembre 2017), et *Udo Ka* (octobre 2023). D'autres invasions militaires dans plusieurs communautés du Sud-Est en lien avec les activités de l'IPOB ont été organisées. L'armée intervient sur les scènes de crime, impose des couvre-feux et patrouille, brouillant la limite entre fonctions de police et militaires. Sa brutalité est largement documentée à travers le pays, et ses violences contre des groupes comme l'IPOB ou le MASSOB ne sont pas liées à leur appartenance ethnique igbo⁶⁷. AI schématise les interventions militaires dans les États d'Abia, d'Anambra, d'Enugu et d'Imo. Ces schémas sont repris à l'Annexe 3.

Les ordres de confinement (« *sit-at-home* »)⁶⁸ posent des défis importants aux services de sécurité dans le Sud-Est, avec des répercussions permanentes sur la sécurité publique et la gouvernance locale. Les agences de sécurité sont toujours aux prises avec des ressources insuffisantes, des lacunes en matière de renseignement et des contraintes opérationnelles. Les forces de sécurité du Sud-Est, notamment l'armée, la police et le Department of State Services (DSS), maintiennent un état de vigilance accru en réponse à l'ordre de confinement, et le personnel militaire continue d'être déployé dans les zones touchées⁶⁹. Toutefois, l'efficacité de ces interventions est largement remise en question par diverses parties prenantes, notamment les organisations de défense des droits humains, les analystes politiques et les communautés locales⁷⁰.

En outre, les dirigeants communautaires et les habitants des États du Sud-Est expriment régulièrement leurs inquiétudes concernant l'insuffisance du soutien apporté par le gouvernement fédéral aux forces de l'ordre locales et le manque récurrent de coordination entre les agences de sécurité fédérales et locales. Ce problème persistant entraîne des retards dans les réponses aux menaces, une protection insuffisante des civils et une incapacité perçue à relever efficacement les défis en matière de sécurité⁷¹.

Les critiques soulignent un problème plus large et permanent : l'incapacité chronique des forces de sécurité à s'attaquer de manière adéquate aux causes profondes des troubles, telles que les demandes

⁶² Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

⁶³ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

⁶⁴ Voir [chapitre 2](#).

⁶⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁶⁶ AI, 13/08/2025, [url](#)

⁶⁷ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#) ; HumAngle (Salkida A.), 15/07/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

⁶⁸ Voir [chapitre 3.2.2.4](#).

⁶⁹ SBM, 05/2025, [url](#)

⁷⁰ SBM, 05/2025, [url](#)

⁷¹ SBM, 05/2025, [url](#)

d'une plus grande représentation politique et d'opportunités économiques dans la région, ce qui alimente le cycle de la violence⁷².

Depuis que le gouvernement fédéral a catégorisé l'IPOB en tant qu'organisation terroriste en 2017⁷³, ses relations avec ce groupe sont tendues. La proscription d'un groupe donne généralement carte blanche au gouvernement pour utiliser une force incontrôlée contre le groupe, un droit que le gouvernement et ses forces de sécurité ont largement utilisé dans leur campagne de pression maximale contre l'IPOB. La réponse du gouvernement s'est principalement fondée sur l'usage de la force, en commençant par une série d'opérations de sécurité portant le nom d'animaux (de *Python Dance* à *Crocodile Smile*) entre 2017 et 2019. Toutefois, cette tactique musclée a aliéné de nombreuses personnes dans la région, qui ont accusé l'armée de violations des droits en punissant arbitrairement les personnes soupçonnées d'avoir des liens avec le groupe⁷⁴.

Le gouvernement a réussi à maîtriser cette escalade suite à la création de l'ESN en améliorant la sécurité des postes de police et en organisant régulièrement des opérations conjointes impliquant plusieurs agences de sécurité telles que la police, l'agence de renseignement State Security Service (SSS) et l'armée. L'évaluation de la réponse du gouvernement à la crise est complexe selon le cabinet de consultance SBM. Cependant, les recrutements militaires répétés ont suscité un faible intérêt de la part des habitants du Sud-Est, dont la méfiance à l'égard du gouvernement s'est accrue de manière exponentielle, en partie à cause de leurs doutes sur la manière dont il traite la région sur les plans politique et économique, ainsi que de leurs craintes d'éventuelles représailles de l'IPOB⁷⁵.

Enfin, des « informateurs » dans la diaspora transmettent des informations aux services de sécurité nigérian, qui surveillent donc les militants à l'étranger. Ces ressources humaines ne sont pas recrutées sur base de leurs compétences ou capacités, mais bien sur base de réseaux, de recommandations. Il peut s'agir d'étudiants ou d'entrepreneurs par exemple⁷⁶.

3.1.2. Autorités fédérées

La réponse sécuritaire agressive étatique a des conséquences politiques significatives sur la gouvernance locale. Dans de nombreuses zones touchées, en particulier dans les États d'Imo, d'Anambra et d'Abia, les dirigeants locaux ont éprouvé de plus en plus de difficultés pour maintenir l'ordre, affirmer leur autorité, mettre en œuvre des politiques ou même pour tenir des permanences régulières⁷⁷.

En avril 2021, les cinq gouverneurs des États d'Abia, d'Anambra, d'Ebonyi, d'Enugu et d'Imo ont annoncé le lancement de la force de sécurité baptisée *Ebube Agu*⁷⁸, mise à disposition des gouverneurs d'État qui souhaitent l'utiliser comme armée privée pour leur administration. Aucune loi n'a été adoptée pour créer officiellement cette force dans chaque État ni pour permettre aux différentes unités de collaborer entre elles. Cette force ne dispose ni de structure opérationnelle standard ni de mécanisme de financement durable pour son fonctionnement⁷⁹.

⁷² SBM, 05/2025, [url](#)

⁷³ Voir [chapitre 3.2.2.1.](#)

⁷⁴ SBM, 05/2025, [url](#)

⁷⁵ SBM, 05/2025, [url](#)

⁷⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁷⁷ SBM, 05/2025, [url](#)

⁷⁸ *Ebube Agu* est une expression igbo signifiant « l'aura redoutable du léopard ». AI, 13/08/2025, [url](#)

⁷⁹ AI, 13/08/2025, [url](#)

Surtout, *Ebube Agu* n'a pas été physiquement établie dans l'ensemble des cinq États. Trois des cinq États disposent déjà de groupes de vigilance : Anambra possède l'Anambra Vigilante Services⁸⁰, Abia possède l'Abia Vigilante Services, tandis que Enugu dispose des Forest Guards. Les États d'Imo et d'Ebonyi sont les seuls où *Ebube Agu* est devenue opérationnelle⁸¹.

AI indique que les agents d'*Ebube Agu* ont été mis en place sans avoir reçu de formation sur les droits humains et les normes internationales relatives à l'usage de la force et des armes à feu par les agents des forces de l'ordre⁸².

Depuis 2023, de nombreuses personnalités politiques des États du Sud-Est ont appelé l'actuel président Bola Tinubu à libérer sans condition le leader de l'IPOB Nnamdi Kanu^{83,84}.

Les gouvernements des États ont exhorté les citoyens à ne pas tenir compte de l'ordre de confinement⁸⁵, mais ces autorités sont incapables de protéger les citoyens contre des forces coercitives violentes⁸⁶.

Les gouvernements des États ont régulièrement soutenu les agences de sécurité, principalement en leur faisant don de véhicules et de fonds. Dans l'État d'Enugu, le gouvernement a mis en place un « *command and control centre* » afin de renforcer les opérations de sécurité⁸⁷.

Par ailleurs, des criminels ont exploité ce contexte tendu pour intensifier les braquages dans des villes comme Onitsha (État d'Anambra). Face à cette montée de la violence, le gouvernement local a décrété un couvre-feu, et Peter Obi, gouverneur de cet État de 2006 à 2014, a ordonné aux forces de l'ordre de tirer à vue sur les contrevenants⁸⁸. Dans ce même État, une commission vérité, justice et réconciliation mise en place par le gouvernement a remis son rapport en mars 2024 et le gouvernement a commencé à mettre en œuvre ses recommandations⁸⁹.

Dans l'État d'Abia, le gouverneur Alex Otti fait face à une insécurité marquée par les actions de séparatistes et des tensions avec l'armée. En 2024, une attaque armée contre un poste militaire à Aba, causant des morts parmi soldats et civils, a illustré ces défis. Le gouverneur a réagi en offrant une prime pour retrouver les assaillants et en demandant une enquête, soulignant la fragilité de son autorité dans ce contexte instable⁹⁰.

3.2. Groupes indépendantistes biafrais

3.2.1. Généralités

Le média d'investigation HumAngle a relevé de nombreuses similitudes dans les stratégies et les parcours des mouvements MASSOB et IPOB, le deuxième ayant supplanté le premier : sémantique agressive envers les adversaires, soutiens, financement, propagande, désobéissances civiles et actions

⁸⁰ L'Anambra State Vigilante Services est habilitée à assister la police nigérienne dans l'exercice de ses fonctions constitutionnelles de protection des vies et des biens. Toutefois, elle doit remettre les suspects arrêtés à la police, car elle n'est pas autorisée à les détenir. AI, 13/08/2025, [url](#)

⁸¹ AI, 13/08/2025, [url](#)

⁸² AI, 13/08/2025, [url](#)

⁸³ Voir [chapitre 3.2.2.1.](#)

⁸⁴ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁸⁵ Voir [chapitre 3.2.2.4.](#)

⁸⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

⁸⁷ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁸⁸ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

⁸⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁹⁰ SBM, 05/2025, [url](#)

violentes, combats politiques, etc. Une autre tactique commune consiste à entretenir l'ambiguïté sur les responsabilités ou à rejeter fermement toute accusation liée à des actes criminels susceptibles de nuire à leur image. Les membres de ces mouvements font également l'objet d'une répression féroce, avec des poursuites pénales et des exactions (arrestations massives, procès non équitables, tortures et mauvais traitements, exécutions extrajudiciaires, etc.)⁹¹.

Tant le MASSOB que l'IPOB ont toujours pu compter sur le soutien financier de la diaspora nigériane⁹².

Les deux mouvements adoptent également des méthodes similaires pour exprimer leur opposition au gouvernement et attirer l'attention sur leur cause. L'un des principaux moyens utilisés est la désobéissance civile, notamment à travers des appels au confinement volontaire, demandant aux populations de rester chez elles certains jours. Toutefois, ces consignes sont parfois imposées par la force. Le premier appel de ce type remonte à 2004⁹³.

Le MASSOB et l'IPOB font usage de la propagande, notamment en tentant de faire croire à un large soutien international en faveur de la cause biafraise⁹⁴.

Les deux groupes discréditent les médias traditionnels, qu'ils qualifient souvent de « médias yorubas », et ont investi massivement dans la création de leurs propres plateformes d'information, principalement des blogs⁹⁵.

Le MASSOB a aussi exploité l'essor des groupes djihadistes dans le nord-est du Nigeria pour renforcer le sentiment nationaliste chez les Igbos. L'IPOB s'inscrit dans la continuité en s'appuyant sur des récits conspirationnistes, notamment autour d'un supposé complot visant à islamiser le Nigeria⁹⁶.

Les femmes sont généralement marginalisées dans les groupes armés, leur participation directe à la violence étant rare. Si elles contribuent surtout par un soutien logistique, moral ou spirituel, certaines parviennent à dépasser ce rôle périphérique en s'impliquant activement dans des actions violentes, parfois avec une brutalité extrême, afin d'échapper à l'isolement qui caractérise la plupart des actrices féminines dans les conflits⁹⁷.

Les sources s'accordent pour dire que, sur la dernière décennie, l'IPOB a été le plus actif pour la restauration d'une république indépendante du Biafra⁹⁸. Ce groupe est donc plus détaillé que les autres dans les chapitres suivants.

Le deuxième groupe actuellement le plus actif est le Biafra Republic Government in Exile (BRGIE), devenu United States of Biafra (USB)⁹⁹. Les autres mouvements impliqués dans la violence sont ensuite brièvement décrits.

3.2.2. Indigenous People of Biafra (IPOB)

Les chapitres suivants présentent l'historique, la structure, les méthodes (dont les confinements), les divisions au sommet, la branche paramilitaire ainsi que le clivage intergénérationnel de l'IPOB.

⁹¹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

⁹² HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

⁹³ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

⁹⁴ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

⁹⁵ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

⁹⁶ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

⁹⁷ IFRI (Nwankpa M.), 18/01/2024, [url](#)

⁹⁸ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#) ; SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁹⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

3.2.2.1. Historique

Associée à une stagnation économique persistante dans le Sud-Est, en particulier à un manque de développement des infrastructures et d'opportunités économiques pour les jeunes, une forme plus radicalisée de troubles a commencé à prendre racine¹⁰⁰. L'IPOB a été fondé en 2013¹⁰¹ ou 2014¹⁰² selon les sources, par Mazi Nnamdi Kanu, un militant britannico-nigérian né dans l'État d'Abia¹⁰³.

Ses objectifs sont l'indépendance politique du sud-est du Nigeria, la protection des intérêts des Igbo au Nigeria et dans le monde, l'opposition à l'afflux et à la présence d'éleveurs peuls dans le Sud-Est et l'incitation de la population à se détourner de l'État nigérian (notamment en ne rejoignant pas les services militaires et de sécurité nigériens)¹⁰⁴.

L'IPOB de Nnamdi Kanu a supplanté le MASSOB en popularité, surtout chez les jeunes, séduits par son rejet de la non-violence prônée par le MASSOB¹⁰⁵.

La rhétorique de Nnamdi Kanu, amplifiée par des plateformes telles que Radio Biafra (qui opère depuis le Royaume-Uni), était souvent incendiaire et conflictuelle, appelant explicitement à la résistance armée contre l'État nigérian¹⁰⁶.

Alors que l'IPOB se présente comme une organisation pacifique défendant la cause du peuple igbo et prônant la sécession de la région du Sud-Est pour former la République du Biafra, ses activités ont constamment évolué vers des méthodes plus violentes et coercitives, notamment avec l'implication de son bras armé, l'ESN^{107,108}.

Le 18 septembre 2017, l'IPOB a été interdit et désigné comme un groupe terroriste par la Haute Cour fédérale (en vertu de la loi de 2013 sur la prévention du terrorisme)¹⁰⁹. Cette mesure empêche par exemple l'IPOB d'organiser des rassemblements¹¹⁰. L'interdiction de l'IPOB a été considérée par une majorité d'Igbo comme une prolongation de leur marginalisation au Nigeria¹¹¹.

Cette mesure a été annulée par la Haute Cour d'Enugu en octobre 2023, qui a estimé que l'interdiction de l'IPOB était injustifiée, erronée, constituait une violation du droit à l'autodétermination et était discriminatoire à l'égard d'un groupe ethnique, ce qui contrevient aux articles 2, 3, 19 et 20 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du procureur général, a ensuite muté les juges qui avaient statué contre lui¹¹².

Le 30 janvier 2025, la Cour d'appel fédérale a confirmé la décision du gouvernement fédéral, estimant que les activités menaçaient l'existence de la nation et la sécurité des citoyens. Le 7 février 2025, l'IPOB a saisi la Cour suprême pour contester le jugement de la Cour d'appel¹¹³.

¹⁰⁰ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁰¹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

¹⁰² Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

¹⁰³ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

¹⁰⁴ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁰⁵ SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁰⁶ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁰⁷ L'ESN est présentée au [chapitre 3.2.2.7.](#)

¹⁰⁸ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁰⁹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#) ; IFRI (Nwankpa M.), 18/01/2024, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹¹⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹¹¹ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

¹¹² Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

¹¹³ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

3.2.2.2 Structure

Au sommet de l'IPOB se trouve le *supreme leader*, dont les directives ou les ordres généraux ne sont pas discutables et doivent être pleinement exécutés par le Directorate of State (DOS). Nnamdi Kanu occupe ce poste depuis la formation du groupe¹¹⁴.

Le DOS regroupe des responsables investis de missions particulières, fonctionnant comme un conseil des ministres, et des représentants à l'international. Sous l'autorité du DOS, l'IPOB dispose de représentants continentaux, de coordinateurs nationaux, de coordinateurs régionaux dans chaque pays, et enfin, des responsables sénatoriaux, zonaux et d'unités¹¹⁵.

Le département des médias du DOS, l'un de ses départements les plus puissants, est responsable des annonces officielles de l'IPOB, via les canaux de communication appropriés, notamment Radio Biafra¹¹⁶.

Un schéma de cette structure est présenté à l'Annexe 2.

3.2.2.3. Méthodes

Nnamdi Kanu a exercé une influence importante, bien que source de division, sur la conscience sociopolitique contemporaine des Igbos. Son émergence a transformé l'agitation du Biafra d'une aspiration historique dispersée en un mouvement de masse de portée internationale, propulsé par une rhétorique qui prône fréquemment la confrontation et emploie un langage incendiaire. Nnamdi Kanu a notamment lancé un appel public au *World Igbo Congress* pour qu'il verse des fonds destinés spécifiquement à l'achat d'armes pour lutter contre l'État nigérian. Cet appel explicite à la violence, amplifié par des plateformes telles que Radio Biafra a non seulement radicalisé des segments de sa base de soutien, mais a également enhardi des acteurs violents qui ont revendiqué plus tard leur affiliation à la cause biafraise¹¹⁷.

Tout en exprimant les griefs de ceux qui se sentaient marginalisés, l'IPOB a d'abord prôné la lutte armée, a exhorté ses loyalistes à prendre les armes contre l'État nigérian et à « abattre » le personnel de sécurité nigérian. Cette méthode n'a pas attiré la sympathie¹¹⁸.

Ces dernières années, l'IPOB s'est tourné vers la voie non violente. Il a plaidé pour la réalisation du Biafra par des moyens pacifiques, en particulier par le biais d'un référendum au cours duquel les individus peuvent décider librement de leur allégeance. Nombre d'Igbos sont alignés sur le désir d'avoir une organisation du pays différente, sans violence¹¹⁹.

Les méthodes de l'IPOB sont diverses. Il organise des rassemblements publics pour mobiliser le soutien, d'abord dans les villes du Sud-Est, et puis dans les grandes villes à l'étranger. Il mène également des campagnes de propagande et de désinformation – par l'intermédiaire de Radio Biafra, de plateformes et comptes en ligne – visant à sensibiliser et recruter des sympathisants. Il met en place des collectes de fonds, en générant des recettes à partir de réunions publiques à l'étranger et de financements participatifs virtuels. Il applique des méthodes de coercition, en intimidant les critiques et les opposants. Enfin, il engage des lobbyistes pour chercher et solliciter du soutien auprès des gouvernements étrangers¹²⁰.

¹¹⁴ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹¹⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹¹⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹¹⁷ Voir [chapitre 3.5](#).

¹¹⁸ SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹¹⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹²⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

En particulier depuis les intimidations dont ont été victimes les Igbos à Lagos de la part des partisans de Bola Tinubu lors des élections de 2023, l'IPOB fait campagne pour que les hommes d'affaires igbos d'autres régions du Nigeria rentrent chez eux et délocalisent leurs entreprises dans le Sud-Est¹²¹.

L'IPOB milite pour que les Igbos se remettent à l'agriculture, afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire dans le Sud-Est¹²², ainsi que pour dissuader ou effrayer les jeunes igbos de rejoindre l'armée nigériane et les services de sécurité¹²³.

3.2.2.4. Confinements

3.2.2.4.1. Présentation

L'extradition de Nnamdi Kanu¹²⁴ a déclenché des manifestations et des confinements hebdomadaires dans le sud-est du pays¹²⁵. Depuis août 2021, des ordres de confinement ont été observés tous les lundis dans les cinq États du sud-est du Nigeria – Abia, Anambra, Ebonyi, Enugu et Imo. Il s'agit à l'origine d'un moyen d'exiger la libération de Nnamdi Kanu. En outre, des ordres de confinement ont été déclarés les jours où ce dernier devait comparaître devant le tribunal et d'autres jours jugés importants par le groupe. Au fil du temps, les actions de confinement se sont étendues pour englober des dates importantes, y compris le 30 mai – observé comme le jour du Biafra – et les dates liées aux procédures judiciaires de Nnamdi Kanu¹²⁶.

L'IPOB a peu après annoncé la suspension des confinements mais une faction dissidente nommée Autopilot¹²⁷ a poursuivi leur mise en œuvre dans les États du Sud-Est et certaines zones du Sud¹²⁸.

Une journée de confinement se caractérise par l'absence de circulation automobile et la fermeture des écoles, des commerces, des banques et des administrations¹²⁹, un phénomène de « zone fantôme »¹³⁰.

Un rapport du cabinet SBM de mai 2025 examine l'impact des confinements imposés par l'IPOB dans les États d'Abia, d'Anambra, d'Ebonyi, d'Enugu, et d'Imo au cours des quatre dernières années¹³¹. Au-delà de la sphère économique¹³², l'application de l'ordre de confinement a radicalement modifié le paysage sécuritaire¹³³.

Initialement, les mesures de confinement ont été respectées, sous l'effet conjugué d'une véritable solidarité avec les objectifs de l'IPOB chez certains et d'une crainte alimentée par le ton de plus en plus agressif et menaçant de l'IPOB. En effet, les plateformes de médias sociaux ont joué un rôle crucial dans la diffusion des informations concernant les ordres de confinement et, surtout, dans l'amplification des menaces et des ultimatums qui ont contraint les habitants à s'y conformer. Le recours aux médias sociaux pour diffuser ces directives met en évidence l'adaptation stratégique de l'IPOB aux méthodes de communication modernes, à la fois pour mobiliser et pour exercer un contrôle par la peur. Si les informations manquent pour analyser le suivi des appels au confinement État par État en profondeur, SBM mentionne des exemples de respect des consignes dans des États comme

¹²¹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹²² Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹²³ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹²⁴ Voir [chapitre 3.2.2.1.](#)

¹²⁵ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

¹²⁶ SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹²⁷ Voir [chapitre 3.2.3.](#)

¹²⁸ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

¹²⁹ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

¹³⁰ SBM, 05/2025, [url](#)

¹³¹ SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹³² Voir [chapitre 8.2.](#)

¹³³ SBM, 05/2025, [url](#)

d'Imo et d'Ebonyi¹³⁴. AI estime que la grande majorité des écoles et des marchés des cinq États de la région du Sud-Est restent fermés le lundi, bien que certaines écoles situées dans les capitales de ces États continuent d'ouvrir ce jour-là¹³⁵.

L'ordre de confinement s'est transformé en une crise prolongée marquée par une peur généralisée, la violence et la paralysie de l'économie¹³⁶.

3.2.2.4.2. Violences et contraintes

L'ordre de confinement s'est perpétué, soutenu par un climat de peur. Malgré l'annonce publique de la suspension des manifestations hebdomadaires peu après leur début, la situation a continué à se dégrader¹³⁷.

Malgré l'annonce par l'IPOB de la levée de son ordre de confinement, plusieurs sources, dont AI, HumAngle et des chercheurs universitaires, ont documenté une application violente de ces ordres par l'IPOB et d'autres acteurs armés. Les violences observées — allant de passages à tabac, destructions de biens et flagellation d'élèves et enseignants, jusqu'à des assassinats ciblés et décapitations — ont entraîné des morts parmi les civils et les forces de sécurité, tout en compromettant gravement les moyens de subsistance de nombreux travailleurs précaires tels que commerçants, chauffeurs de taxi, conducteurs de *keke* (tricycles) et motocyclistes¹³⁸.

Ngozika Anthonia Obi-Ani (Université du Nigeria, Nsukka) explique dans son article de 2024 que les ordres continuent d'être largement respectés dans tout le Sud-Est. Les actions de *unkown gunmen* ou d'acteurs non étatiques violents garantissent le respect total des confinements. Simon Ekpa, leader de la branche Autopilot¹³⁹, donne des ordres à sa guise, allant de manifestations d'une semaine à la menace d'une grève de deux semaines, du 31 juillet au 14 août 2023 par exemple¹⁴⁰.

Même si la direction de l'IPOB condamne occasionnellement cette violence, celle-ci entretient un climat de peur qui contribue de manière significative au taux élevé de respect de l'ordre et dément le caractère purement pacifique de la protestation¹⁴¹.

L'absence d'autorité légale ou de gouvernance formelle participe au maintien de la violence. Dans les villes et villages du Sud-Est, en particulier dans les États d'Anambra et d'Imo, les lundis sont associés au risque de violence lié à la présence en public¹⁴². Un habitant de l'État d'Imo confie à la Deutsche Welle (DW) en avril 2025 que les résidents suivent les consignes davantage par crainte que par solidarité¹⁴³.

Alors que la majorité de la population subit des perturbations économiques et éprouve de la peur, certains résidents en sont venus à considérer le confinement du lundi comme un jour de repos supplémentaire consacré aux activités sportives, aux rencontres sociales ou aux réunions de prières, tandis que d'autres expriment un vif désir de reprendre leurs activités commerciales normales¹⁴⁴. Cette

¹³⁴ SBM, 05/2025, [url](#)

¹³⁵ AI, 13/08/2025, [url](#)

¹³⁶ SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹³⁷ SBM, 05/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹³⁸ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#) ; SBM, 05/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹³⁹ Voir [chapitre 3.2.2.5](#).

¹⁴⁰ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁴¹ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁴² SBM, 05/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁴³ DW (Abiodun J.), 06/04/2025, [url](#)

¹⁴⁴ SBM, 05/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

divergence de perception met en évidence l'impact variable des confinements sur les différents segments de la société dans le Sud-Est¹⁴⁵.

Après 2021, bien que l'ordre de confinement ait été largement respecté sous la contrainte, son soutien réel est resté faible, et les sanctions imposées par certains gouverneurs, comme dans l'État d'Enugu, ont favorisé une reprise économique et réduit la tolérance de la population face à de nouvelles perturbations¹⁴⁶.

À Awka, la capitale de l'État d'Anambra, le confinement du lundi est peu observé selon AI, les agents de sécurité protégeant les fonctionnaires, ce qui leur permet de se rendre au travail malgré la crainte d'attaques¹⁴⁷.

3.2.2.5. Financements

Les activités de l'IPOB sont principalement financées par les cotisations obligatoires et mensuelles de ses membres, ainsi que par les contributions de ses sympathisants, en particulier ceux qui vivent en dehors du Nigeria¹⁴⁸.

Dans le sud-est du Nigeria, le groupe impose à ses membres le paiement mensuel d'une cotisation de l'équivalent de 0,56 euros. L'IPOB remettait auparavant des copies des reçus de paiement mais cette pratique est de moins en moins courante, le groupe souhaitant laisser un minimum de traces. Le paiement par des membres au Nigeria fonctionne davantage d'une manière clandestine. Lors de certaines réunions en ligne, le numéro de compte est par exemple partagé juste en fin de réunion, par mesure de prudence¹⁴⁹.

Cette source de financement a diminué ces dernières années, en raison de la surveillance intensive exercée par les services de renseignement et de sécurité nigériens. Selon l'expert de la situation sécuritaire au Nigeria travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, un responsable de l'IPOB au niveau local sait qui est membre de l'organisation. Il n'y a pas de pression pour rejoindre le groupe, ou de recrutement forcé. Il y a par contre une pression pour cotiser. Il convient par exemple de contribuer financièrement à l'IPOB afin d'obtenir un emplacement dans certains marchés¹⁵⁰.

À la place du financement local, les membres du groupe vivant à l'étranger sont devenus sa principale source de financement, par le biais de campagnes en ligne notamment via des groupes de lobby. En mars 2024, la Cellule de renseignement financier du Nigeria (Nigerian Financial Intelligence Unit, NFIU) a déclaré que la plupart des revenus de l'IPOB provenaient de neuf pays : le Brésil, la Grande-Bretagne, la Chine, l'Allemagne, l'Inde, l'Indonésie, l'Irlande, l'Italie et la Malaisie. Elle a ajouté que l'IPOB recevait également des fonds importants de la part de sympathisants en Norvège, en Russie, en Afrique du Sud, au Sénégal, en Espagne, en Suède, en Thaïlande, en Turquie, en Ukraine et aux États-Unis. Ces contributions sont versées au groupe via des plateformes en ligne et des comptes bancaires à l'étranger¹⁵¹. Dans la diaspora, les preuves de paiement restent présentes¹⁵².

¹⁴⁵ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁴⁶ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁴⁷ AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁴⁸ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁴⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁵⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁵¹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁵² Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

3.2.2.6. Direction

L'IPOB a traversé des divisions comparables à celles du MASSOB¹⁵³ ces dernières années¹⁵⁴.

En octobre 2015, Nnamdi Kanu a été arrêté par les autorités nigérianes et inculpé de plusieurs chefs, dont terrorisme, trahison et possession illégale d'armes. Son arrestation a provoqué des manifestations de soutien, suivies de répressions par les forces de sécurité. En novembre 2016, il a été de nouveau présenté devant la justice, puis libéré sous caution pour raisons de santé en avril 2017, avec plusieurs conditions à respecter. Néanmoins, Nnamdi Kanu aurait enfreint ces conditions et l'IPOB a poursuivi son agitation pour un État biafrais. Le 10 septembre 2017, lors de l'opération militaire *Python Dance II*, l'armée nigériane a envahi son domicile à Afaraukwu, dans l'État d'Abia, entraînant la mort de vingt-huit personnes. Après ces événements, Nnamdi Kanu a pris la fuite, quittant le Nigeria et violant les conditions de sa libération sous caution¹⁵⁵.

La cohésion interne de l'IPOB a commencé à s'effriter de manière significative, avec une rupture notable entre Nnamdi Kanu et Uche Mefor, cofondateur de l'organisation. Ce schisme, enraciné dans des désaccords sur la stratégie et le style de leadership, a accéléré la désorganisation au sein du groupe, créant un terrain fertile pour l'émergence de factions dissidentes et l'affaiblissement du commandement central. L'absence d'une structure de direction unifiée contribuera plus tard aux difficultés rencontrées pour contrôler l'application des ordres de confinement et à la violence qui s'ensuivra¹⁵⁶.

En juin 2021, avec l'aide de la police internationale, les forces de sécurité nigérianes ont arrêté Nnamdi Kanu au Kenya, et l'ont ramené au Nigeria en vue de son procès¹⁵⁷. Il est détenu depuis lors. Il est inculpé pour terrorisme, trahison et diffusion de fausses informations contre l'ancien président Muhammadu Buhari, principalement via Radio Biafra et les réseaux sociaux. La Haute Cour fédérale d'Abuja, présidée par Binta Nyako — la même magistrate qui avait jugé le leader du MASSOB Ralph Uwazuruike environ dix ans plus tôt¹⁵⁸ — a rejeté plusieurs de ses demandes de mise en liberté sous caution. AI et le département d'État américain ont dénoncé la manière dont le gouvernement nigérian a traité cette affaire, l'accusant de porter atteinte à son droit à un procès équitable¹⁵⁹. Le procès se poursuit à ce jour¹⁶⁰.

Même si certains n'approuvent pas les tactiques de Nnamdi Kanu dans la région, son message trouve un écho profond. Selon un article de la DW, nombreux sont ceux qui considèrent que son traitement est emblématique de la manière dont le Nigeria a généralement traité le Sud-Est¹⁶¹.

Depuis la détention et le procès de Nnamdi Kanu, la violence et les meurtres se sont intensifiés dans le Sud-Est¹⁶². Cette nouvelle arrestation a également engendré un effet transformateur majeur sur l'IPOB. Cet événement a rompu la cohésion du groupe, entraînant la mise en place d'une nouvelle direction « intérimaire » et l'émergence d'une nouvelle faction plus radicale et violente au sein du

¹⁵³ Voir [chapitre 3.2.4.1.](#)

¹⁵⁴ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁵⁵ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁵⁶ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁵⁷ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

¹⁵⁸ Voir [chapitre 3.2.4.1.](#)

¹⁵⁹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁶⁰ AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁶¹ DW (Abiodun J.), 06/04/2025, [url](#)

¹⁶² AI, 13/08/2025, [url](#)

groupe¹⁶³. Ces deux factions sont le DOS, dirigé par Chika Edoziem¹⁶⁴, et Autopilot, dirigé par Simon Ekpa¹⁶⁵.

Parmi les autres personnalités notables de la direction actuelle de l'IPOB figure l'ancien adjoint d'Edoziem au DOS, Chukwuemeka Anthony Nzurumike¹⁶⁶.

Malgré la détention de Nnamdi Kanu, son autorité symbolique reste apparemment importante pour certains biafrais. Ses partisans continuent d'agir selon ce qu'ils perçoivent comme ses souhaits, parfois en contradiction avec la réalité ou avec les appels à la retenue lancés par le mouvement. La difficulté du gouvernement à gérer efficacement la situation a sans doute involontairement renforcé son image de figure de proue d'une population marginalisée. Selon SBM, l'émergence d'acteurs non autorisés et de groupes criminels liés à l'IPOB montre une dérive inquiétante : d'un mouvement politique, il évolue vers un contexte plus fragmenté et violent, aggravé par la rhétorique initiale en faveur de la lutte armée et par ses divisions internes¹⁶⁷.

3.2.2.7. Branche paramilitaire - Eastern Security Network (ESN)

L'incidence des attaques contre les communautés rurales, la destruction des terres agricoles, ainsi que les cas de viols et d'enlèvements ont atteint un pic autour de 2020¹⁶⁸. Les gouvernements et les agences de sécurité ont semblé dépassés et impuissants¹⁶⁹.

L'ESN a été créé en décembre en 2020¹⁷⁰ ou 2021¹⁷¹ selon les sources, par l'IPOB en réponse à ce qu'il décrit comme l'incapacité du gouvernement nigérian et des agences de sécurité à protéger la vie et les biens du peuple Igbo. L'IPOB affirme que l'objectif premier de cette structure paramilitaire est de protéger la région du sud-est contre les groupes armés, notamment les éleveurs peuls, qui feraient des ravages dans les fermes et les communautés rurales¹⁷². L'ESN a notamment annoncé vouloir interdire le pâturage dans le Sud-Est, ce qui renforce les tensions anti-peules. Nextier souligne que la crise de cette période avait engendré une situation si désespérée que toute solution envisagée était aussitôt accueillie. L'inefficacité du gouvernement et l'impudence des éleveurs violents ont aggravé le problème¹⁷³.

À sa création, l'ESN a été largement salué par les populations du Sud-Est, apparaissant comme une force messianique, toujours selon Nextier¹⁷⁴. De nombreux habitants le considéraient comme le seul

¹⁶³ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁶⁴ Le 7 août 2022, en l'absence de son leader principal, Nnamdi Kanu, l'IPOB a annoncé la nomination de Chika Edoziem, ancien chef du DOS, comme nouveau leader par intérim. Il occupera cette fonction à titre provisoire et rendra les rênes de l'IPOB à Nnamdi Kanu dès que ce dernier retrouvera sa liberté. Peu d'informations circulent à propos de Chika Edoziem. Selon des sources internes à l'IPOB, recueillies par l'expert de la situation sécuritaire au Nigeria travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, Chika Edoziem ne jouit pas du statut de héros (et n'est pas adulé comme tel) ce dont bénéficie Nnamdi Kanu au sein du groupe. Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁶⁵ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

¹⁶⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁶⁷ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁶⁸ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁶⁹ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#) ; SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁷⁰ ACSS (Duerksen M.), 30/03/2021, [url](#) ; SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁷¹ Nigeria Watch, 2023, [url](#)

¹⁷² SBM, 05/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁷³ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

¹⁷⁴ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

groupe défendant activement les communautés contre les attaques des éleveurs peuls et des gangs criminels associés, le gouvernement fédéral semblant incapable d'assurer cette protection¹⁷⁵.

Un rapport de l'Africa Center for Strategic Studies (ACSS) estime que, au regard des discours et objectifs relayés sur les réseaux sociaux, l'ESN semble davantage focalisé sur l'alimentation des ressentiments envers les Peuls que sur la revendication d'une autonomie régionale¹⁷⁶.

L'ESN est donc la branche paramilitaire du DOS, qui reste purement politique et administratif. Nnamdi Kanu était considéré comme le commandant suprême de l'ESN, et aucune autre personne n'avait le pouvoir de donner des ordres à la milice¹⁷⁷.

À la mi-2021, certaines sources sécuritaires estimaient que l'IPOB avait recruté plus de 50.000 soldats pour l'ESN, ce qui était manifestement une surestimation selon l'expert de la situation sécuritaire. Après l'arrestation de Nnamdi Kanu en 2021, certains membres ont rejoint la Force de libération du Biafra, un groupe rival¹⁷⁸. La force actuelle du groupe n'est pas connue¹⁷⁹.

Certains membres de l'ESN sont d'anciens soldats qui ont servi dans l'armée nigériane ; d'autres sont des civils formés aux techniques de combat de base. Beaucoup sont armés de fusils de type militaire¹⁸⁰.

Selon l'expert de la situation sécuritaire au Nigeria travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, certains membres de l'ESN vont chez un médecin traditionnel qui est susceptible de laisser une cicatrice symbolisant l'appartenance au groupe, mais cette pratique n'est pas généralisée¹⁸¹.

Au fil du temps, les activités de l'ESN se sont étendues au-delà de son mandat autoproclamé et la milice s'est de plus en plus impliquée dans des opérations violentes visant à faire respecter le programme plus large de l'IPOB, y compris l'application de l'ordre de confinement. Bien que l'IPOB prétende utiliser des moyens non violents, l'ESN a été associée à un certain nombre d'attaques contre les forces de sécurité et les civils, recourant souvent à l'intimidation et à la force pour atteindre ses objectifs¹⁸². L'ESN a retourné ses armes contre des éleveurs nomades et des résidents du Nord, ainsi que contre des civils soupçonnés d'avoir des liens avec l'armée et la police ou d'être des informateurs pour ces dernières. Cela a conduit à des attaques répétées contre des postes de police dans toute la région¹⁸³.

De plus, leur émergence, ainsi que l'usage préalable de la force par l'IPOB pour s'imposer dans la région, ont créé un climat dans lequel toute personne ou groupe armé pouvait agir librement sous le prétexte de la lutte biafraise. Les bandes armées ont multiplié leurs cellules et ont commencé à mener des activités de banditisme en toute impunité, sous couvert d'activisme¹⁸⁴. Ces bandes armées sont abordées au [chapitre 3.3.](#)

3.2.2.8. Clivage générationnel

Si Nnamdi Kanu conserve son influence, notamment auprès des jeunes partisans, son mouvement est de plus en plus fracturé, un fossé générationnel se creusant entre les programmes sécessionnistes et

¹⁷⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁷⁶ ACSS (Duerksen M.), 30/03/2021, [url](#)

¹⁷⁷ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁷⁸ Voir [chapitre 3.2.3.](#)

¹⁷⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁸⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁸¹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁸² SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁸³ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁸⁴ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

les programmes de restructuration¹⁸⁵. Selon un avocat nigérian, la rhétorique de Nnamdi Kanu – souvent caractérisée par un langage fort et des critiques personnelles – a aliéné de nombreuses personnes instruites et professionnelles. Ce point de vue suggère que l'élite est généralement favorable à une restructuration de l'État nigérian pour remédier à la marginalisation de longue date et aux déséquilibres de gouvernance, plutôt qu'à une sécession pure et simple¹⁸⁶.

Le fossé générationnel est profond. L'enquête 2021 de SBM – l'avant-dernière étude à grande échelle que le cabinet a pu mener dans le Sud-Est en raison des menaces pesant sur son personnel – a révélé que le soutien aux manifestations de l'IPOB était le plus faible parmi les personnes interrogées âgées de plus de 50 ans (23,1 %), contre 30 à 40 % dans les groupes d'âge moyen (31 à 50 ans). En revanche, les jeunes, moins marqués par les souvenirs de la guerre civile, se sont davantage alignés sur le programme sécessionniste de Nnamdi Kanu. Ce clivage idéologique souligne les tensions plus générales au sein de la communauté igbo en matière de stratégie politique¹⁸⁷.

3.2.3. Autopilot, Biafra Republic Government in Exile (BRGIE), United States of Biafra (USB), Biafra Liberation Army

Pour rappel, l'arrestation de Nnamdi Kanu en 2021 a eu un effet transformateur majeur sur l'IPOB, le mouvement s'est fragmenté en deux camps : le DOS, mené par Chika Edoziem, et le courant Autopilot, mené par Simon Ekpa¹⁸⁸.

Simon Ekpa est un activiste basé en Finlande, disciple autoproclamé de Nnamdi Kanu, qui s'est fait connaître lorsqu'il a été annoncé comme le nouveau présentateur principal de Radio Biafra. Il en est toutefois licencié deux semaines plus tard pour avoir refusé de signer le code de conduite et de respecter les règles de fonctionnement établies par la station. Après son licenciement, Simon Ekpa commence à utiliser les réseaux sociaux pour diffuser intensivement des informations erronées et inciter à la violence¹⁸⁹. Il devient un personnage controversé¹⁹⁰.

Les sources de SBM soulignent à plusieurs reprises qu'Ekpa ne faisait pas partie de la structure initiale de l'IPOB et qu'il n'a pas la légitimité historique ou la clarté idéologique associée à Nnamdi Kanu. Les déclarations de Simon Ekpa, y compris les ordres constants de confinement malgré les désaveux publics de la direction de l'IPOB, auraient contribué, toujours selon le rapport de SBM mais aussi celui d'AI, à la confusion et à l'aggravation de la violence dans la région¹⁹¹. Cette situation a fragmenté l'autorité de l'IPOB et conduit à l'émergence de différentes factions dont les méthodes et les objectifs varient¹⁹².

En juillet 2021, Simon Ekpa déclare que la lutte pour la réalisation du Biafra n'était plus sous le contrôle d'aucun individu ou groupe, qu'elle était entrée dans « la phase Autopilot », précisant la dangerosité d'une telle phase, sans contrôle sur ce qui se passe. Par la suite, la faction de Simon Ekpa commence à recruter des combattants, notamment parmi les membres de l'ESN qui avait perdu toute coordination et tout contrôle après l'arrestation de Nnamdi Kanu¹⁹³.

¹⁸⁵ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁸⁶ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁸⁷ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁸⁸ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁸⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁹⁰ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁹¹ SBM, 05/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

¹⁹² SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁹³ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

Ces combattants sont accusés d'être responsables de la recrudescence des activités terroristes dans la région, en particulier depuis 2023, lorsque Simon Ekpa rebaptise Autopilot en Biafran Republic Government In Exile (BRGIE) et annonce la création de la Biafra Liberation Army (BLA)¹⁹⁴.

Contrairement à l'IPOB, le BRGIE est un groupe d'activistes séparatistes basé à l'étranger et composé de membres de la diaspora igbo. Le BRGIE n'a pas de présence ou de réseau politique dans le Sud-Est, sauf son aile armée. Ses cibles sont les forces de sécurité¹⁹⁵. Simon Ekpa se présente comme le Premier ministre du BRGIE. Ce gouvernement autoproclamé gère plusieurs comptes X au nom de ses « ministères » et dispose également d'un organe de communication appelé *Homeland Reports*¹⁹⁶.

Cette fragmentation interne de l'IPOB, en particulier l'émergence de la BLA dirigée par Simon Ekpa, est un catalyseur important. La position agressive de la BLA et sa contestation de l'autorité de la direction centrale de l'IPOB ont entraîné des conflits au sein des groupes, qui ont encore plus déstabilisé la région¹⁹⁷.

Le 6 avril 2023, Simon Ekpa affirme que la BLA a lancé l'opération *Sanctity* à travers le « Biafraland and Biafra territory » afin de s'attaquer aux soldats nigériens postés à des points de contrôle qu'il considère illégaux et impliqués dans les enlèvements et les disparitions de jeunes du Biafra¹⁹⁸.

En juillet 2023, la direction du groupe socioculturel igbo Ohanaeze Ndigbo appelle la population à prévenir toute nouvelle perturbation et à mettre fin aux activités de Simon Ekpa. Elle offre une récompense de 500.000 dollars à toute personne pouvant fournir des informations utiles menant à sa capture et à son arrestation. Le groupe exhorte également les habitants du Sud-Est à prévenir toute nouvelle violence qui perturbe les activités économiques et sociales et menace la paix et la stabilité¹⁹⁹.

Le 2 janvier 2024, Simon Ekpa déclare qu'avec la disparition de plus de 20.000 jeunes et personnes âgées du Biafra, et suite à un rapport faisant état du meurtre de 464 personnes dans le Sud-Est par l'armée nigérienne en 2023, le BRGIE a ordonné à la BLA de neutraliser toutes les bases stratégiques de l'armée nigérienne sur le « Biafra land » avec effet immédiat²⁰⁰.

Le mouvement a aussi diffusé une carte d'identité nationale du Biafra et lancé un projet de passeport international²⁰¹. Le 22 juin 2024, Simon Ekpa annonce que le passeport international du Biafra serait prêt avant la convention et la déclaration d'indépendance du Biafra, prévues pour le 2 décembre 2024, et qu'il serait délivré à partir du 3 décembre 2024²⁰².

Toujours en juin 2024, Simon Ekpa signe un accord d'un an pour que le BRGIE soit représenté par le cabinet de lobbying américain Moran Global Strategies (MGS), propriété d'un ancien parlementaire américain, James Moran²⁰³.

Simon Ekpa affirme toutefois le même mois que : « Nnamdi Kanu was and is still the leader of the Indigenous People of Biafra (IPOB) while we are in government »²⁰⁴.

¹⁹⁴ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁹⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁹⁶ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

¹⁹⁷ SBM, 05/2025, [url](#)

¹⁹⁸ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

¹⁹⁹ AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁰⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁰¹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²⁰² Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁰³ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁰⁴ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

Le 20 août 2024, Simon Ekpa dévoile la carte d'un projet de « United States of Biafra » (USB) comprenant 40 États. Les représentants des régions non igbos incluses dans la carte, notamment le Pan Niger Delta Forum (PANDEF), rejettent fermement toute inclusion dans ce projet²⁰⁵.

Le 21 novembre 2024, deux semaines avant la déclaration d'indépendance du Biafra qu'il avait proposée, Simon Ekpa et quatre autres personnes sont arrêtés par le Bureau national d'enquête finlandais, soupçonnés d'activités liées au terrorisme, notamment d'incitation à la violence et de financement du terrorisme. À cette occasion, l'organisation socioculturelle igbo Ohanaeze Ndigbo déclare que l'intention de Simon Ekpa de proclamer publiquement la souveraineté du Biafra était « not only misguided but indicative of a reckless disregard for the profound consequences such a declaration would evoke ». Elle salue cette arrestation comme un immense soulagement pour le peuple igbo, une occasion de « healing and reconciliation »²⁰⁶.

Le 2 décembre 2024, les partisans de Simon Ekpa procèdent à la déclaration d'indépendance du Biafra²⁰⁷.

Le 6 mars 2025, le gouvernement nigérian désigne Simon Ekpa et quinze autres entités comme financiers du terrorisme. Parmi ces quinze, treize sont membres de l'IPOB ou du BRGIE. Selon les documents publiés par le Nigeria Sanctions Committee (NSC), ces treize personnes ont été désignées pour avoir utilisé leurs numéros de compte ou mis en place des dispositifs organisationnels dans le but de lever des fonds au profit de l'IPOB et du BRGIE. Le gouvernement nigérian a également ordonné l'identification immédiate et le gel « without prior notice, of all funds, assets, and any other economic resources » appartenant à Ekpa et aux autres personnes désignées²⁰⁸.

Le 31 janvier 2025, les USB annoncent avoir adopté onze projets de loi proposés par leur cabinet lors d'une réunion virtuelle tenue la veille. Ils précisent que ces projets de loi comprennent une loi constitutionnelle, une loi sur la taxation des compagnies pétrolières et des entreprises étrangères dans les USB, une loi sur la taxation volontaire des chefs d'entreprise, une loi visant à interdire tous les acteurs non étatiques sur le territoire des USB, une loi sur la défense de celui-ci, une loi sur la conscription, une loi sur l'impression et la circulation de la monnaie, une loi sur les passeports internationaux et les permis de conduire, une loi sur la décentralisation de l'armée, une loi sur la dissolution du cabinet BRGIE et une loi visant à adopter les adresses officielles des USB²⁰⁹.

Dans une déclaration, la vice-Premier ministre et chef de cabinet des USB, Ngozi Orabueze, déclare que les USB ont également ordonné aux agences de sécurité nigérianes de quitter le Sud-Est, certaines parties du Sud-Sud et d'autres territoires qu'elle revendique comme faisant partie du Biafra²¹⁰.

Il semble y avoir un certain désaccord, voire une lutte de pouvoir, au sein de la direction des USB. Alors que son ancien ministre des Finances, Ogechukwu Nkere, a été nommé Premier ministre par intérim des USB, Mme Orabueze insiste, le 31 janvier 2025, sur le fait qu'il n'y avait qu'un seul gouvernement des USB, dirigé par Simon Ekpa, dont elle est la vice-présidente²¹¹.

Le 8 mars 2025, Mme Orabueze annonce que les USB ouvriront leur nouveau bureau de mission à Washington le 30 mai. Elle déclare que cet événement comprendra un sommet pour la paix destiné aux Biafrais du monde entier dans le but de réconcilier les factions du groupe²¹².

²⁰⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁰⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁰⁷ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁰⁸ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁰⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²¹⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²¹¹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²¹² Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

Ogechukwu Nkere, devenu Premier ministre par intérim des USB, mène une intense campagne diplomatique pour obtenir le soutien américain à l'indépendance du Biafra. Après avoir rencontré en septembre 2024 le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, il revient à Washington en février 2025 pour dialoguer avec sénateurs et membres du Congrès, aidé par le cabinet MGS. Il présente ces démarches comme une avancée majeure dans la quête de reconnaissance internationale, même si la réception réelle de son message par les parlementaires américains reste incertaine²¹³.

L'audience préliminaire devant un tribunal finlandais s'est tenue le 30 mai 2025²¹⁴. Le 1^{er} septembre Simon Ekpa est condamné à une peine de six ans de prison. La justice finlandaise le reconnaît coupable d'actes de terrorisme liés à ses tentatives de promouvoir l'indépendance du Biafra, ainsi que d'avoir approvisionné des groupes armés en armes et explosifs. Il est également jugé responsable de fraude fiscale et de manquements éthiques. Selon le tribunal, ses activités illégales se sont déroulées entre août 2021 et novembre 2024, période durant laquelle il aurait en outre utilisé les réseaux sociaux pour encourager la commission de crimes au Nigeria²¹⁵.

3.2.4. Autres groupes

3.2.4.1. Movement for the Actualisation of the Sovereign State of Biafra (MASSOB)

Le MASSOB est créé en 1999 et est l'un des premiers et des plus importants mouvements pro-biafrais²¹⁶. Sous la direction de Ralph Uwazuruike, le MASSOB prônait l'autodétermination du Biafra par des manifestations pacifiques et la désobéissance civile²¹⁷.

Le MASSOB a encouragé la réintroduction de la livre biafraise, la monnaie autrefois utilisée par l'État sécessionniste durant la guerre civile²¹⁸. En août 2005, son porte-parole, Uchenna Madu, a déclaré que cette devise avait été adoptée par plus de 40 millions de personnes²¹⁹.

Le gouvernement nigérian a répondu à la crise provoquée par le MASSOB en recourant essentiellement à des actes de répression exercés par la police et le système judiciaire, dont l'incarcération²²⁰. Cette réaction souvent brutale de l'État nigérian a alimenté le ressentiment et le sentiment de victimisation chez certains Igbos, donnant l'impression que l'agitation pacifique se heurtait à une répression étatique²²¹.

Ralph Uwazuruike est arrêté une première fois en avril 2000, lorsque le MASSOB annonce son intention de hisser le drapeau du Biafra et d'adopter des symboles officiels comme un blason et un hymne national pour la région sécessionniste. La police perquisitionne alors sa résidence à Lagos, mais aucune arme n'y est découverte²²².

Des exécutions sommaires sont signalées dès mai 2000, quand deux jeunes membres, Gabriel Oga et Joseph Okereke, sont abattus par la police au cours d'une opération contre le secrétariat du MASSOB à Aba, visant à arrêter des membres et à retirer les drapeaux biafrais. Des manifestants sont également victimes d'exécutions extrajudiciaires²²³.

²¹³ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²¹⁴ Yle, 30/05/2025, [url](#) ; Helsinki Times, 31/05/2025, [url](#)

²¹⁵ AP, 01/09/2025, [url](#) ; BBC, 01/09/2025, [url](#)

²¹⁶ ICG, 04/12/2015, [url](#)

²¹⁷ SBM, 05/2025, [url](#)

²¹⁸ Voir [chapitre 1.2.](#)

²¹⁹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²²⁰ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²²¹ SBM, 05/2025, [url](#)

²²² HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²²³ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

L'interdiction officielle du mouvement en 2001 marque le début d'une politique autoritaire. Les forces de l'ordre mènent une vaste traque contre ses membres, tandis que les services de renseignement et l'armée organisent des perquisitions dans leurs locaux et sièges. Un grand nombre d'activistes sont arrêtés et emprisonnés à travers le pays, souvent pour de longues périodes et sans être jugés²²⁴.

L'un des épisodes les plus marquants a lieu le 29 mars 2003 à Umulolo Okigwe, dans l'État d'Imo, où plus de 600 membres du MASSOB auraient été tués. Durant les années suivantes, notamment en 2005 et 2006, de nombreux militants perdent la vie lors d'affrontements avec les forces de sécurité. Face à ces violences, le leader du MASSOB, Ralph Uwazuruike, appelle ses partisans à rester pacifiques²²⁵.

En octobre 2005, le leader du MASSOB, Ralph Uwazuruike, et plusieurs autres personnes sont arrêtés puis jugés en novembre pour trahison, les autorités les accusant de préparer une guerre destinée à intimider et renverser le président ainsi que la République fédérale du Nigeria. Ralph Uwazuruike reste détenu jusqu'à sa libération sous caution en octobre 2007, à l'occasion du décès de sa mère. Peu après sa libération, Ralph Uwazuruike affirme qu'il ne se laissera pas intimider et qu'il poursuivra son combat. Toutefois, cette période semble marquer le début du déclin de l'influence du MASSOB²²⁶.

Après la libération de Ralph Uwazuruike, la mobilisation en faveur de l'indépendance du Biafra se poursuit, mais avec moins d'intensité. Le MASSOB organise à deux reprises en 2008 des journées de protestation appelées *sit-at-home*, dans le but d'envoyer un signal à la communauté internationale. Toutefois, ces actions sont accompagnées d'un avertissement clair, le responsable du MASSOB à Lagos insistant sur le caractère pacifique de cette protestation, sans rassemblement²²⁷.

De nombreux militants, dont Ralph Uwazuruike lui-même, doivent quitter leur domicile et vivre dans la clandestinité pour échapper aux arrestations. Ceux qui sont capturés sont poursuivis pour trahison, participation à des rassemblements interdits et appartenance à un groupe illégal²²⁸. Entre 2000 et 2008, plus de 2.000 membres auraient été tués²²⁹, tandis que plus de 1.000 autres croupissaient dans diverses prisons à travers le pays, selon les estimations du mouvement. Ces détentions illégales ont principalement touché les membres des classes défavorisées. De nombreux membres pensent qu'ils seront récompensés par des postes influents dans la République du Biafra, ce qui contribue à leur engagement²³⁰.

Les tensions internes resurgissent en 2010, lorsque le MASSOB place Pascal Okorie, un citoyen américain d'origine nigériane, en détention dans sa base d'Okwe, l'accusant d'appartenir à une faction dissidente qui aurait l'intention d'organiser et de donner du pouvoir à la prétendue armée du Biafra dans le but de perturber les élections au poste de gouverneur dans l'État d'Anambra²³¹.

Ralph Uwazuruike continue de faire parler de lui, comme en 2022 lorsqu'il exprime son soutien à la candidature présidentielle de Yahaya Bello — ancien gouverneur de l'État de Kogi. Lors d'une marche de soutien à ce dernier dans l'État d'Imo, il déclare ne pas croire à l'idée d'un système de zonage ou d'un président igbo. Il réclame également la libération de Nnamdi Kanu, bien qu'il ne soit pas proche de l'IPOB. L'animosité est d'ailleurs réciproque, l'IPOB qualifiant Ralph Uwazuruike de « mouche » dont

²²⁴ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²²⁵ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²²⁶ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²²⁷ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²²⁸ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²²⁹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

²³⁰ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

²³¹ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

il ne souhaite pas se préoccuper. Les deux mouvements se sont mutuellement accusés de collusion avec le gouvernement²³².

Le MASSOB est toujours officiellement actif²³³. Il a étendu son organisation au-delà du Sud-Est nigérian. Il s'est notamment implanté à Lagos, où il a ouvert un secrétariat, et a désigné un coordinateur pour la région du Sud-Ouest, ainsi que dans plusieurs États du Nord, dont Kaduna²³⁴.

Le mouvement est actuellement divisé en deux factions : le Biafra Independent Movement (BIM)/MASSOB, dirigé par Ralph Uwazurike ; et le MASSOB, dirigé par Uchenna Madu²³⁵.

3.2.4.2. Biafra Zionist Movement (BZF)

Le Biafra Zionist Movement (BZF) a été créé en 2010²³⁶ et est dirigé par Benjamin Onwuka²³⁷. Le terme Zionist ne renvoie pas au sionisme juif au sens religieux ou historique, mais plutôt à une référence symbolique à l'idée de « retour à une terre promise » et de « libération nationale »²³⁸.

La montée en puissance de l'IPOB a coïncidé avec l'émergence d'autres groupes séparatistes, parfois violents. Certaines personnalités, comme Benjamin Onwuka, ont parfois adopté des comportements violents. Par exemple, en juin 2014, des membres du BZF ont attaqué l'Enugu State Broadcasting Service (ESBS), prenant le contrôle de la station pendant une brève période et diffusant un message déclarant l'indépendance du Biafra. Bien que leur influence reste inférieure à celle de l'IPOB, ces actions ont démontré le caractère volatile de l'agitation biafraise et la volonté de certains de recourir à la violence pour atteindre leurs objectifs²³⁹.

3.2.4.3. Biafra Nations League et Biafra Dragon Tiger Marines

La Biafra Nations Youth League est devenue la Biafra Nations League (BNL), dirigée par Princewill Chimezie Richards²⁴⁰. C'est un groupe armé sécessionniste nigérian opérant dans le nord-est du Nigeria et dans la péninsule de Bakassi²⁴¹. Sa branche armée est les Biafra Dragon Tiger Marines²⁴².

En juin 2025, le projet Enact²⁴³ note que l'augmentation des prises d'otages dans la baie du Biafra depuis octobre 2023 peut être associée à sa proximité avec le delta du Niger, épicerie de la criminalité maritime dans la région, où les eaux sont en grande partie non gouvernées. Cette insécurité dans la baie du Biafra s'est aggravée après que la BNL a annoncé qu'elle lançait d'importantes opérations dans la région²⁴⁴.

3.2.4.4. Biafra National Guard

La Biafra National Guard est dirigée par le « général » autoproclamé Innocent Orji²⁴⁵.

²³² HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²³³ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²³⁴ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

²³⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²³⁶ The Guardian (Subramanian S.), 26/04/2022, [url](#)

²³⁷ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²³⁸ The Guardian (Subramanian S.), 26/04/2022, [url](#)

²³⁹ SBM, 05/2025, [url](#)

²⁴⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁴¹ Enact Africa, 05/06/2025, [url](#)

²⁴² Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁴³ Un projet financé par l'UE qui constitue une base de données probantes pour apporter des réponses plus efficaces à la criminalité transnationale organisée en Afrique.

²⁴⁴ Enact Africa, 05/06/2025, [url](#)

²⁴⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

3.3. Groupes armés non identifiés

Avant la prolifération des attaques des éleveurs armés et des enlèvements autour de 2020²⁴⁶, des bandes criminelles dangereuses opéraient déjà, de temps à autre, dans différentes parties du Sud-Est. Ces groupes existaient périodiquement dans la région en raison d'une mauvaise planification sécuritaire, selon le cabinet Nextier. Ils restaient inactifs lorsque la sécurité s'améliore, puis réapparaissaient lorsque les conditions leur étaient favorables. Ils évitaient souvent les zones où des dispositifs d'autodéfense forts, comme les groupes de vigilance, étaient en place, et prospéraient plutôt dans des environnements plus permissifs ou dans d'autres États vulnérables de la région²⁴⁷.

Lorsque les cellules d'agitation sécessionniste ont émergé, ces bandes ont imité leur organisation, adopté les symboles des luttes biafraises, et exploité l'atmosphère de tension pour semer le chaos parmi les citoyens de la région. Le point important selon le cabinet Nextier est que ces groupes sont avant tout des bandits. Il existe donc une participation active des Igbo dans les enlèvements dans le Sud-Est, ainsi qu'une composante liée aux éleveurs peuls. En effet, dans toute communauté où les bandits ont un campement, il y a forcément un collaborateur local²⁴⁸. AI confirme que ces bandes sont en réalité des personnes connues dans les communautés où ils opèrent, tout comme leurs camps et cachettes. Ces bandes saisissent des biens tels que des motos et des véhicules, et indiquent aux propriétaires où les récupérer moyennant une rançon. Dans certains cas, elles ordonnent aux chefs communautaires de collecter les armes des membres de groupes de vigilance pour les remettre aux hommes armés à des endroits précis²⁴⁹.

Ces hommes armés opèrent principalement pendant la journée et parfois la nuit. Ils circulent librement dans les communautés où ils sont actifs. Les recherches d'AI attestent que les habitants hésitent à fournir des informations à leurs propos aux forces de sécurité, par crainte d'être attaqués ou tués. Par contre, ces bandes opèrent en se basant sur des informations dont la source reste inconnue²⁵⁰.

Dans ce contexte, ces dernières années, le paysage sécuritaire de la région du sud-est du Nigeria a connu une transformation marquée par la montée en puissance d'un réseau armé. Des informations récoltées par SBM suggèrent que l'IPOB, tel qu'il a été conçu à l'origine, n'est pas le seul responsable des attaques violentes et des enlèvements dans la région. SBM voit dans l'émergence des *unknown gunmen* et des groupes criminels opportunistes un dévoiement d'un mouvement de protestation initialement plus cohérent, même s'il s'articulait de manière agressive²⁵¹.

Bien qu'ils ne soient pas directement liés à l'IPOB ou à l'ESN, nombre d'éléments criminels ont profité de la peur et de la confusion pour terroriser les populations locales. Certains prétendent même agir au nom de l'IPOB ou de l'ESN, ce qui rend plus difficile la distinction entre les militants et les criminels²⁵². Lorsqu'un groupe d'hommes armés inconnus attaque et tue des agents de sécurité, ou commet des vols ou des enlèvements, il devient en effet difficile de le distinguer de tout autre activiste²⁵³. Bien que l'IPOB se dissocie à plusieurs reprises de la violence dans la région, les autorités continuent de l'accuser de plusieurs incidents violents dans la région²⁵⁴. À titre illustratif, en mai 2024, des hommes armés ont tué onze personnes, dont six civils et cinq soldats, lors d'une attaque dans le

²⁴⁶ Voir [chapitre 3.2.1.7.](#)

²⁴⁷ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

²⁴⁸ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

²⁴⁹ AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁵⁰ AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁵¹ SBM, 05/2025, [url](#)

²⁵² SBM, 05/2025, [url](#)

²⁵³ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

²⁵⁴ DW (Abiodun J.), 06/04/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

LGA Obingwa (État d'Abia). Bien qu'aucun groupe n'ait revendiqué cette attaque, le gouvernement a déclaré que l'IPOB était le responsable²⁵⁵.

Autrefois connus sous le nom générique de *unknown gunmen*, ces groupes sont aujourd'hui largement désignés sous le nom igbo de *Umuoma* ou *Umu Oma* et se sont transformés en acteurs plus organisés et plus sûrs d'eux, ancrés dans les communautés locales, en particulier dans les États d'Anambra²⁵⁶, d'Imo²⁵⁷ et d'Enugu²⁵⁸, voire d'Ebonyi^{259,260}.

Bien que le terme *Umuoma*, qui se traduit par « bons enfants » en Igbo, ait une connotation apparemment inoffensive, les activités associées à ce groupe racontent une histoire tout à fait différente, toujours selon le rapport de juillet 2025 du cabinet de conseil Nextier²⁶¹.

Ce rapport analyse la nature hybride du groupe armé *Umuoma*, en examinant comment l'insurrection, le vigilantisme et la justice informelle s'entrecroisent dans un environnement sécuritaire instable²⁶². Selon ce rapport, la montée de l'*Umuoma* n'est pas seulement le signe d'une crise sécuritaire, mais aussi d'une érosion plus profonde de l'autorité de l'État, où le monopole de la force est contesté non seulement par la rhétorique sécessionniste, mais aussi par des structures hybrides émergentes de justice et de coercition²⁶³. Selon AI, actuellement, dans le sud-est du Nigeria, les activités de l'IPOB, des *cults* et des groupes armés non identifiés, ainsi qu'un trafic de drogue florissant, poussent de nombreuses localités de la région vers un statut d'espaces non gouvernés. Bien que des dispositifs de sécurité formels et informels s'efforcent de maintenir la stabilité dans la région, de nombreuses localités restent vulnérables²⁶⁴.

Loin d'être des criminels isolés, les factions de l'*Umuoma* opèrent de plus en plus comme des structures de gouvernance parallèles, émettant des ordres de confinement hebdomadaires, extorquant des groupes d'autodéfense locaux et appliquant une justice informelle dans les communautés où les institutions de l'État sont faibles ou absentes²⁶⁵.

L'*Umuoma* est apparu vers 2021, a connu une escalade spectaculaire en 2022 et, en 2023-2024, était devenu un groupe armé hybride semi-structuré et implanté localement. Une enquête de terrain menée par Nextier en juillet 2025 a révélé des informations sur l'idéologie opérationnelle et l'influence croissante du groupe armé. Selon les résultats, l'objectif de l'*Umuoma* est d'occuper et contrôler des espaces non gouvernés ou faiblement gouvernés, en particulier les forêts et les communautés éloignées dans des États comme Imo, Anambra et Ebonyi. Ses ambitions territoriales croissantes sont étroitement liées à son objectif de remplacer les structures de gouvernance officielles par des systèmes de contrôle parallèles. Par exemple, dans l'État d'Imo, le groupe s'est implanté dans des localités comme Awo-Omamma, Mbaitolu et certaines parties d'Okigwe²⁶⁶.

²⁵⁵ HRW, 16/01/2025, [url](#)

²⁵⁶ Dans l'État d'Anambra, les camps sont situés dans les forêts de Lilu, Ukpör, Ezinifite Nnewi, Unubi, Akwaihedi, Umunze, Isseke, Mbosi, Ihiala, Azia, Okija, Uga, Idara Nnebo, Ihembosi, Ukpör et Mother Valley à Orsumughu. AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁵⁷ Dans l'État d'Imo, les camps sont situés dans les forêts d'Okigwe, Mbaitolu, Arondizuogu, Ihiteukwa, Ihitenansa, Okwudo, Agwa, Izombe, Umuorji Mgbidi, Ihube, Atta, Aku Umulolo, et le long de la rivière Njaba à la frontière Awo-Omamma et Ezioha. AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁵⁸ Dans l'État d'Enugu, les camps se trouvent dans les forêts de Nkwere Inyi. AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁵⁹ Dans l'État d'Ebonyi, les camps se trouvent dans les forêts de Mgbalukwu et Inyimagu Izzi. AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁶⁰ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁶¹ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

²⁶² Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

²⁶³ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

²⁶⁴ AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁶⁵ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

²⁶⁶ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

Les recherches d'AI révèlent qu'Agwa, Izombe et les communautés voisines dans la zone du LGA Oguta dans l'État d'Imo sont devenues des « ungoverned spaces » en raison de la prise de contrôle totale par des hommes armés qui y exercent désormais une autorité de fait. AI consacre d'ailleurs tout un chapitre de son rapport à ces deux communautés²⁶⁷.

D'après les conclusions d'AI, il semble que ces groupes armés non identifiés contrôlent les communautés frontalières des États d'Anambra et d'Imo. Depuis plus de quatre ans, les habitants de ces communautés frontalières ne peuvent plus se déplacer librement, mener leurs activités ou dormir en paix, en raison des menaces constantes d'attaques. La plupart des problèmes de sécurité ne sont pas suffisamment signalés. Selon les habitants, le gouvernement n'a pris aucune mesure significative pour sécuriser ces communautés²⁶⁸.

Le cabinet Nextier regrette que les agences de sécurité nigérianes et les médias restent fixés sur le conflit dominant dans la région, à savoir la revendication sécessionniste de l'IPOB, au détriment de la croissance rapide du banditisme et du terrorisme. Cette fixation traduit un manque d'engagement réel pour comprendre la complexité du phénomène IPOB et de l'ESN. L'absence de reconnaissance officielle de la diversité des groupes armés non étatiques dans la région n'aide en rien l'État à obtenir le soutien des populations contre ces groupes criminels, toujours selon cette analyse²⁶⁹.

En conséquence, il est plus facile pour des groupes comme l'*Umuoma*, souvent décrit comme une faction dissidente de l'ESN ou comme des *unknown gunmen*, de se dissimuler derrière le prétexte de la lutte pour la liberté ou d'une agitation sécessionniste pour mener des activités qui relèvent en réalité du banditisme et du terrorisme²⁷⁰.

Quatre facteurs permettent à ces bandits d'opérer librement dans ces communautés rurales selon le cabinet Nextier. Le premier est que les habitants de ces communautés risquent la mort au moindre soupçon de dénonciation contre les bandits. Le second est que ces groupes prennent le contrôle des communautés et exigent d'être les seuls à autoriser les événements sociaux. Souvent, ils insistent pour que l'hôte ne fasse pas appel aux forces de sécurité officielles. C'est le refus de se conformer à cet ordre qui a conduit à la fusillade ayant fait sept morts, dont des policiers, dans le LGA Ihiala dans l'État d'Anambra, le 30 décembre 2024. Troisièmement, les autorités ne répondent pas aux besoins sécuritaires des populations. Celles-ci se résignent donc à leur sort plutôt que de risquer leur vie en affrontant les bandes armées. Enfin, Les bandits assurent la pérennité de leurs activités en exploitant cette sensibilité et en entravant la collecte de renseignements les concernant par le biais de la menace²⁷¹.

3.4. Éleveurs nomades

Entre 2019 et 2023, les États d'Ebonyi et d'Egunu²⁷², ont été le théâtre de violents affrontements entre agriculteurs et éleveurs nomades peuls liés aux terres de pâturage. Un nombre indéterminé de personnes ont été tuées par les éleveurs, selon les recherches d'AI²⁷³.

²⁶⁷ AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁶⁸ AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁶⁹ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

²⁷⁰ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

²⁷¹ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

²⁷² En particulier des communautés comme Eha Amufu, Emene, 9th Mile Corner, Amagunze (Nkanu East), Oji River, Nimbo Nsukka, Igboeze North/South et Awgu. AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁷³ AI, 13/08/2025, [url](#)

3.5. Cults

Les *cults* – regroupant des sociétés secrètes traditionnelles, des milices ethniques et des confraternités étudiantes – sont un facteur majeur d’insécurité dans le Sud-Est selon AI, car de nombreux hommes armés y sont impliqués²⁷⁴.

Dans plusieurs villes de l’État d’Anambra, notamment Obosi, Awka, Onitsha, Ogidi et Umuoji, ces *cults* opèrent sans contrôle, dans un contexte de trafic de drogue florissant, actif depuis des décennies²⁷⁵, avec des centaines de personnes tuées lors d’affrontements²⁷⁶.

Ce phénomène existe également dans l’État d’Imo, où des *cults* ont commis des crimes ces dernières années²⁷⁷.

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d’incidents

Pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025, l’ACLED a recensé 1.683 incidents au sud-est du Nigeria²⁷⁸. Sur ce nombre, l’ACLED classe 707 incidents comme *battles*, 75 incidents comme *explosions/remote violence* et 901 comme *violence against civilians*.

Types d’incidents du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025

■ Violence against civilians ■ Battles ■ Explosions/Remote violence

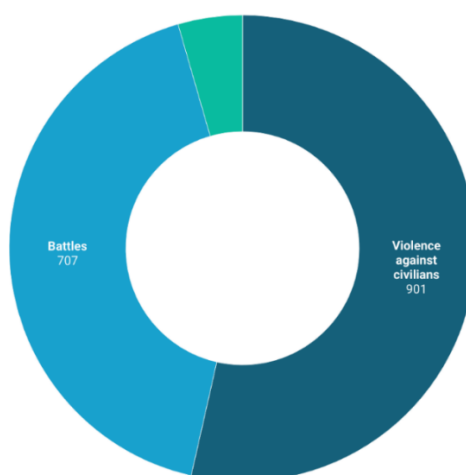


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 3 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l’ACLED, 01/01/2023 – 18/07/2025²⁷⁹.

²⁷⁴ AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁷⁵ De nombreux jeunes consomment des drogues et de nombreux trafiquants opèrent dans la région.

²⁷⁶ AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁷⁷ AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁷⁸ Pour rappel, les États pris en compte pour les données chiffrées dans ce rapport sont Abia, Akwa Ibom, Anambra, Bayelsa, Cross River, Delta, Ebonyi, Enugu, Imo et Rivers.

²⁷⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l’outil d’exportation : 18/07/2025, [url](#); ACLED via Datawrapper, *Types d’incidents du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l’ACLED], 29/08/2025, [url](#)

Durant la période précitée, les 1.683 incidents sont répartis dans le temps de la manière suivante :

Évolution du nombre d'incidents du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025

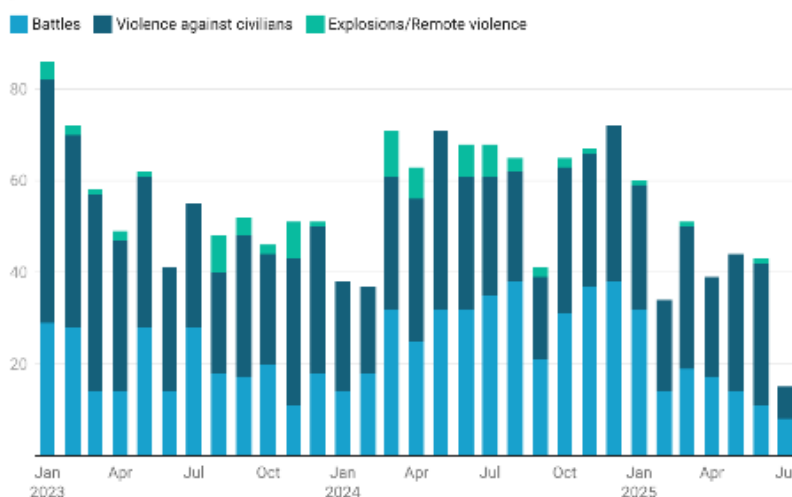


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 4 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 18/07/2025²⁸⁰.

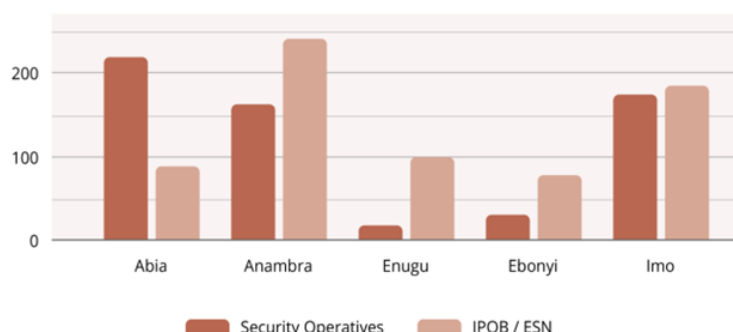
Le projet Nigeria Watch explique que les groupes séparatistes ont tué plus de personnes que les agents de sécurité²⁸¹. En dix ans, soit entre 2012 et 2022, 696 personnes ont été tuées par l'IPOB/ESN, en particulier dans les zones frontalières telles que Ihiala, Nnewi South, Orumba North, Aguata, Orlu et Orsu entre les États d'Anambra et d'Imo. Abia est le seul État où les forces gouvernementales ont tué davantage, peut-être parce qu'Umuahia est la ville natale de Nnamdi Kanu. Au cours de cette période, l'armée, la police, le département des services de sécurité et les groupes d'autodéfense *Ebube Agu*²⁸² ont été responsables de 605 morts²⁸³.

²⁸⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Evolution du nombre d'incident du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

²⁸¹ Cette situation est très différente de la crise de Boko Haram dans le Nord-Est, où les forces gouvernementales ont tué plus de personnes que les insurgés. Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer, toujours selon Nigeria Watch. Tout d'abord, l'agitation pro-Biafra est moins importante que l'insurrection à grande échelle dans les zones rurales du Nord-Est. En outre, les violations des droits humains sont plus facilement signalées dans des villes comme Onitsha, Ihiala, Aba, Owerri, Orlu et Orsu, où les affrontements sont fréquents. Par ailleurs, l'IPOB est lié à la diaspora igbo à l'étranger. Il est donc plus efficace que Boko Haram pour informer le public des massacres perpétrés par le gouvernement, ce qui peut dissuader les militaires d'en commettre. Nigeria Watch, 2023, [url](#)

²⁸² Voir [chapitre 3.1.2](#).

²⁸³ Nigeria Watch, 2023, [url](#)



Graphique 5 : Personnes tuées par les services de sécurité ou par l'IPOB/l'ESN par État entre 2012 et 2022²⁸⁴.

Selon le SBM Violence Tracker, entre 2021 et 2025, plus de 700 personnes ont perdu la vie dans des attaques liées à l'IPOB. Cette crise sécuritaire a connu une forte augmentation de la violence sur cinq ans²⁸⁵.

Les données suivantes proviennent de l'expert de la situation sécuritaire au Nigeria travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix et éclairent deux types de violences : les enlèvements contre rançons, les rituels et les tueries.

Ainsi, entre juillet 2023 et juin 2024, le Sud-Est a enregistré 93 enlèvements, concernant 229 victimes²⁸⁶. Les ravisseurs ont extorqué l'équivalent de 235.000 euros aux victimes et à leurs familles, des 645 millions originellement réclamés. Cela représente 65 % de ce qui avait été initialement réclamé mais surtout le taux le plus élevé d'enlèvements contre rançon dans les six zones géopolitiques du pays. Les États d'Anambra (environ 196.000 euros) et d'Imo (environ 22.000 euros) sont les plus touchés par ce phénomène²⁸⁷.

Au cours du deuxième trimestre de 2024, environ 162 personnes ont été tuées par la violence armée dans le Sud-Est. Au cours du premier trimestre de 2025, au moins 185 personnes auraient été tuées par la violence armée dans la zone du Sud-Est²⁸⁸.

4.2. Nature des incidents

Du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025, les affrontements armés (706) et les attaques contre les civils (608) constituent les violences les plus fréquentes, comme le montre le graphique suivant :

²⁸⁴ Nigeria Watch, 2023, [url](#)

²⁸⁵ SBM, 05/2025, [url](#)

²⁸⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁸⁷ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁸⁸ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

Nature des incidents

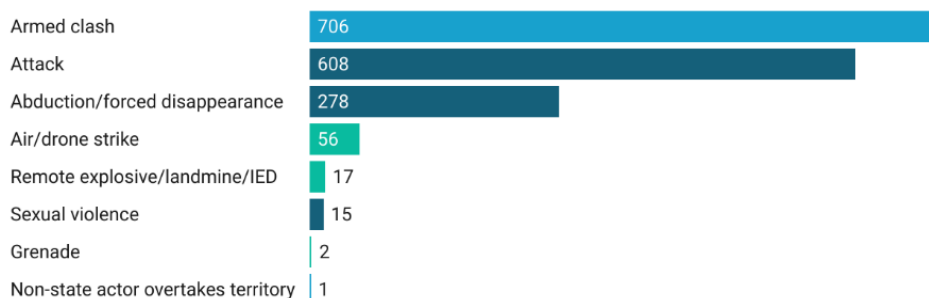


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 6 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 18/07/2025²⁸⁹.

La forme de conflit la plus couramment associée à la région du sud-est du Nigeria est l'agitation sécessionniste visant à restaurer l'État du Biafra. Les activistes défendent cette revendication avec agressivité et s'appuient sur l'ESN en tant que bras armé. Cependant, l'ESN rejette les accusations de violence, affirmant qu'il n'a pour objectif que de repousser les éleveurs peuls violents qui attaquent les communautés de la région²⁹⁰.

Dans le Sud-Est, l'escalade des attaques armées contre le personnel et les biens de sécurité du gouvernement, parallèlement à la recrudescence de la violence criminelle ces dernières années, a plongé la région dans un état de siège²⁹¹.

En outre, la prolifération des armes légères et de petit calibre parmi les acteurs non étatiques de la région a exacerbé la situation en matière de sécurité. La disponibilité de ces armes a favorisé des attaques plus fréquentes et plus meurtrières contre le personnel de sécurité et les civils²⁹².

Dans une analyse de janvier 2025, le cabinet de conseil Nextier explique que, dans l'opinion commune au Sud-Est, on considère que ce sont les éleveurs peuls qui sont responsables de l'ensemble des attaques dans les zones rurales, sous forme d'enlèvements, de destructions de cultures agricoles et de création d'un climat général d'insécurité. Cette perception est pourtant erronée²⁹³.

Ce rapport insiste sur le fait que la catégorisation systématique de la plupart des violences dans le Sud-Est comme étant motivées par le sécessionnisme, ou l'idée que tous les enlèvements seraient le fait des Peuls, est inexacte. Aborder la question uniquement sous l'angle de l'agitation sécessionniste ou en se concentrant exclusivement sur les auteurs supposés des enlèvements conduit à mal définir le problème et ses véritables sources²⁹⁴.

L'application par l'IPOB de son ordre de confinement a conduit à des affrontements violents et à l'instabilité dans le sud-est du Nigeria, sa branche armée, l'ESN, se livrant à des attaques contre les forces de sécurité et les civils, ce qui a encore aggravé la crise sécuritaire dans la région²⁹⁵. Ces

²⁸⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nature des incidents du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

²⁹⁰ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

²⁹¹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁹² SBM, 05/2025, [url](#)

²⁹³ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

²⁹⁴ Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), 01/2025, [url](#)

²⁹⁵ SBM, 05/2025, [url](#)

attaques ont contribué à créer un climat de peur et d'insécurité dans la région, ce qui a encore tendu les relations entre les habitants, le gouvernement nigérian et les forces de sécurité²⁹⁶.

Des bâtiments continuent d'être incendiés. Dans un cas très marquant selon l'expert de la situation sécuritaire, des hommes armés ont rasé un centre d'études communautaires de la National Open University of Nigeria, le 30 septembre 2024 dans le LGA Ehime Mbano, dans l'État d'Imo²⁹⁷.

4.2.1. Incidents commis par des services sécurité

4.2.1.1. Généralités

Plusieurs rapports d'organisations de défense des droits humains, dont AI et HRW, impliquent la police et l'armée dans des allégations d'usage disproportionné de la force, d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations arbitraires, de détentions illégales, d'actes de torture, et de nombreuses autres violations des droits humains²⁹⁸.

Dans son rapport d'août 2025, AI décrit le sort réservé à des partisans de l'IPOB :

« The Nigerian authorities have continued to clampdown on IPOB supporters, with several cases of unlawful killings and extrajudicial executions, excessive use of force, torture and other ill-treatment, arbitrary arrests, detention, and unfair trials of suspected IPOB members. The Nigerian authorities have arbitrarily arrested and forcibly disappeared suspected IPOB members and have abducted several suspected IPOB members, holding them in secret detention centres »²⁹⁹.

Les forces de sécurité procèdent à des arrestations massives et aveugles³⁰⁰. Les membres de la famille d'une personne arrêtée peuvent aussi être arrêtés. Par ailleurs, là où des membres des forces de sécurité ont été attaqués par des groupes armés, militaires, policiers et agents du DSS ont tué des dizaines d'hommes armés, ainsi que des civils. Le 29 novembre 2024, une haute cour fédérale d'Abuja a ordonné la libération de 50 personnes qui avaient été arrêtées sous l'accusation d'être membres de l'IPOB et d'être impliquées dans des actes de terrorisme. Le juge a estimé que l'accusation n'avait fourni aucune preuve à l'appui de ces accusations. Ces personnes avaient été arrêtées le 1^{er} décembre 2023 alors qu'elles assistaient à des funérailles³⁰¹.

À de nombreuses reprises, l'armée nigériane a eu recours à des frappes aériennes³⁰². Bien que l'armée affirme avoir visé, via ces frappes, des membres de l'IPOB/ESN ainsi que leurs camps ou positions, elles ont souvent touché des zones civiles, détruisant des localités et causant la mort de dizaines de personnes. L'armée a déclaré avoir agi sur la base de renseignements crédibles selon lesquels les forces de l'IPOB/ESN avaient élaboré des plans pour perturber les activités civiles dans l'État d'Anambra et dans d'autres États depuis leur camp de Mother Valley à Orsumughu³⁰³.

Lorsque des groupes armés attaquent les forces de sécurité, de nombreuses communautés sont également soumises à des couvre-feux ou déplacées en raison des affrontements³⁰⁴.

²⁹⁶ SBM, 05/2025, [url](#)

²⁹⁷ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

²⁹⁸ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#) ; SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; FH, 16/07/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

²⁹⁹ AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁰⁰ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

³⁰¹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³⁰² L'armée a mené plusieurs frappes aériennes dans l'État d'Imo (14 février 2021 et 21 mai 2021) ainsi que dans l'État d'Anambra (11 août 2023 et 26 septembre 2023). AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁰³ AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁰⁴ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

Le 19 juin 2024, neuf organisations de la société civile, menées par le Rule of Law and Accountability Advocacy Centre (RULAAC), une organisation pro-Biafra dont les chiffres pourraient être exagérés³⁰⁵, ont appelé la Commission nationale des droits de l'homme (National Human Rights Commission, NHRC) à enquêter sur les informations faisant état d'exécutions extrajudiciaires, d'extorsion de fonds auprès des familles dont des proches sont en détention et d'abus sexuels sur des femmes par des acteurs non étatiques et les forces de sécurité dans le Sud-Est³⁰⁶.

Un rapport de l'International Society for Civil Liberties and Rule of Law (InterSociety) affirme qu'entre janvier et mars 2025, l'armée était responsable d'au moins 200 morts, dans le cadre de la neutralisation des membres de l'IPOB et de l'ESN³⁰⁷.

La force paramilitaire *Ebube Agu*, soutenue par les États, a commis des violations des droits humains, notamment des arrestations et détentions arbitraires, des actes de torture, des exécutions extrajudiciaires, des disparitions forcées et la destruction de maisons. Les dernières recherches d'AI, qui ne concernent que les États d'Abia, d'Anambra, d'Ebonyi, d'Enugu et d'Imo, montrent que dans les États d'Ebonyi et d'Imo, la force de sécurité *Ebube Agu* a été utilisée comme un outil pour harceler et intimider les opposants et les détracteurs présumés des gouvernements des États. AI décrit ces violences dans ces deux États dans plusieurs chapitres de son rapport d'août 2025³⁰⁸.

AI relève que, durant sa période de recherche entre janvier 2021 et décembre 2024, la simple possession d'un drapeau ou d'un symbole du Biafra suffisait fréquemment à entraîner l'arrestation ou l'enlèvement de personnes par les autorités, indépendamment de leur appartenance réelle à l'IPOB. Cette stratégie répressive s'appuyait sur une coopération entre les forces de sécurité et la milice *Ebube Agu*. Implantés au sein même des localités visées, les membres de cette milice disposaient d'une connaissance fine du terrain et des populations, ce qui renforçait l'efficacité des opérations contre les personnes soupçonnées de liens avec l'IPOB³⁰⁹.

Enfin, dans de nombreuses régions du Sud-Est, les habitants subissent des humiliations aux nombreux postes de contrôle de sécurité de la région³¹⁰.

Les violences ne sont pas neuves³¹¹. Les membres de l'IPOB sont visés depuis plusieurs années par des arrestations massives, des exécutions extrajudiciaires et autres violations des droits humains³¹². Comme le souligne déjà AI en 2016, « dans de nombreux incidents décrits [...], l'armée a appliqué des tactiques conçues pour tuer et neutraliser un ennemi, plutôt que pour assurer l'ordre public lors

³⁰⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³⁰⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³⁰⁷ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³⁰⁸ AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁰⁹ AI, 13/08/2025, [url](#)

³¹⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³¹¹ Les réponses agressives du gouvernement fédéral aux activités sécessionnistes sont nombreuses. Les exemples qui suivent les illustrent. Le 2 décembre 2015, des soldats ont ouvert le feu sur des manifestants lors d'une marche sur le pont Onitsha Head Bridge. Six personnes auraient été tuées et douze autres blessées au cours de cet incident. Le 9 février 2016, plusieurs membres de l'IPOB se sont rassemblés au lycée national d'Aba, dans l'État d'Abia, pour prier pour leur leader Nnamdi Kanu, qui était en train de comparaître devant le tribunal ce jour-là. Cependant, selon certaines informations, dès qu'ils ont commencé à prier, quatre policiers et plusieurs soldats sont arrivés sur les lieux et ont arrêté les coordinateurs de l'événement. Alors qu'ils étaient emmenés, des coups de feu ont éclaté. Quatre jours plus tard, le 13 février, treize cadavres ont été découverts dans une fosse peu profonde le long de l'autoroute Aba-Port Harcourt. L'opération *Python Dance* est devenue la plus remarquable de ces réponses en septembre 2017. L'IPOB a affirmé que ses membres ont été tués par l'armée nigériane. Une vidéo montrant des soldats maltraitant un groupe de jeunes garçons venus manifester leur solidarité avec le leader de l'IPOB a fait surface à cette époque. Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

³¹² AI, 13/08/2025, [url](#)

d'un événement pacifique »³¹³. L'organisation a précisé que cette répression brutale a contribué à intensifier les tensions dans la région, appelant à ce que les responsables de ces violences soient poursuivis en justice³¹⁴.

4.2.1.2. Disparitions forcées et conditions de détention

Une disparition forcée est l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation illégale de liberté d'une personne par un État, des agents agissant pour le compte de l'État, ou des personnes ou groupes de personnes agissant avec l'autorisation, le soutien ou l'acquiescement de l'État, suivie du refus de reconnaître la privation de liberté ou de révéler le sort ou le lieu où se trouve la personne, la soustrayant ainsi à la protection de la loi. Ces disparitions forcées constituent de graves violations des droits humains et facilitent toute une série d'autres violations, notamment la torture et les exécutions extrajudiciaires. AI affirme que les autorités nigérianes ont enlevé des membres présumés de l'IPOB et les ont détenus dans des lieux secrets. Selon les recherches d'AI, les enlèvements ont généralement eu lieu entre 2 h et 3 h du matin, et personne n'a été en mesure de donner des informations sur le sort des individus enlevés³¹⁵.

Les partisans réels ou présumés sont arrêtés et détenus, parfois pendant des années, sans inculpation ni procès, souvent dans des installations militaires aux conditions inhumaines. Certains sont retenus indéfiniment, sans être traduits en justice ni libérés, tandis que leurs familles subissent à répétition des extorsions³¹⁶.

En mai 2021, 12 membres de l'IPOB ont été placés en détention dans le cadre d'un groupe de 36 personnes arrêtées, malgré des jugements antérieurs les acquittant. Ils sont seulement libérés le 10 avril 2025, suite à une décision de la Haute Cour de l'État d'Ebonyi³¹⁷.

Lorsque des personnes sont arrêtées, les autorités choisissent souvent de ne fournir aucune information sur leur localisation ou leur statut. Comme l'accès aux casernes militaires, aux commissariats de police et aux centres de détention de l'agence de renseignement SSS est limité, voire impossible, les familles ignorent souvent si leur proche est toujours détenu. Les disparitions forcées ont des conséquences profondes sur les familles, ignorant si leurs proches sont morts. Les familles sont alors contraintes de parcourir les hôpitaux et les morgues à leur recherche³¹⁸.

Les personnes arrêtées sont souvent détenues au secret³¹⁹. Même lorsqu'elles sont finalement localisées, leurs familles et leurs avocats se voient parfois refuser l'accès à elles³²⁰. Dans son article de 2024, Ngozika Anthonia Obi-Ani (Université du Nigeria, Nsukka) souligne l'absence de système de soutien pour les victimes et leurs proches³²¹.

Certains agents de sécurité extorquent des aveux par la voie de la torture³²².

4.2.1.3. Conséquences

La perception des abus par les forces de sécurité alimente les ressentiments et la radicalisation des militants, selon les dires d'organisations telles que HRW ou AI reprises par SBM. Dans certains cas,

³¹³ AI, 24/11/2016, [url](#)

³¹⁴ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

³¹⁵ AI, 13/08/2025, [url](#)

³¹⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³¹⁷ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³¹⁸ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

³¹⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

³²⁰ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³²¹ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

³²² Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

ces derniers ont exploité ce climat de peur pour recruter davantage d'habitants, en leur promettant une protection contre ce qu'ils considèrent comme la brutalité de l'État³²³. Simon Ekpa, par exemple, a fréquemment évoqué les exécutions extrajudiciaires et les arrestations massives pour justifier ses appels à la violence dans le pays³²⁴.

4.2.2. Incidents commis par des groupes indépendantistes biafrais

Comme déjà souligné dans ce rapport, les groupes indépendantistes biafrais recourent fréquemment à la violence et à l'intimidation pour faire respecter les directives, attaquant ceux qui défient l'ordre et, dans certains cas, ciblant les agents chargés de l'application de la loi³²⁵. Ils pratiquent des méthodes de coercition, en intimidant les personnes critiques et les opposants³²⁶.

L'ESN lance des attaques surprises aux points de contrôle militaires, dans les commissariats de police et dans d'autres installations publiques. Le groupe se retire rapidement avant que les forces de sécurité ne puissent organiser une riposte efficace³²⁷. Le personnel de sécurité est également tombé dans des embuscades alors qu'il tentait de faire respecter le couvre-feu et de réprimer les activités de l'IPOB³²⁸.

Selon SBM, l'ESN utilise des armes lourdes telles que des mitraillettes et des grenades propulsées par fusée³²⁹.

Plusieurs cas de violations des droits humains commises par des membres présumés de l'IPOB/ESN et d'autres acteurs non étatiques opérant dans la région sont donc signalés. Cependant, l'IPOB a toujours soutenu que les agents de l'ESN n'étaient pas violents. Malgré ces affirmations, les recherches menées par AI montrent qu'il n'y a pas de différence claire entre les opérations des membres de l'ESN et celles des groupes armés non identifiés³³⁰.

4.2.3. Incidents commis par des groupes armés non identifiés

Les groupes armés non identifiés se livrent souvent à des enlèvements, des vols à main armée et des extorsions (notamment d'armes), en particulier dans les zones où la présence de l'État en matière de sécurité est faible³³¹.

Les groupes armés non identifiés sont, selon AI, connus pour mener des attaques aléatoires dans tout le Sud-Est, par opposition à des attaques coordonnées et calculées visant l'État nigérian et ses institutions ou intérêts. Ils sont armés de fusils et de machettes, et prétendent avoir des « diabolical powers » qui, selon les habitants, les protègent des coups de feu. Lorsqu'ils attaquent, les habitants n'essaient pas de riposter. Si quelqu'un tente d'opposer une quelconque résistance, ils marquent la maison de cette personne, l'attaquent pendant la nuit et y mettent le feu³³².

Selon un rapport rédigé par des chercheurs locaux et cité par AI, plus de 400 décès causés par des groupes armés non identifiés ont été enregistrés dans l'État d'Imo entre janvier 2019 et décembre 2021. La plupart du temps, les hommes armés sortent de leurs camps sans masque pour mener des attaques contre les habitants, les commissariats de police et les bureaux des milices locales. Depuis

³²³ SBM, 05/2025, [url](#)

³²⁴ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

³²⁵ SBM, 05/2025, [url](#)

³²⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³²⁷ SBM, 05/2025, [url](#)

³²⁸ SBM, 05/2025, [url](#)

³²⁹ SBM, 05/2025, [url](#)

³³⁰ AI, 13/08/2025, [url](#)

³³¹ SBM, 05/2025, [url](#) ; AI, 13/08/2025, [url](#)

³³² AI, 13/08/2025, [url](#)

2021, ces groupes armés non identifiés opèrent à toute heure du jour dans l'État d'Imo et dans certaines parties de l'État d'Anambra, attaquant les habitants et les forces de sécurité³³³.

Les recherches d'AI indiquent par ailleurs que, dès lors que de plus en plus d'habitants ont commencé à résister à l'ordre de confinement du lundi, des groupes armés non identifiés ont réagi en tuant, mutilant et détruisant des biens afin d'imposer le respect de cet ordre. AI rapporte que des hommes armés ont, à plusieurs reprises, pris pour cible des commerçants, des voyageurs, ainsi que des enseignants et élèves accusés de ne pas respecter l'ordre de confinement du lundi. Ces attaques se sont traduites par des homicides, l'incendie de marchandises en cours de vente ou de transport, ainsi que la fermeture forcée d'hôtels, de restaurants et d'autres établissements pour non-respect de cet ordre. Ces violences ont également provoqué des affrontements avec les forces de l'ordre, entraînant des morts des deux côtés³³⁴.

Dans la plupart des endroits analysés par AI, les groupes armés non identifiés ont utilisé des rondins de bois pour bloquer les routes, tandis que d'autres ont creusé des fossés en travers des routes pour entraver la circulation dans la région. À Uli et dans d'autres communautés voisines de la zone du LGA Ihiala, dans l'État d'Anambra, de nombreuses maisons ont été incendiées, laissant leurs occupants sans abri, les habitants étant contraints de se réinstaller dans d'autres villes³³⁵.

Dans le Sud-Est, l'*Umuoma* semble combler les lacunes en matière de sécurité et de justice à travers une forme d'engagement communautaire coercitif mais organisé. Les données de Nextier révèlent en effet un mélange d'insurrection et de criminalité organisée, dissimulé sous des griefs politiques et souvent légitimé par la complicité ou la peur de la communauté. Cette source souligne un mode opératoire constant : la première étape consiste à évincer violemment les structures traditionnelles de gouvernance locale, y compris les unions communautaires et les autorités locales reconnues. Une fois ces institutions démantelées, l'*Umuoma* impose sa propre forme de gouvernance. Cela comprend la prise de contrôle des sources locales de revenus, notamment par le biais de taxes et de prélèvements imposés aux agriculteurs et aux commerçants, ainsi que des taxes sur les cérémonies de funérailles et de mariages des membres de la communauté³³⁶. En somme, pour organiser une quelconque cérémonie dans ces communautés rurales, il faut s'adresser au groupe armé et obtenir une autorisation. Le non-respect de cette règle peut entraîner l'interruption violente de ces événements par la force armée³³⁷.

Par ailleurs, ces groupes ont mis en place un système informel de justice pour trancher les différends. Bien qu'ils se présentent comme des combattants de la liberté, leurs actions révèlent un mélange de coercition, d'extorsion et d'autorité fondée sur la peur. Les victimes et les membres des communautés ont raconté qu'ils sont convoqués, souvent par le biais de lettres manuscrites, à se présenter dans les camps de l'*Umuoma*, situés en forêt, pour y être jugés. Malheureusement, que ce soit par crainte ou en raison de la rapidité avec laquelle ils rendent justice (à tort ou à raison), certains membres de la communauté saisissent cette opportunité pour porter plainte contre d'autres. Ceux qui refusent de répondre à ces convocations s'exposent à des conséquences fatales.

Ces tribunaux forestiers du groupe sont réputés pour leurs jugements arbitraires et biaisés, prononçant souvent des sanctions sans respecter aucune procédure régulière ni impartialité. Leur système prospère grâce à l'absence d'une autorité étatique crédible et à un climat de peur qui décourage toute forme de résistance. Avec le temps, l'*Umuoma* a non seulement acquis une réputation

³³³ AI, 13/08/2025, [url](#)

³³⁴ AI, 13/08/2025, [url](#)

³³⁵ AI, 13/08/2025, [url](#)

³³⁶ Selon les chiffres d'AI, une cérémonie funéraire dans la communauté d'Isseke (État d'Anambra) requiert, selon le statut des requérants, entre l'équivalent de 113 et 284 euros. AI, 13/08/2025, [url](#)

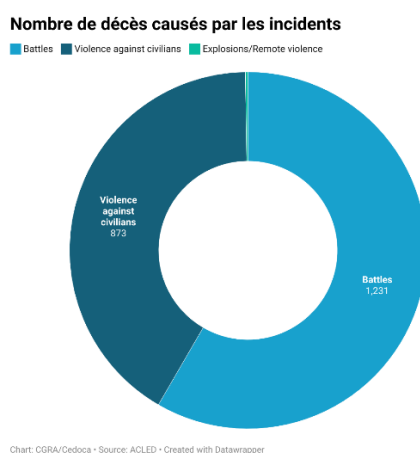
³³⁷ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

pour l'application brutale de ses décisions, mais a aussi commencé à fonctionner comme un gouvernement parallèle exerçant une influence considérable³³⁸.

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025, l'ACLED a recensé 2.109 morts au sud-est du Nigeria dans des incidents du type *battles*, *explosions/remote violence* en *violence against civilians*³³⁹.



Graphique 7 : Graphique réalisé par le Cedoca, à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 18/07/2025³⁴⁰.

Sous l'appellation *civilian targeting*, l'ACLED recense les actes de violence dans le cadre desquels des civils constituent « the main or only target ». Outre tous les incidents de la catégorie *violence against civilians*, le groupe *civilian targeting* recouvre les actes de violence enregistrés en tant qu'*explosions/remote violence*. À cet égard, l'ACLED définit les civils comme étant, par définition, des victimes non armées des violences. En ce sens, l'ACLED inclut également le personnel des forces de sécurité dans cette catégorie lorsqu'il est la cible de violences alors qu'il est en civil et non armé³⁴¹.

5.2. Analyse

5.2.1. Cibles des services de sécurité

Les cibles des services de sécurité sont abordées au [chapitre 4.2.1.](#)

³³⁸ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

³³⁹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

³⁴⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de décès causé par les incidents du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

³⁴¹ ACLED, 06/2023, pp. 22, 23, 29, [url](#)

5.2.2. Cibles des groupes indépendantistes biafrais

L'ESN prend généralement pour cible les forces de sécurité³⁴². Ces affrontements fréquents entre ces deux parties entraînent aussi la mort de résidents et de passants³⁴³.

Outre les attaques directes contre les forces de sécurité, l'ESN a participé à des assassinats ciblés, en particulier de fonctionnaires locaux, d'informateurs ou de toute personne considérée comme collaborant avec le gouvernement nigérian³⁴⁴.

À l'approche des élections générales de 2023, des membres de l'IPOB ont pris pour cible des agents et des installations de l'Independent National Electoral Commission (INEC), avec 41 bureaux attaqués entre 2019 et 2021, dont plusieurs incendiés³⁴⁵.

Par ailleurs, les non-Igbos, en particulier les habitants du Nord (au sens large), résidant dans la région, se sentent de plus en plus en insécurité³⁴⁶.

5.2.3. Cibles des groupes armés non identifiés

Des groupes armés non identifiés mènent plusieurs attaques meurtrières contre des postes de police et des points de contrôle. Au cours de ces incidents, ils détruisent des véhicules, saisissent des armes et des munitions, et ciblent des commissariats, qu'ils pillent et incendient. Ces attaques entraînent la mort de nombreux policiers et agents de sécurité³⁴⁷.

Ces meurtres de policiers et d'agents de sécurité déclenchent d'innombrables représailles, causant la mort et blessant des milliers d'habitants, selon AI³⁴⁸.

Ces groupes s'en prennent également à toute personne qui les dénonce ou les signale à la police³⁴⁹.

D'après les données générées par la base de données du cabinet de conseil nigérian Nextier sur les conflits violents au Nigéria (juin 2020 - juin 2025), les groupes armés non identifiés ont été responsables de 1.240 décès dans le Sud-Est, dont 947 civils et 293 membres du personnel de sécurité³⁵⁰.

6. Répartition géographique

6.1. Généralités

Selon les données de l'ACLED, du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025, l'État d'Anambra a été le plus touché par l'insécurité (431 victimes), suivi par les États d'Imo (395 victimes) et de Delta (274 victimes)³⁵¹. Le graphique suivant comptabilise le nombre d'incidents et de victimes par État durant cette période :

³⁴² SBM, 05/2025, [url](#)

³⁴³ AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁴⁴ SBM, 05/2025, [url](#)

³⁴⁵ HumAngle (Adebajo K.), 10/07/2024, [url](#)

³⁴⁶ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁴⁷ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁴⁸ AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁴⁹ AI, 13/08/2025, [url](#)

³⁵⁰ Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

³⁵¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombres de décès et d'incidents par State

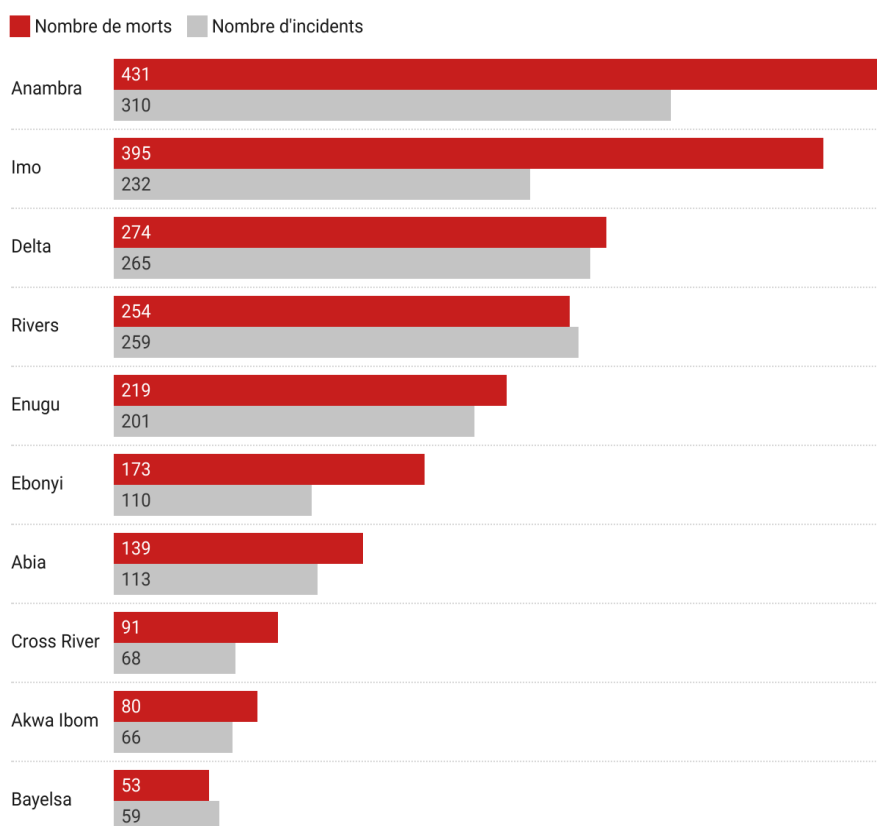


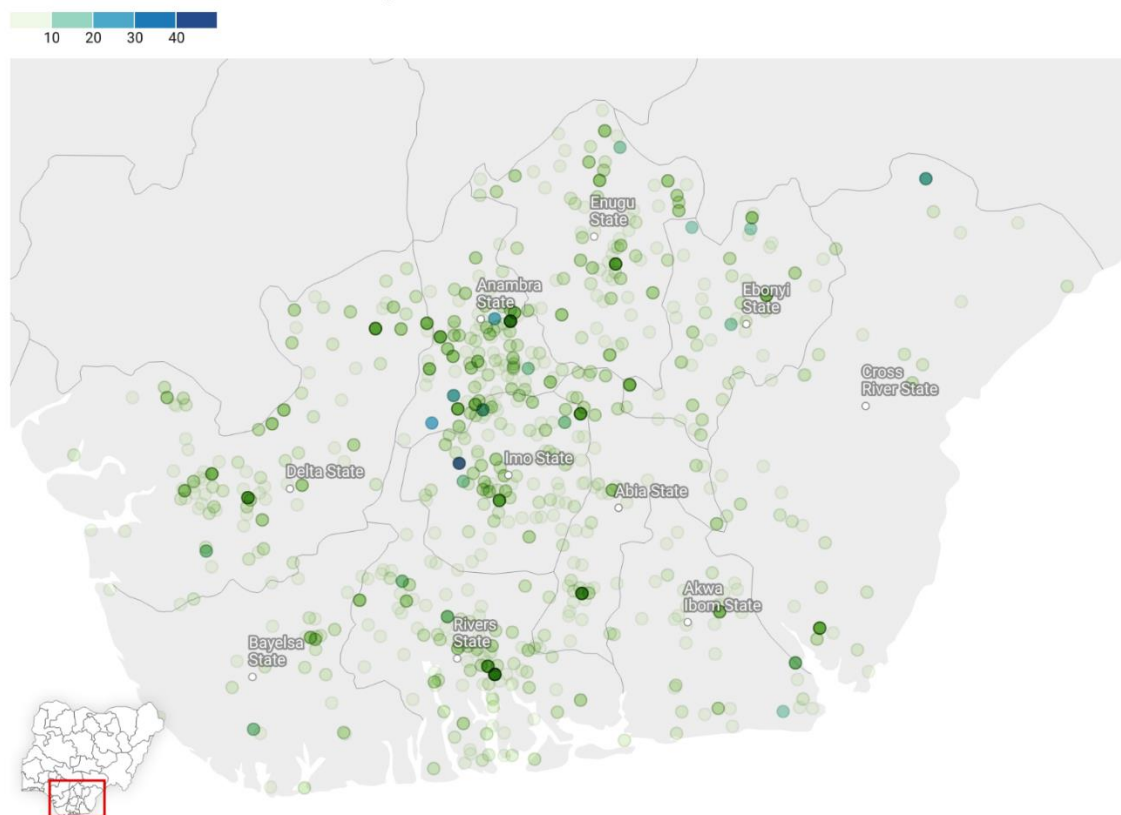
Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 8 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023 – 18/07/2025³⁵².

La carte suivante localise ces décès :

³⁵² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de décès et d'incidents par État du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

Localisation des décès causés par les incidents



Map: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Carte 2 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025 ³⁵³.

Le dernier rapport annuel sur les violences meurtrières au Nigeria, rédigé par Nigeria Watch, couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024. Ce rapport affirme que, parmi les cinq États à majorité igbo, les États d'Imo (particulièrement les LGAs Orsu et Ehime Mbano) et d'Anambra (particulièrement les LGAs Ihiala et Aguata) enregistrent le plus grand nombre de victimes. Le SBM Violence Tracker indique également que ces deux États sont les plus touchés, en raison des activités de l'IPOB/ESN et des réponses apportées par les États³⁵⁴. SBM explique que l'histoire de l'État d'Imo, marquée par des crises politiques et de lourdes répressions militaires, telles que l'opération *Python Dance*³⁵⁵, n'a fait qu'attiser le conflit, les tactiques agressives des forces de sécurité poussant les communautés locales à sympathiser avec les groupes séparatistes³⁵⁶.

L'État d'Anambra présente également une forte concentration de sentiments pro-Biafra, motivés par des rivalités politiques et par son importance économique en tant que centre commercial. L'urbanisation de l'État constitue un terrain fertile pour la violence et le recrutement par l'IPOB³⁵⁷.

³⁵³ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Localisation des décès causés par les incidents du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

³⁵⁴ SBM, 05/2025, [url](#)

³⁵⁵ L'interdiction de l'IPOB en tant qu'organisation terroriste et l'opération *Python Dance* menée par l'armée visaient à chasser les membres de l'IPOB de certaines parties du sud-est du Nigeria. Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

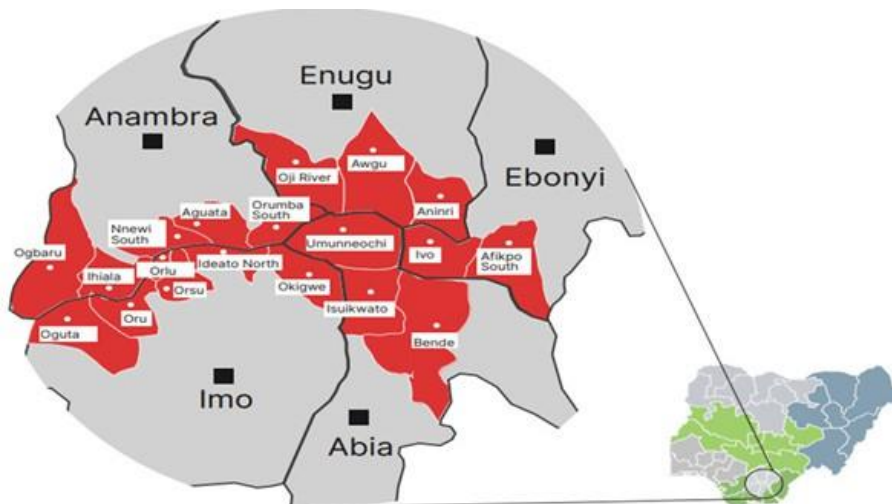
³⁵⁶ SBM, 05/2025, [url](#)

³⁵⁷ SBM, 05/2025, [url](#)

En outre, la proximité des zones rurales et la porosité des frontières exposent les deux États à l'infiltration de militants, tandis que la fragmentation de l'appareil de sécurité ne fait qu'aggraver cette fragilité³⁵⁸.

Parmi ces cinq États, l'État d'Ebonyi présente des chiffres d'incidents et de décès inférieurs aux autres, selon SBM. L'agence explique cela par la position plus proactive et agressive adoptée par le gouverneur de l'État, ainsi que par une intervention potentiellement plus forte au niveau de l'État dans les moments critiques³⁵⁹.

La menace sécuritaire s'est souvent manifestée dans les zones rurales, elle contribue donc également à un exode rural croissant³⁶⁰. Dans ces zones rurales, certains marchés ne fonctionnent plus et de nombreuses personnes ont abandonné leur maison par crainte d'attaques par des hommes armés ou de contre-opérations menées par les forces de sécurité³⁶¹. Selon Nextier, l'insécurité dans le Sud-Est a été suivie et identifiée sous le nom de « Southeast's Belt of Violence ». Ces portions de territoire constituent des zones non gouvernées dans le Sud-Est, qui ont été appropriées par un réseau d'éléments criminels. Cette bande constituée de broussailles, de vallées et de petits cours d'eau est reprise en rouge dans la carte ci-dessous :



Carte 3 : carte du « Southeast's Belt of Violence »³⁶².

Selon l'expert de la situation sécuritaire au Nigeria travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, le nord des États d'Enugu et d'Ebonyi subissent de plus en plus d'attaques de la part d'éleveurs peuls et de groupes armés/criminels alliés qui migrent vers le sud à partir des États du nord du Nigeria. Les enlèvements contre rançon impliquent fortement les gangs criminels, présents dans les forêts avec les éleveurs, mais ces derniers ne sont pas les seuls responsables³⁶³.

Les parties suivantes présentent les données par État selon l'ACLED puis selon Nigeria Watch. Les données reprises concernent la période du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025 pour l'ACLED et au 24 juillet 2025 pour Nigeria Watch, ainsi que les 10 des 36 États du Nigeria mentionnés au [chapitre 1.1](#), et situés au Sud-Est du pays. Il est important de noter que les échelles des cartes ou des graphiques, tout comme les légendes des graphiques, ne sont pas identiques. Le nombre d'habitants de ces États

³⁵⁸ SBM, 05/2025, [url](#)

³⁵⁹ SBM, 05/2025, [url](#)

³⁶⁰ Nextier, 19/08/2024, [url](#)

³⁶¹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

³⁶² Nextier, 19/08/2024, [url](#)

³⁶³ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

provient du National Bureau of Statistics nigérian³⁶⁴. Dans les cartes, les zones non-colorées mais incluses dans le LGA représentent une absence de données dans les sources consultées.

6.2. Selon les États

6.2.1. Anambra

Population : 5.527.809 habitants³⁶⁵.

6.2.1.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Awka South (90 victimes), Ihiala (85 victimes) et Ogbaru (40 victimes)³⁶⁶.

³⁶⁴ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

³⁶⁵ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

³⁶⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Anambra

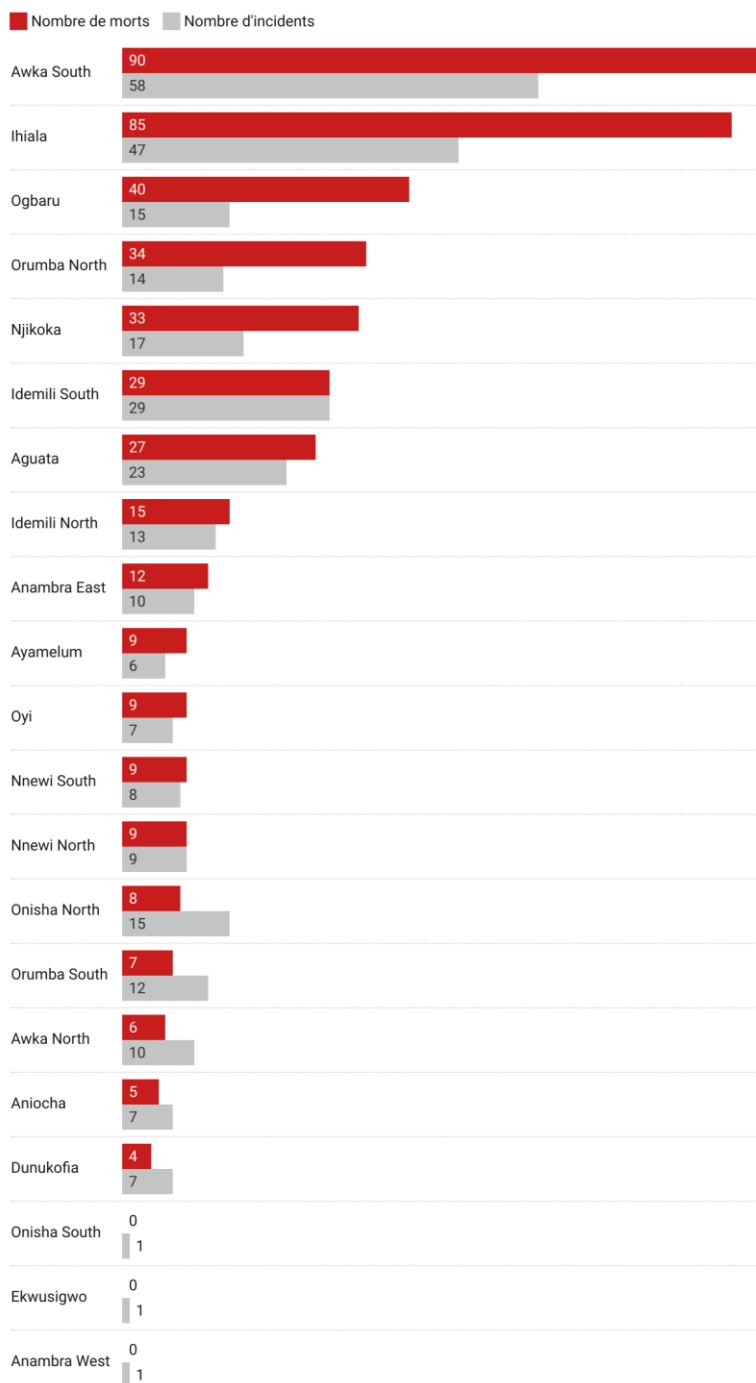


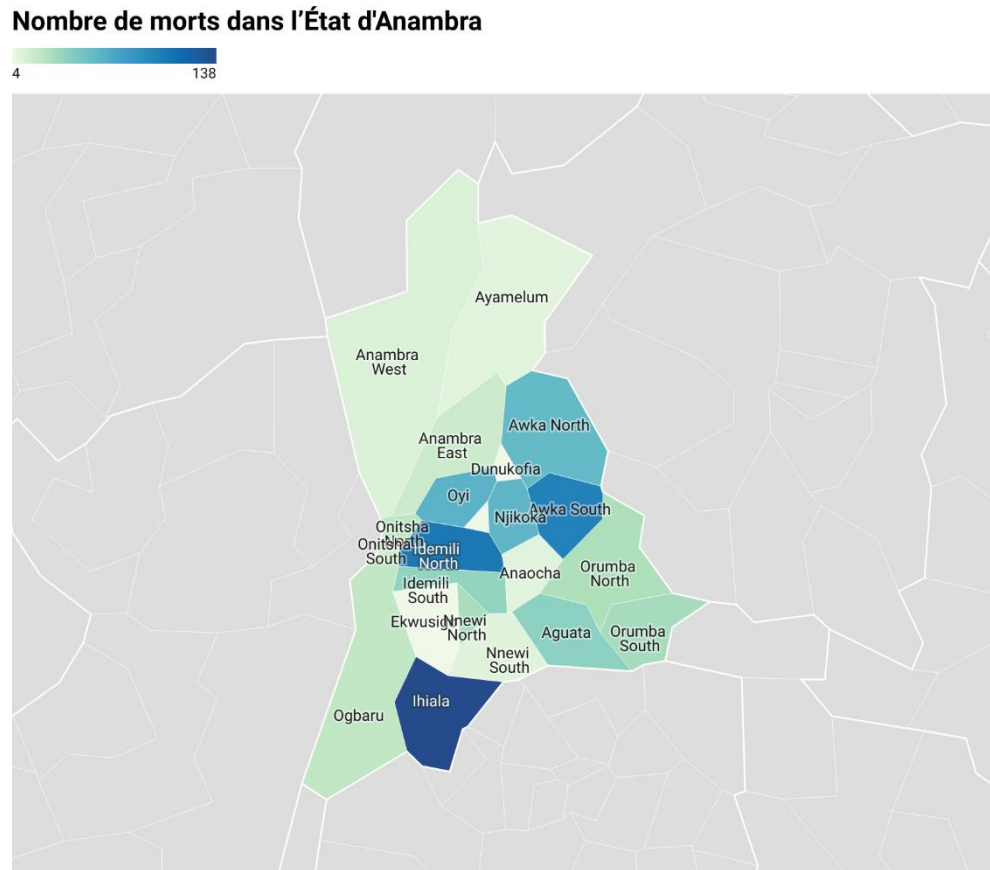
Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 9 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025³⁶⁷.

³⁶⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Anambra du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

6.2.1.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :



Carte 4 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁶⁸.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

³⁶⁸ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Anambra* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

Evolution du nombre de morts dans l'État d'Anambra, en fonction des protagonistes

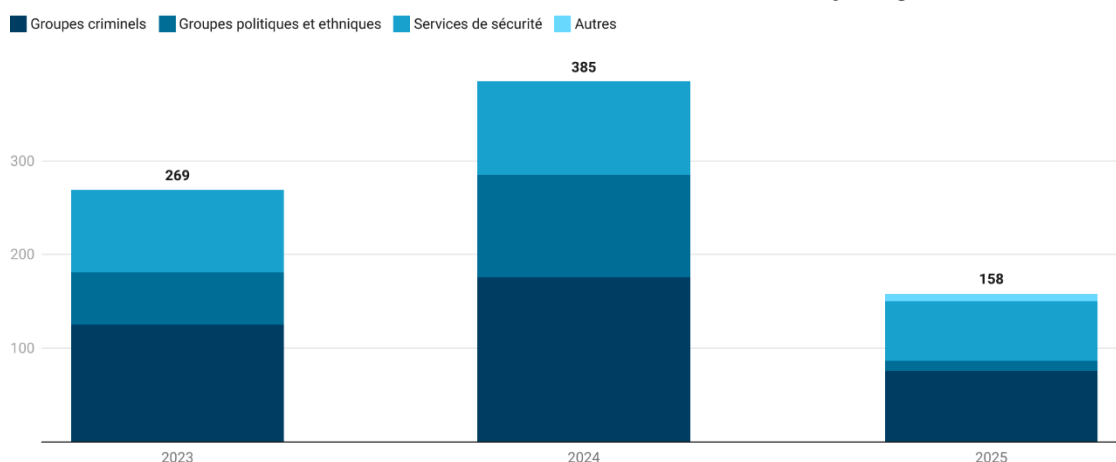


Chart: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

Graphique 10 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁶⁹.

6.2.2. Imo

Population : 5.408.756 habitants³⁷⁰.

6.2.2.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Oguta (84 victimes), Orsu (63 victimes) et Okigwe (53 victimes)³⁷¹.

³⁶⁹ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Anambra, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

³⁷⁰ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

³⁷¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Imo

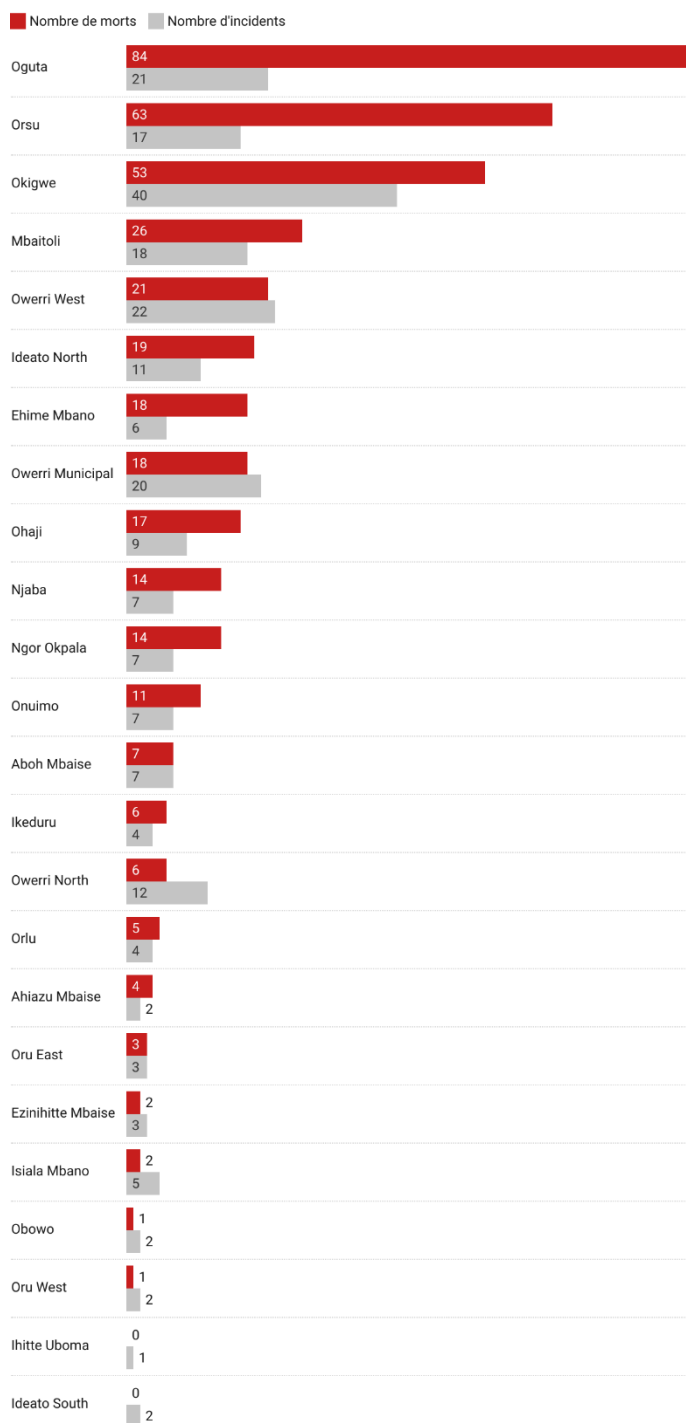


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

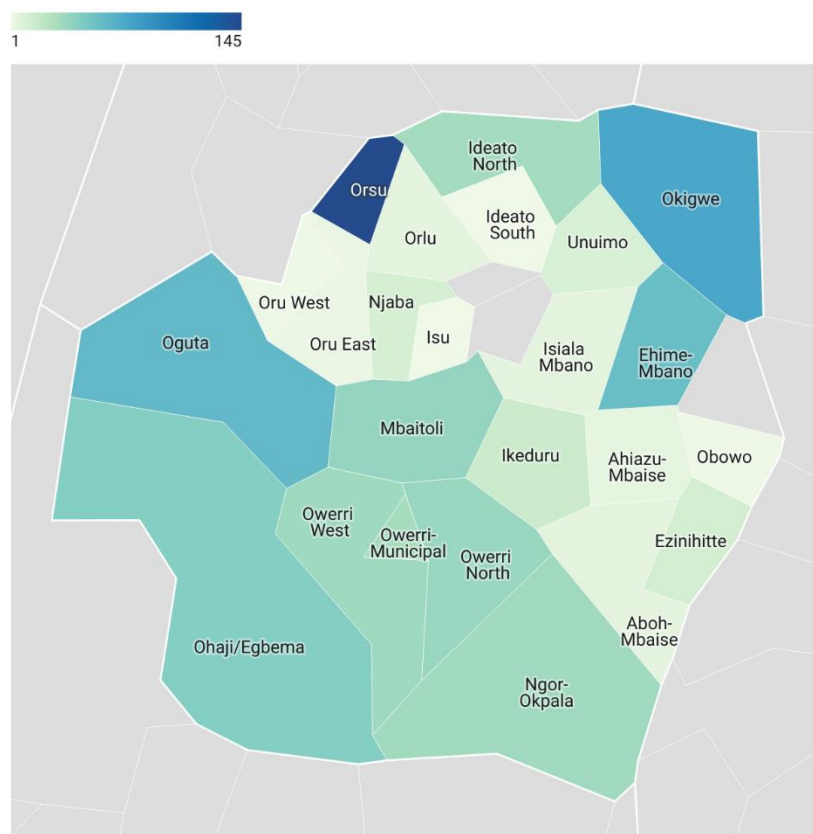
Graphique 11 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025³⁷².

³⁷² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Imo du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

6.2.2.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :

Nombre de morts dans l'État d'Imo



Map: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Map data: Energydata • Created with Datawrapper

Carte 5 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁷³.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

³⁷³ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Imo* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

Evolution du nombre de morts dans l'État d'Imo, en fonction des protagonistes

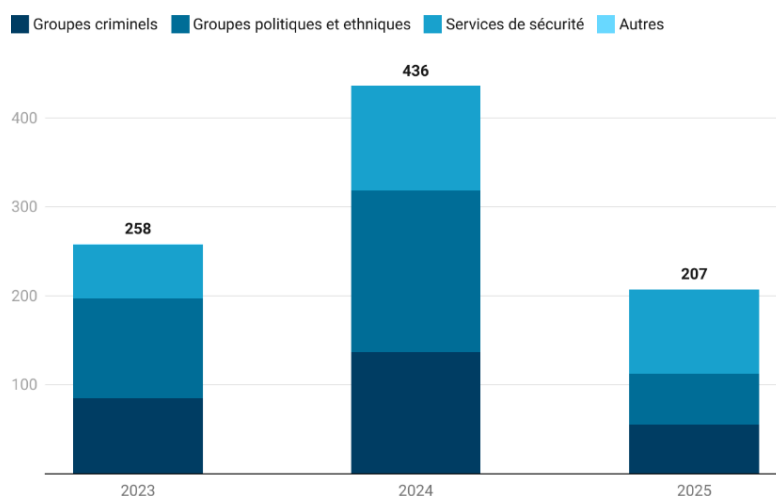


Chart: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

Graphique 12 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁷⁴.

6.2.3. Delta

Population : 5.663.362 habitants³⁷⁵.

6.2.3.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Ughelli North (67 victimes), Aniocha South (32 victimes) et Burutu (24 victimes)³⁷⁶.

³⁷⁴ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Imo, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

³⁷⁵ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

³⁷⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Delta

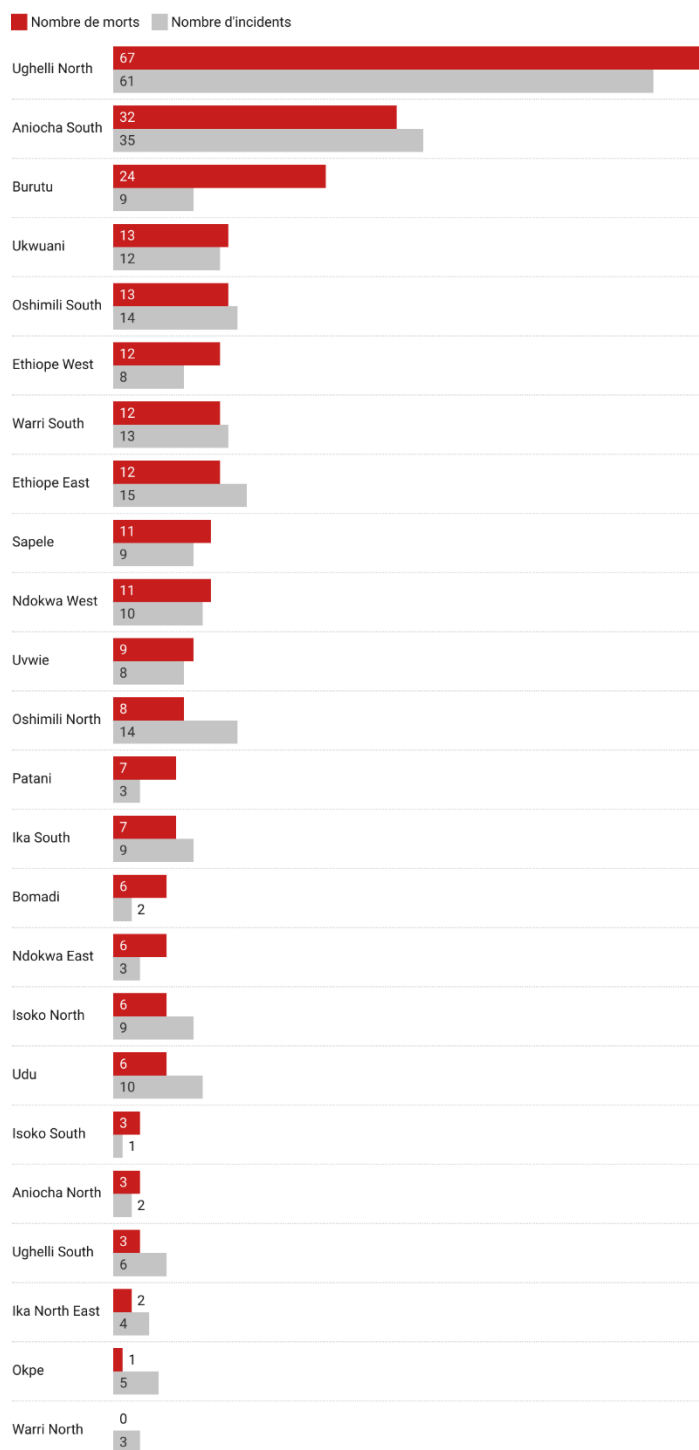


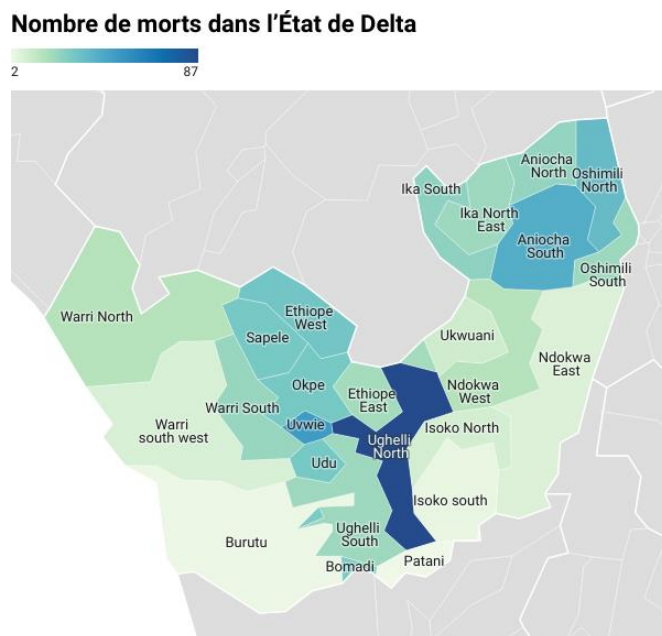
Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 13 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025³⁷⁷.

³⁷⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Delta du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

6.2.3.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :



Map: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Map data: Energydata • Created with Datawrapper

Carte 6 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁷⁸.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

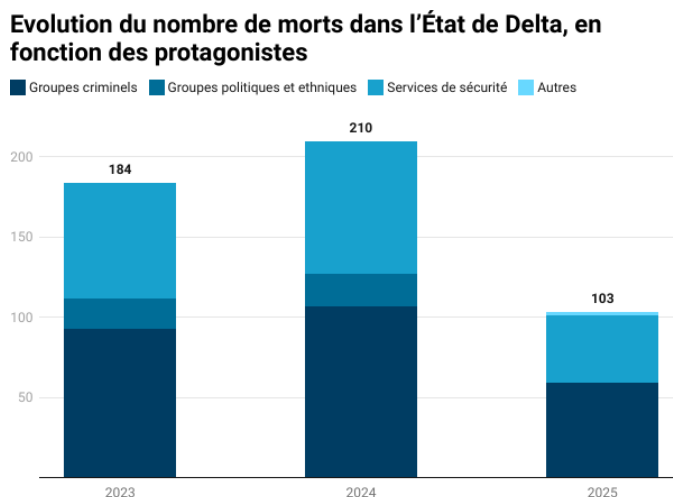


Chart: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

Graphique 14 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁷⁹.

³⁷⁸ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État de Delta* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

³⁷⁹ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État de Delta, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

6.2.4. Rivers

Population : 7.303.924 habitants³⁸⁰.

6.2.4.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Emohua (59 victimes), Ahoada (51 victimes) et Port Harcourt (32 victimes)³⁸¹.

Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Rivers

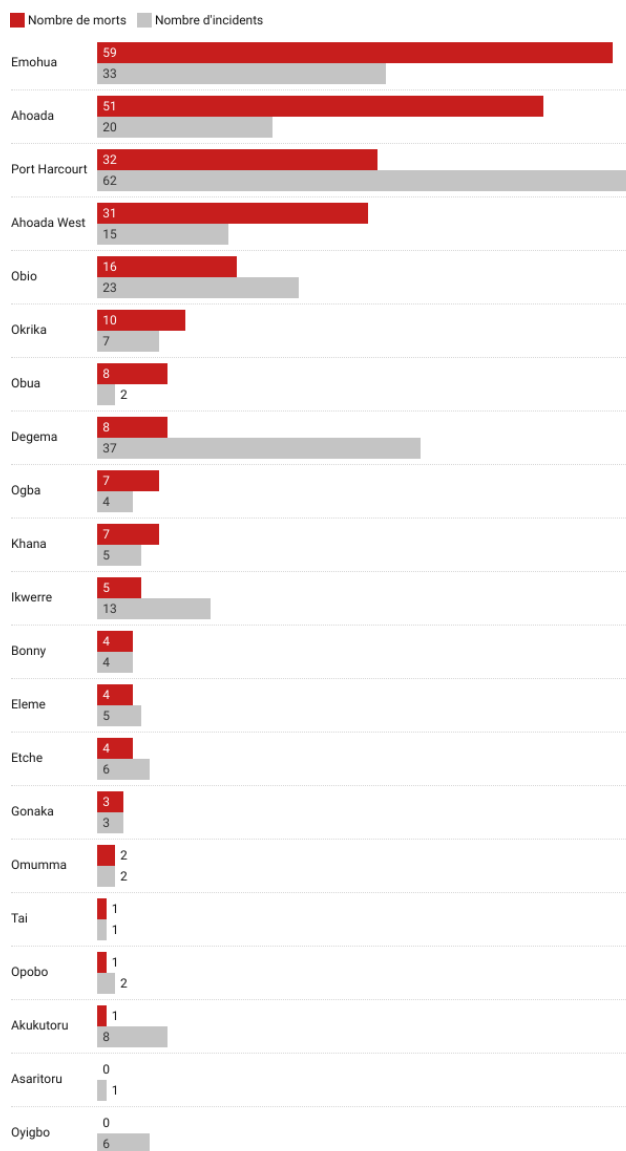


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 15 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025³⁸².

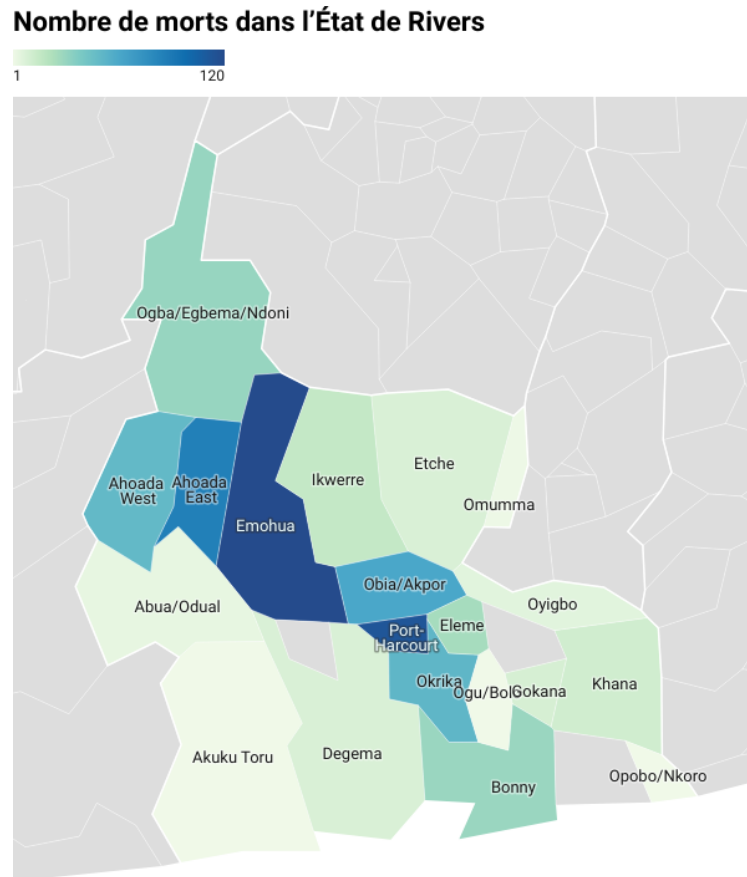
³⁸⁰ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

³⁸¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

³⁸² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Rivers du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

6.2.4.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :



Map: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Map data: Energydata • Created with Datawrapper

Carte 7 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁸³.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

³⁸³ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État de Rivers* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

Evolution du nombre de morts dans l'État de Rivers, en fonction des protagonistes

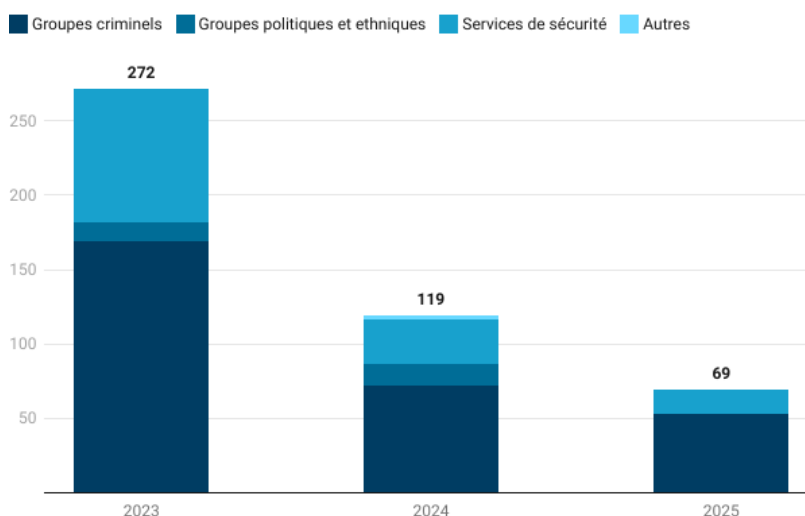


Chart: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

Graphique 16 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁸⁴.

6.2.5. Enugu

Population : 4.411.119 habitants³⁸⁵.

6.2.5.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Uzo Uwani (36 victimes), Isi Uzo (32 victimes) et Enugu East (21 victimes)³⁸⁶.

³⁸⁴ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#); Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État de Rivers, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

³⁸⁵ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

³⁸⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombres de morts et d'incidents dans l'État d'Enugu

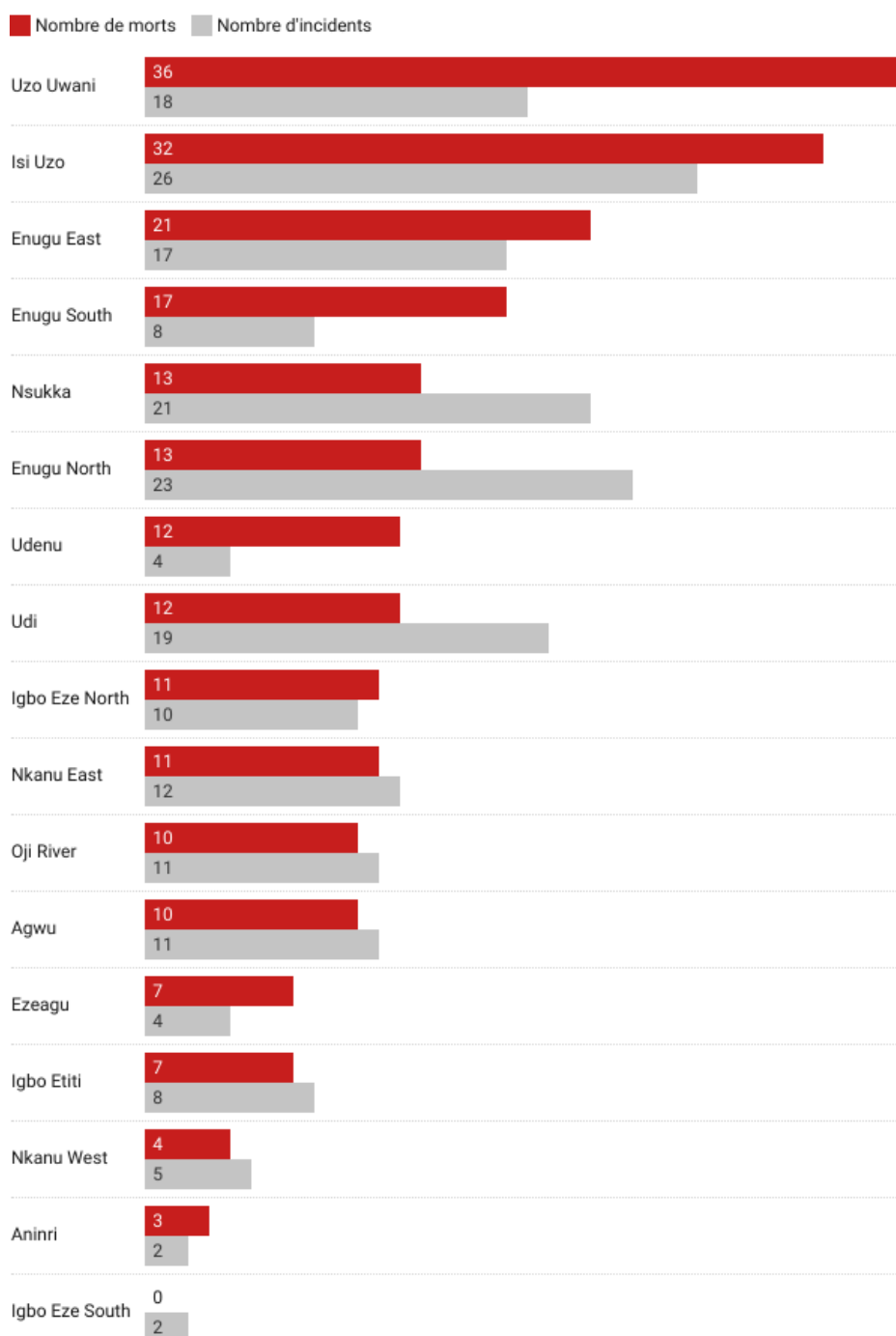


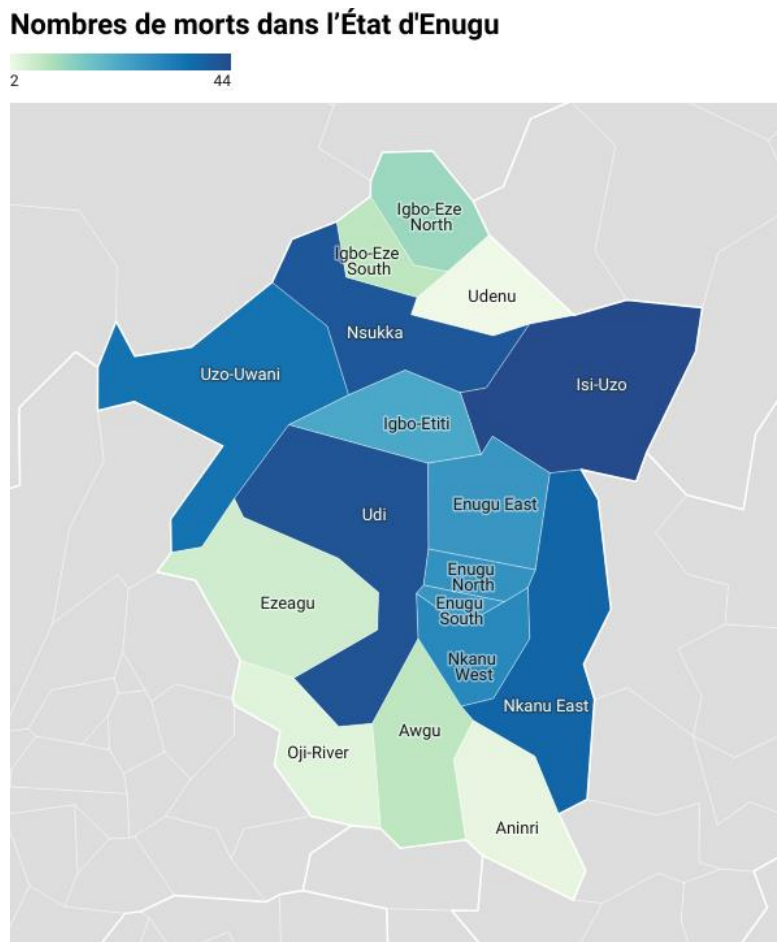
Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 17 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025³⁸⁷.

³⁸⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Enugu du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

6.2.5.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :



Map: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Map data: Energydata • Created with Datawrapper

Carte 8 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁸⁸.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

³⁸⁸ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Enugu* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

Evolution du nombre de morts dans l'État d'Enugu, en fonction des protagonistes

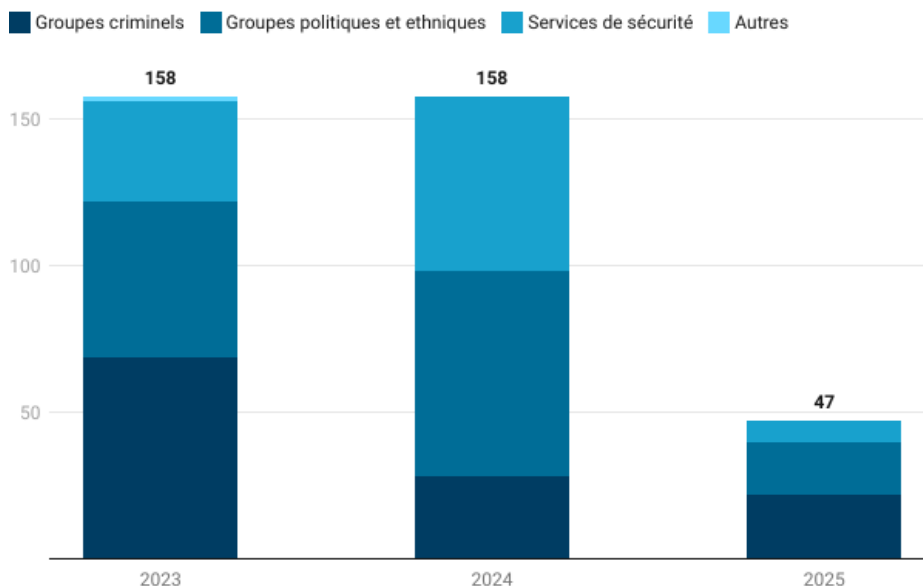


Chart: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

Graphique 18 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁸⁹.

6.2.6. Ebonyi

Population : 2.880.383 habitants³⁹⁰.

6.2.6.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Ivo (26 victimes), Ohaukwu (23 victimes) et Onicha (21 victimes)³⁹¹.

³⁸⁹ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Enugu, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

³⁹⁰ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

³⁹¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombres de morts et d'incidents dans l'État d'Ebonyi

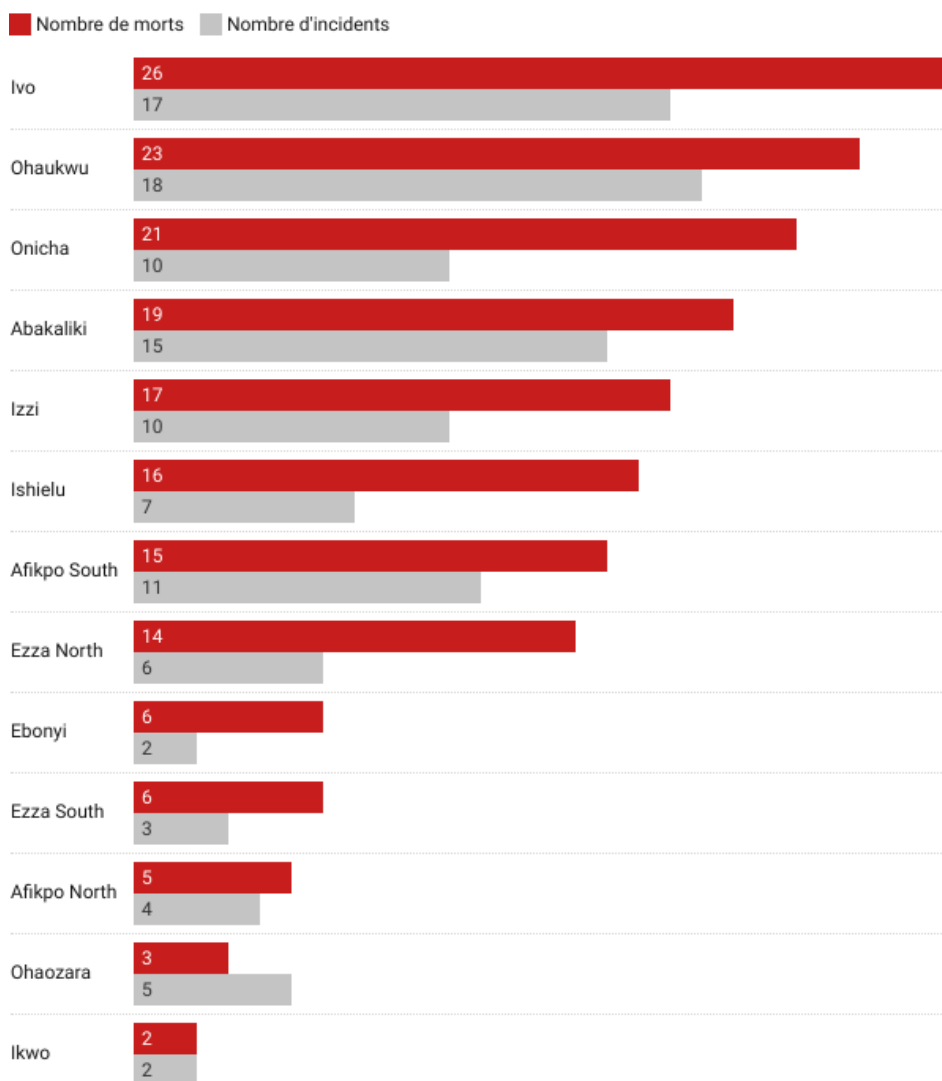


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

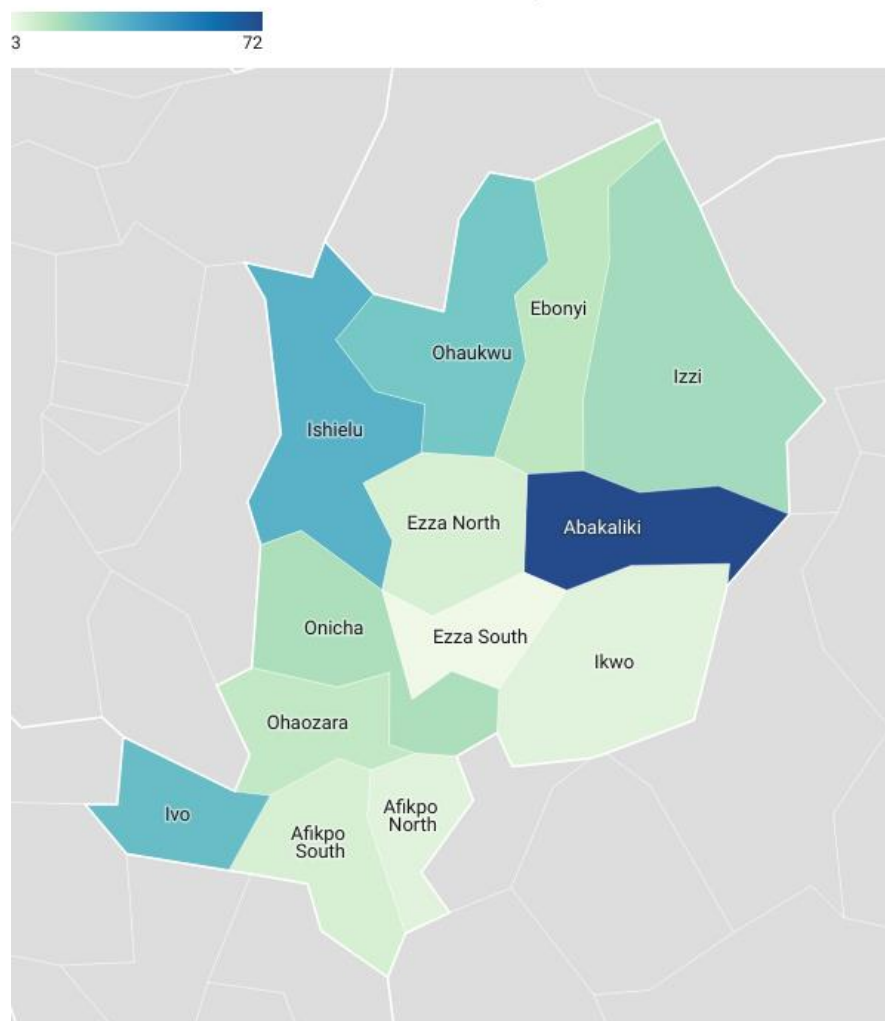
Graphique 19 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025³⁹².

6.2.6.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :

³⁹² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Ebonyi du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

Nombre de morts dans l'État d'Ebonyi



Map: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Map data: Energydata • Created with Datawrapper

Carte 9 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁹³.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

³⁹³ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Ebonyi* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

Evolution du nombre de morts dans l'État d'Ebonyi, en fonction des protagonistes

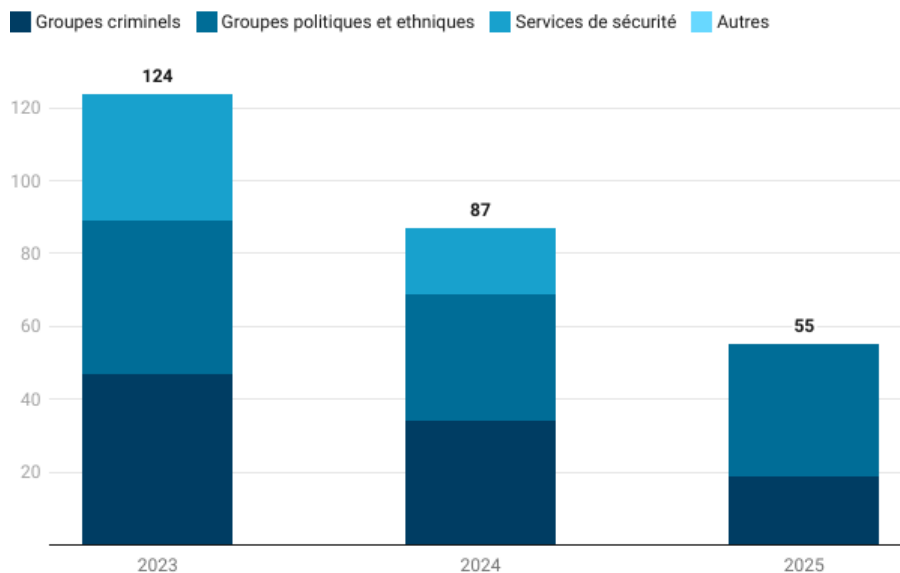


Chart: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

Graphique 20 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁹⁴.

6.2.7. Abia

Population : 3.727.347 habitants³⁹⁵.

6.2.7.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Aba South (37 victimes), Arochukwu (21 victimes) et Nneochi (16 victimes)³⁹⁶.

³⁹⁴ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Ebonyi, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

³⁹⁵ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

³⁹⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombres de morts et d'incidents dans l'État d'Abia

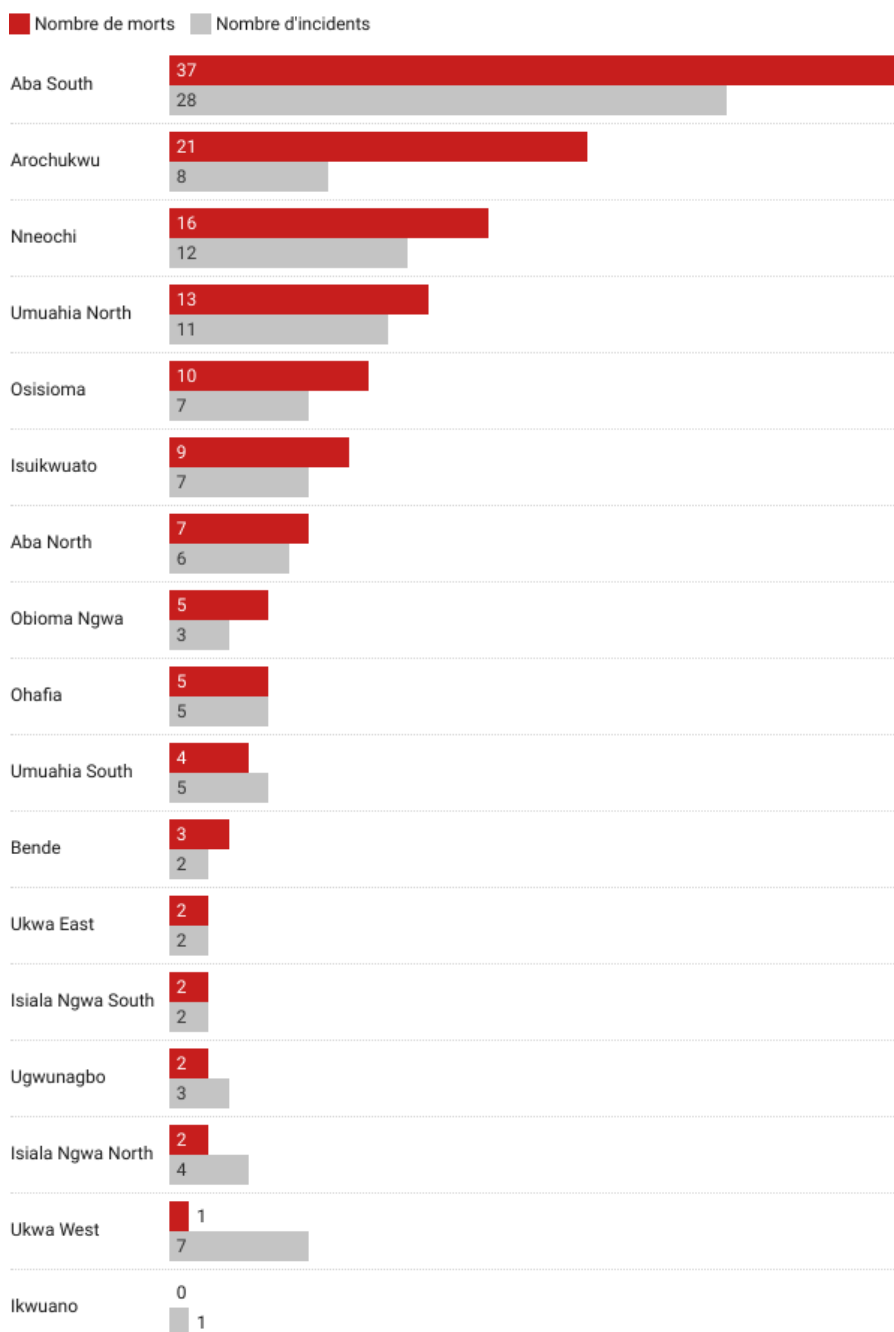


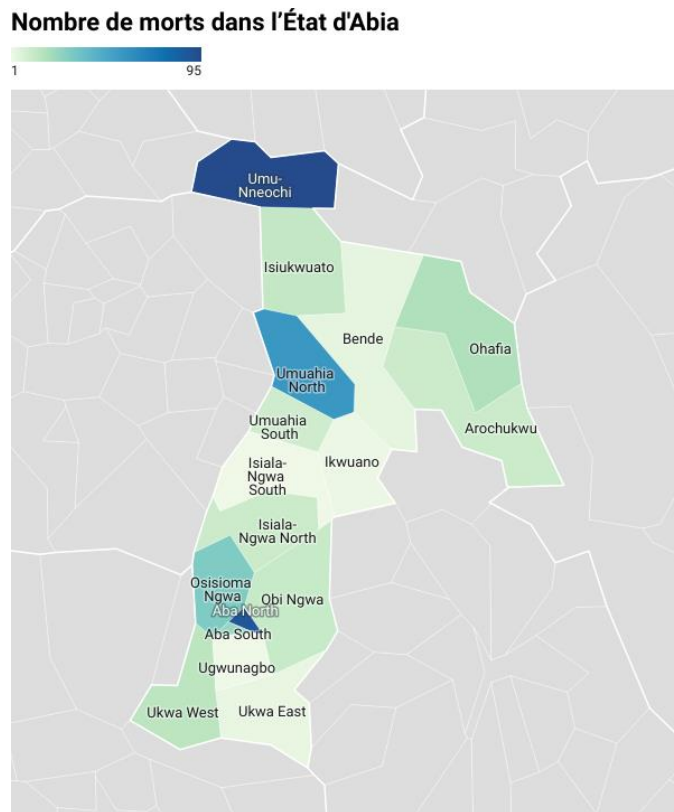
Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

Graphique 21 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025³⁹⁷.

³⁹⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Abia du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

6.2.7.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :



Map: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Map data: Energydata • Created with Datawrapper

Carte 10 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁹⁸.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

³⁹⁸ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Abia* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

Evolution du nombre de morts dans l'État d'Abia, en fonction des protagonistes

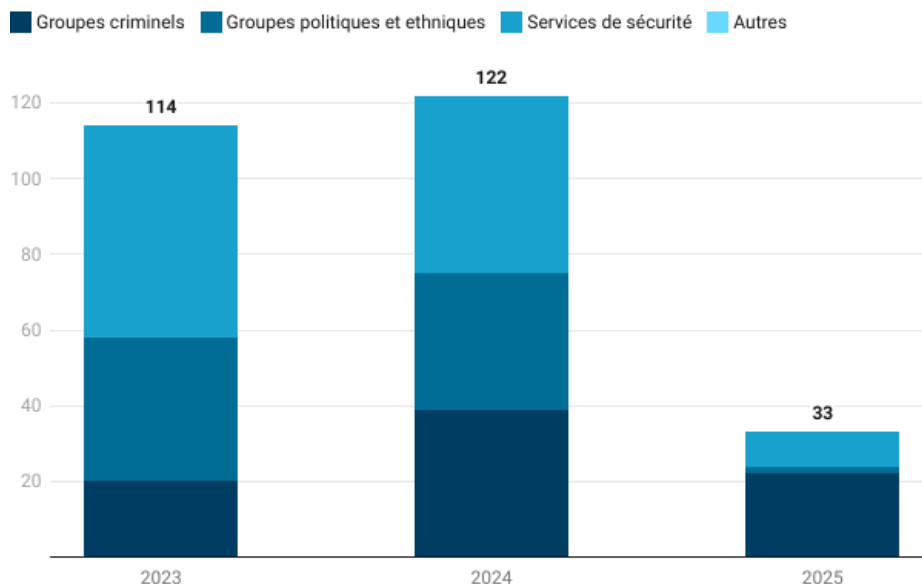


Chart: CGRA/cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

Graphique 22 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025³⁹⁹.

6.2.8. Cross River

Population : 3.866.269 habitants⁴⁰⁰.

6.2.8.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Yala (33 victimes), Obubra (20 victimes) et Odukpani (12 victimes)⁴⁰¹.

³⁹⁹ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Abia, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

⁴⁰⁰ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

⁴⁰¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombres de morts et d'incidents dans l'État de Cross River

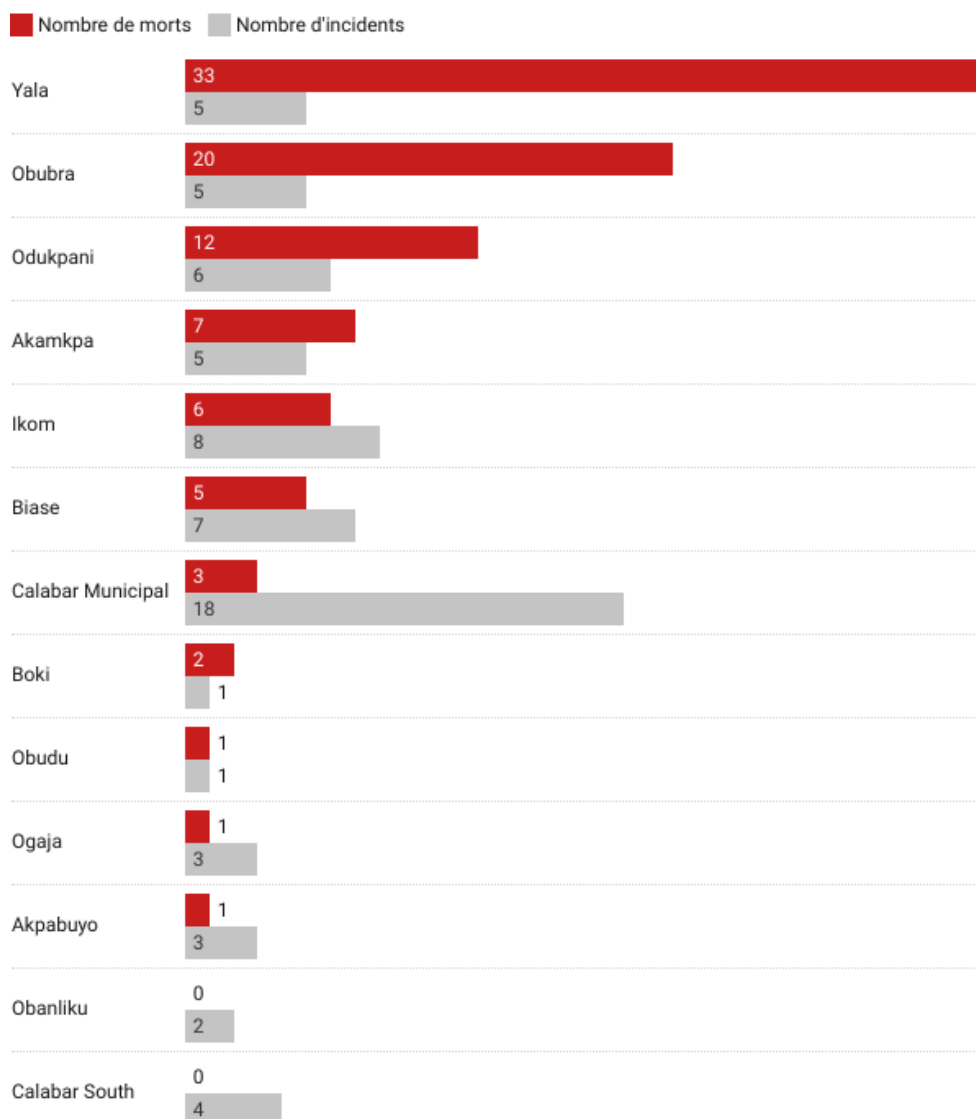


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

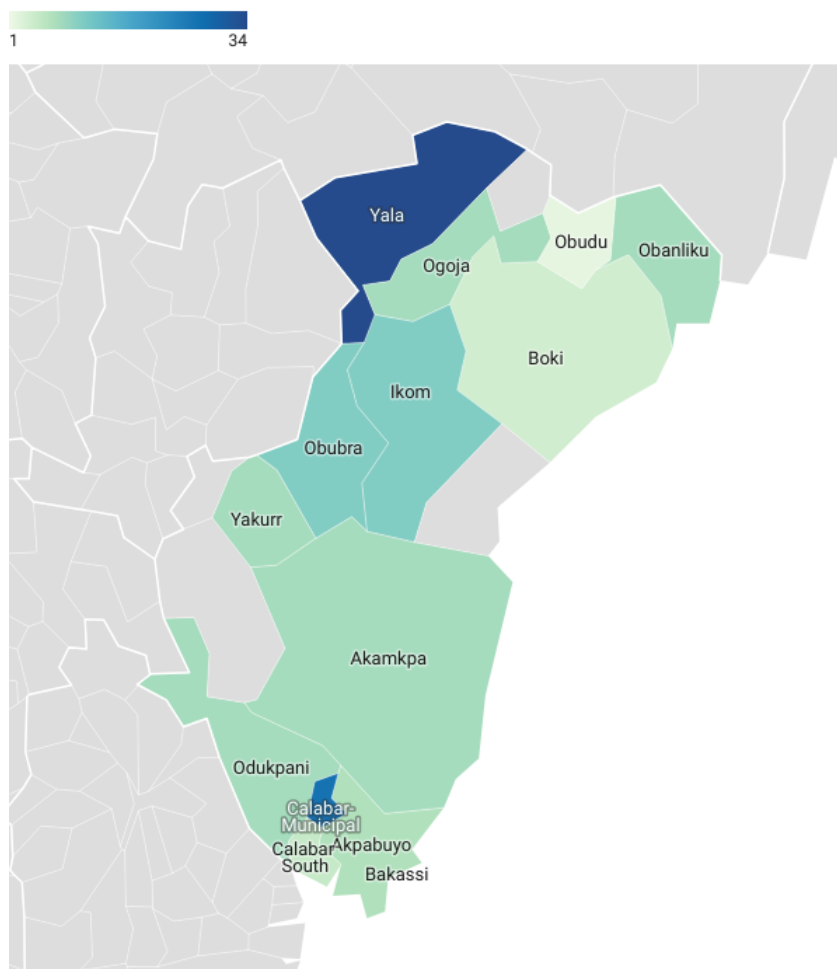
Graphique 23 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025⁴⁰².

6.2.8.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :

⁴⁰² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#); ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Cross River du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

Nombre de morts dans l'État de Cross Rivers



Map: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Map data: Energydata • Created with Datawrapper

Carte 11 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025⁴⁰³.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

⁴⁰³ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État de Cross River* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

Evolution du nombre de morts dans l'État de Cross Rivers, en fonction des protagonistes

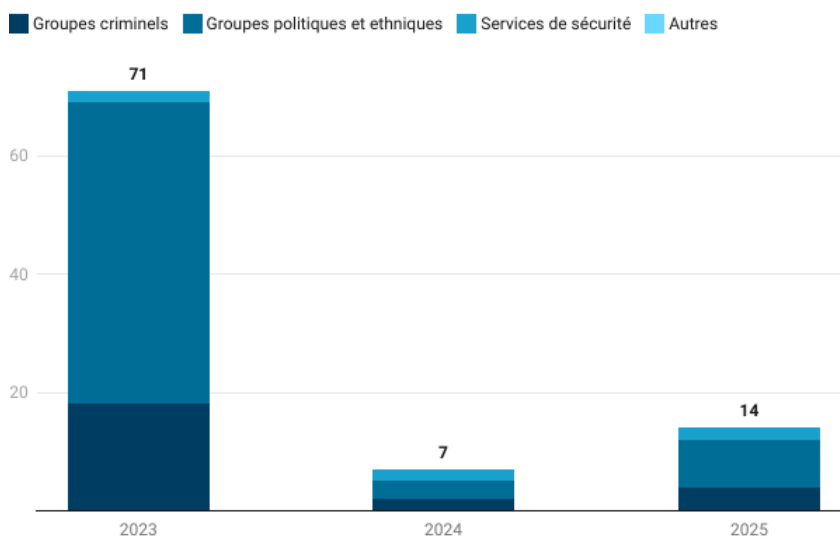


Chart: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

Graphique 24 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025⁴⁰⁴.

6.2.9. Akwa Ibom

Population : 5.482.117 habitants⁴⁰⁵.

6.2.9.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Mbo (19 victimes), Oron (16 victimes) et Uyo (7 victimes)⁴⁰⁶.

⁴⁰⁴ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État de Cross Rivers, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

⁴⁰⁵ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

⁴⁰⁶ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Akwa Ibom

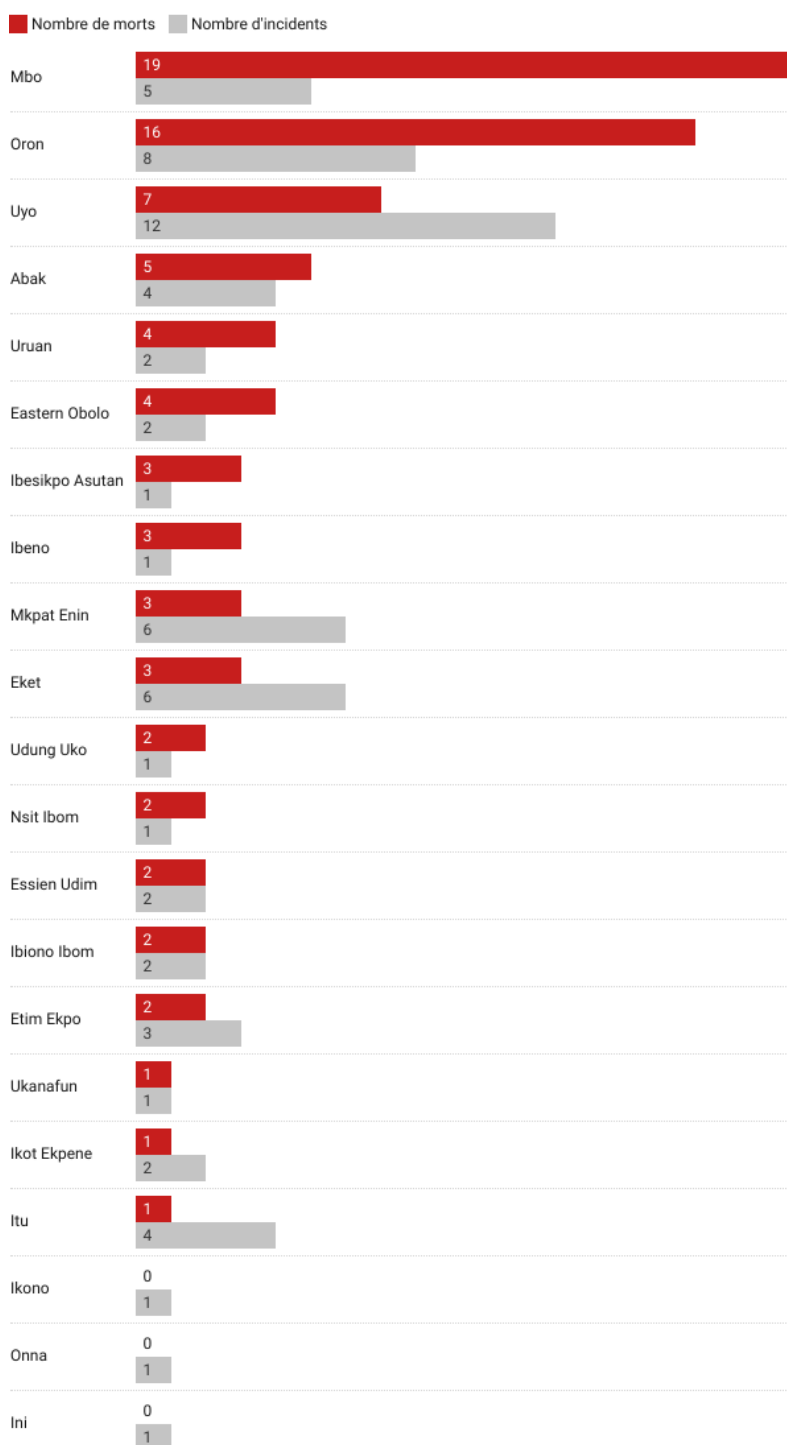


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

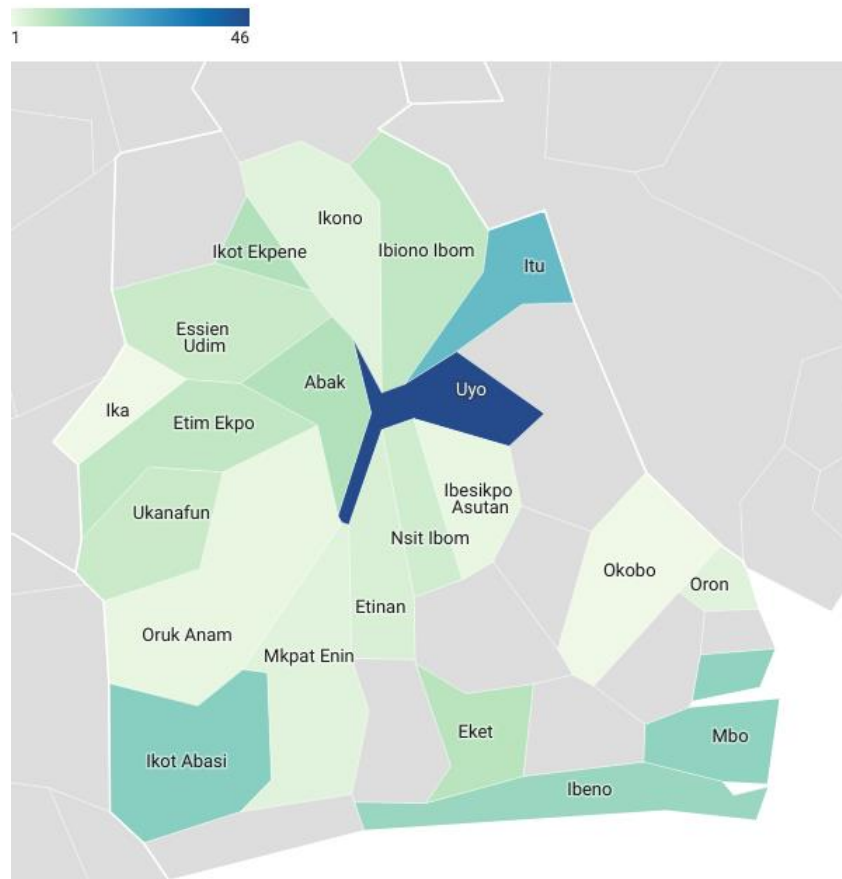
Graphique 25 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025⁴⁰⁷.

⁴⁰⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Akwa Ibom du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

6.2.9.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :

Nombre de morts dans l'État d'Akwa Ibom



Map: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Map data: Energydata • Created with Datawrapper

Carte 12 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025⁴⁰⁸.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

⁴⁰⁸ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Akwa Ibom* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

Evolution du nombre de morts dans l'État d'Akwa Ibom, en fonction des protagonistes

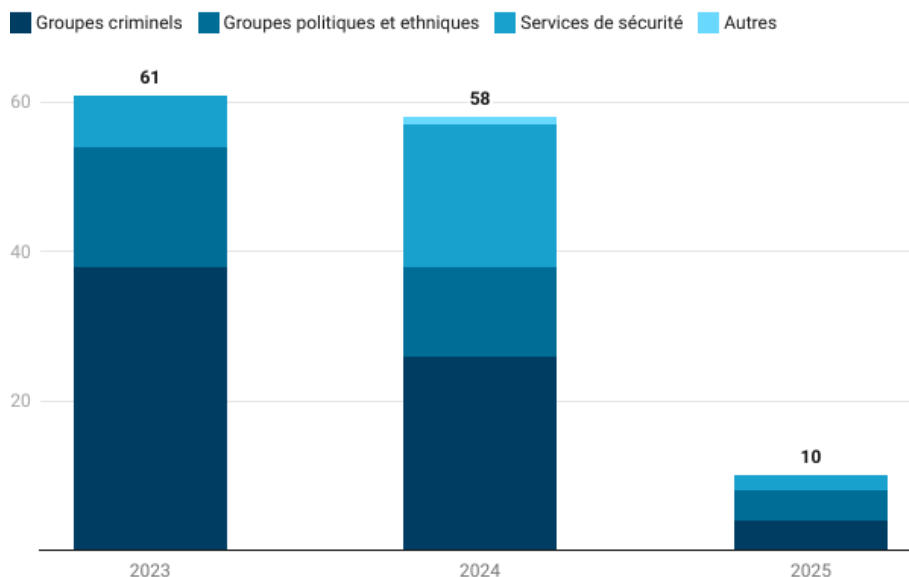


Chart: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

Graphique 26 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025⁴⁰⁹.

6.2.10. Bayelsa

Population : 2.277.961 habitants⁴¹⁰.

6.2.10.1. Selon les données de l'ACLED

Selon les données de l'ACLED, les LGAs les plus touchés sont Yenagoa (28 victimes), Southern Ijaw (15 victimes) et Nembe (5 victimes)⁴¹¹.

⁴⁰⁹ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Akwa Ibom, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

⁴¹⁰ Nigeria Data Portal [site web], s.d., [url](#)

⁴¹¹ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#)

Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Bayelsa

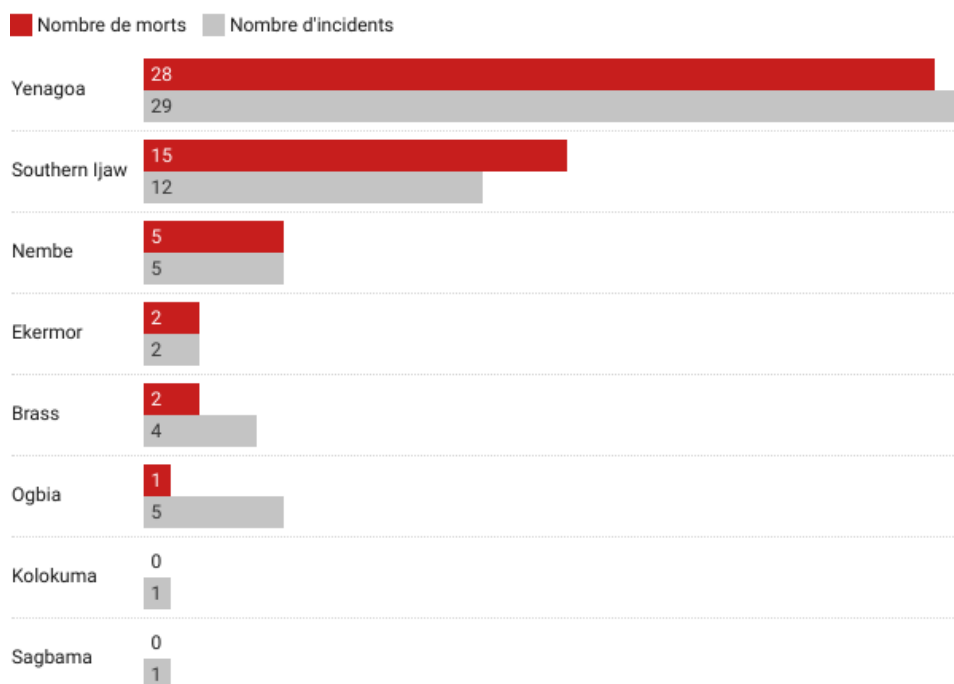


Chart: CGRA/Cedoca • Source: ACLED • Created with Datawrapper

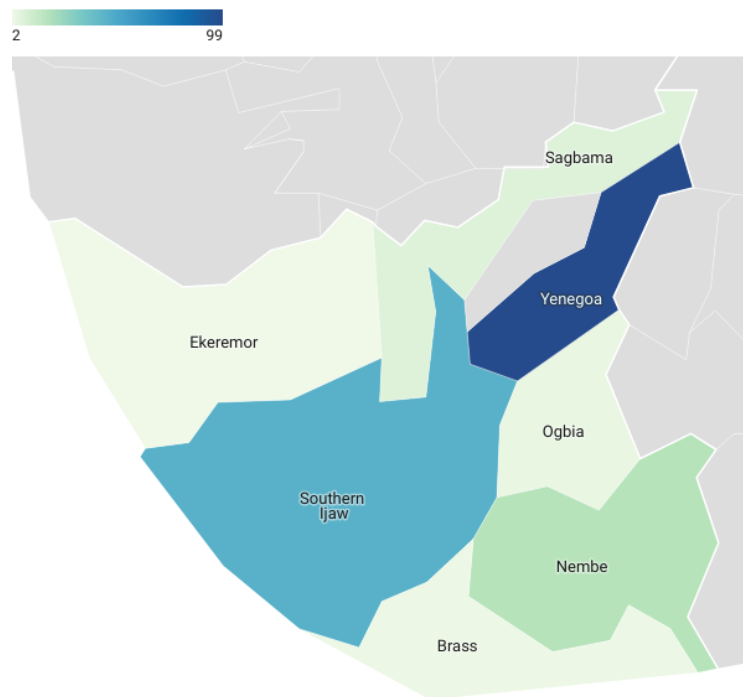
Graphique 27 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED, 01/01/2023-18/07/2025⁴¹².

6.2.10.2. Selon les données de Nigeria Watch

Selon Nigeria Watch, le nombre absolu de morts se répartit de la manière suivante :

⁴¹² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, [url](#) ; ACLED via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Bayelsa du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, [url](#)

Nombre de morts dans l'État de Bayelsa



Map: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Map data: Energydata • Created with Datawrapper

Carte 13 : Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025⁴¹³.

Voici l'évolution chronologique de ce nombre, en fonction des protagonistes :

⁴¹³ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État de Bayelsa* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

Evolution du nombre de morts dans l'État de Bayelsa, en fonction des protagonistes

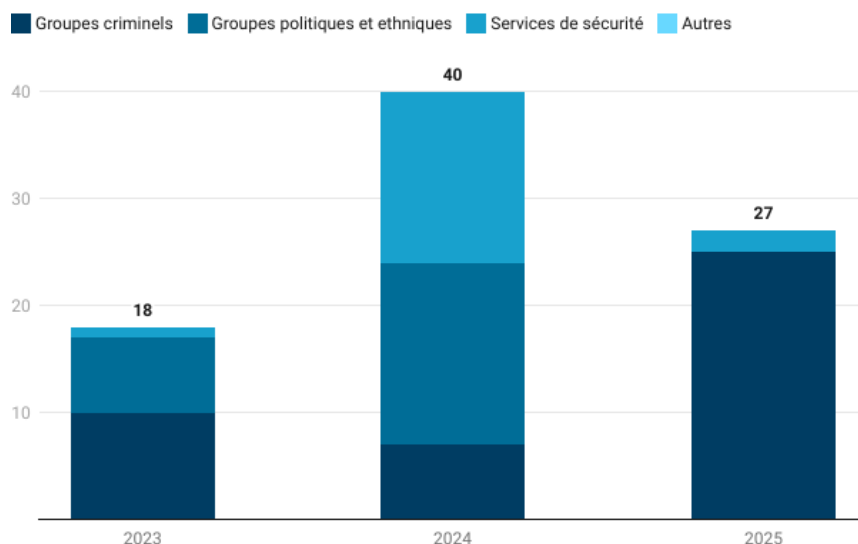


Chart: CGRA/Cedoca • Source: Nigeria Watch • Created with Datawrapper

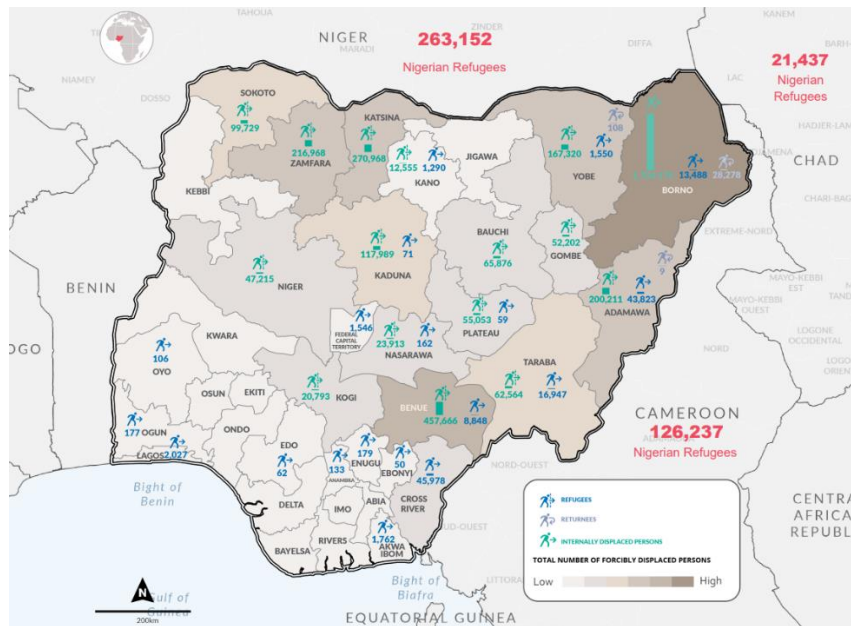
Graphique 28 : Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de Nigeria Watch, 01/01/2023 – 24/07/2025⁴¹⁴.

7. Déplacements de population

À la date du 1^{er} juin 2025, les Nigériens représentent 3 % des 122 millions de personnes déplacées de force dans le monde, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés nigériens, principalement dans le bassin du lac Tchad⁴¹⁵. Voici la répartition de ces déplacés de force :

⁴¹⁴ Nigeria Watch [site web], s.d., [url](#) ; Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État de Bayelsa, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, [url](#)

⁴¹⁵ UNHCR, 01/06/2025, [url](#)



Carte 14 : Personnes déplacées de force au 1^{er} juin 2025⁴¹⁶

Le programme Displacement Tracking Matrix (DTM) de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ne concerne que des États du nord du Nigeria⁴¹⁷. Des statistiques précises sur les déplacements de populations ne sont donc pas disponibles pour les États du Sud-Est.

Les États et LGA prioritaires du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (United Nations High Commissioner for Refugees, UNHCR) dans la région du Sud-Est sont ceux d'Akwa-Ibom et de Cross River, frontaliers du Cameroun, qui comprennent des « high concentrations of refugees », comme l'indique un document de juillet 2025⁴¹⁸. Différents partenaires de l'UNHCR travaillent donc dans des LGAs ciblées, comme le montre la carte ci-dessous :



Carte 15 : Présence opérationnelle et zones prioritaires de l'UNHCR⁴¹⁹

⁴¹⁶ UNHCR, 01/06/2025, [url](#)

⁴¹⁷ OIM, s.d., [url](#)

⁴¹⁸ UNHCR, 21/07/2025, [url](#)

⁴¹⁹ UNHCR, 21/07/2025, [url](#)

En août 2024, le cabinet de conseil Nextier met en lumière le fait que la dévastation écologique⁴²⁰ et l'insécurité croissante⁴²¹ provoquent des déplacements de populations également dans le Sud-Est, alors que les projecteurs se dirigent vers le nord. Selon le rapport de ce cabinet, les personnes déplacées dans le Sud-Est vivent chez des proches dans d'autres communautés, ou dans des établissements informels ou des bidonvilles en milieu urbain, plutôt que dans des camps conventionnels où elles seraient séparées des communautés voisines et hébergées dans des zones identifiées. Par ailleurs, au-delà de reportages faisant état de camps de personnes déplacées dans le sud-est du Nigeria, Nextier explique disposer de peu de données sur le nombre de ces camps, les localisations, les vulnérabilités spécifiques des personnes déplacées et les causes précises de leur déplacement. Ce manque d'informations empêche les organisations humanitaires, les agences gouvernementales et les autres parties prenantes de fournir une aide ciblée et efficace⁴²².

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Droits humains

8.1.1. Libertés d'expression, d'information et de mouvement

La liberté d'expression des citoyens, ainsi que celle des chefs traditionnels et religieux de la région, a été sévèrement restreinte par la crainte d'arrestations, d'enlèvements et d'assassinats par les activistes du Biafra et les forces de sécurité gouvernementales. Il est délicat de critiquer ouvertement l'IPOB, ne sachant jamais réellement à qui l'on s'adresse⁴²³.

Le passé du Biafra est archivé sur les réseaux sociaux⁴²⁴. Cependant, les fournisseurs d'accès à Internet bloquent parfois des sites web à la demande de la Commission nigérienne des communications, en particulier ceux qui prônent l'indépendance du Biafra⁴²⁵. Le gouvernement nigérian invoque des problèmes de sécurité nationale liés aux contenus pro-Biafra⁴²⁶.

La liberté de mouvement est également réduite dans ce contexte et avec les nombreux points de contrôle militaires et policiers mis en place dans la région à la suite de la montée de l'agitation biafraise⁴²⁷.

En outre, beaucoup de personnes n'ont pas voyagé vers leurs villes natales depuis plusieurs années, par crainte d'être attaquées. Les mariages traditionnels et les cérémonies funéraires, qui se

⁴²⁰ Nextier affirme que plus de 2.300 sites d'érosion en ravines détruisent de nombreux biens et moyens de subsistance (maisons, terres agricoles, routes et infrastructures essentielles) dans le sud-est du Nigeria, notamment à Nanka, Agulu, Oraukwu, Ovom, Oko et Amaozalla. Les déplacements provoqués par cette érosion y sont décrits comme une crise rampante qui se déroule sur des années, voire des décennies. Nextier, 19/08/2024, [url](#)

⁴²¹ Nextier déclare par exemple que l'invasion de la communauté d'Agu-Amede (LGA Isi-Uzo, État d'Enugu), par des éleveurs en novembre 2022, a conduit les membres de la communauté à fuir pour s'installer dans des zones plus sûres. Le sort de ces victimes de l'insécurité est souvent resté ignoré après ces attaques. Nextier, 19/08/2024, [url](#)

⁴²² Nextier, 19/08/2024, [url](#)

⁴²³ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴²⁴ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#)

⁴²⁵ FH, 16/07/2025, [url](#)

⁴²⁶ HumAngle (Adeyemi I.), 01/07/2025, [url](#)

⁴²⁷ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

déroulaient habituellement dans les villages ancestraux, ont désormais lieu majoritairement dans d'autres localités situées en dehors du Sud-Est, en raison de la menace que représentent les hommes armés. Par ailleurs, des hommes armés s'emparent des véhicules des particuliers pour les utiliser dans le cadre de leurs opérations. Il est impossible de conduire en toute sécurité un véhicule Hilux à Ihiala et dans les environs, car les assaillants considèrent que tous les pick-up de ce type appartiennent aux forces de sécurité et ciblent systématiquement ces véhicules⁴²⁸.

Par ailleurs, selon l'expert de la situation sécuritaire au Nigeria, certaines personnes qui ont simplement exprimé des propos pro-Biafra peuvent être arrêtées à l'aéroport. Cela a été le cas d'un analyste/scientifique par exemple. Néanmoins, les personnes impliquées dans la lutte du Biafra sont tellement nombreuses que les autorités ne pourraient pas surveiller tout le monde. Cela dépend donc de l'implication de la personne et de la volonté des forces de sécurité⁴²⁹.

8.1.2. Accès aux services publics

La perturbation de la gouvernance a entraîné une rupture des services publics essentiels, notamment en matière de soins de santé, d'éducation et de protection sociale. Par conséquent, les gouvernements locaux ne peuvent pas répondre efficacement aux besoins de leurs communautés⁴³⁰.

Le secteur éducatif est particulièrement affecté : la plupart des écoles restent fermées les jours de confinement, ce qui entraîne la suspension régulière des cours et des examens. La crainte de la violence dissuade également de nombreux parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Cette situation perturbe le calendrier scolaire à tous les niveaux, les établissements étant incapables de mener à bien leurs activités éducatives dans le temps imparti. Une enquête de 2022 indique que les États d'Anambra et d'Enugu ont enregistré une baisse des inscriptions scolaires. Les rares écoles qui ouvrent malgré l'ordre sont attaquées et, dans certains cas, des élèves se voient empêcher de passer les examens nationaux⁴³¹.

Nextier s'est intéressé aux communautés vivant sous la menace du groupe armé *Umuoma*. À travers plusieurs localités des États d'Imo, d'Anambra et d'Ebonyi, les habitants décrivent un climat de peur persistante, de violence et d'érosion de la vie normale. Les activités de ce groupe ont entraîné la fermeture des écoles, des hôpitaux, des églises et des marchés locaux, paralysant ainsi les principales sources de vie socio-économique et culturelle de ces communautés⁴³². AI explique par exemple dans son rapport d'août 2025 que les écoles sont fermées dans la communauté d'Agwa⁴³³.

8.2. Coûts économiques

Le Sud-Est est un pôle industriel, manufacturier et commercial stratégique ; il joue un rôle majeur dans la croissance économique du Nigeria. Les transports sont indispensables à l'économie de la région, car les habitants, qui sont pour la plupart des commerçants, ont besoin de transporter leurs marchandises et leurs services⁴³⁴. Les activités commerciales dans tous les secteurs de l'économie sont paralysées les jours où l'ordre de confinement est en vigueur⁴³⁵.

⁴²⁸ AI, 13/08/2025, [url](#)

⁴²⁹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴³⁰ SBM, 05/2025, [url](#)

⁴³¹ DW, (Abiodun J.), 06/04/2025, [url](#) ; Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#) ; SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025 ; AI, 13/08/2025, [url](#)

⁴³² Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), 09/07/2025, [url](#)

⁴³³ AI, 13/08/2025, [url](#)

⁴³⁴ AI, 13/08/2025, [url](#)

⁴³⁵ AI, 13/08/2025, [url](#)

Ces ordres de confinement combinés à l'insécurité persistante dans le sud-est du Nigeria, ont eu un impact économique dévastateur sur la région. Chaque lundi, la paralysie des activités commerciales, des transports, des marchés et des services publics entraîne d'importantes pertes financières estimées entre 366 millions à plus de 2 milliards d'euros sur deux ans, selon SBM⁴³⁶. Malgré le déni de responsabilité de la part de l'IPOB, ces confinements continuent donc d'avoir des conséquences désastreuses pour l'économie du Sud-Est et celle du Nigeria dans son ensemble⁴³⁷.

Des marchés stratégiques comme Onitsha et Ariaria, normalement très actifs, ferment presque totalement en début de semaine, perturbant gravement les chaînes d'approvisionnement nationales. Le secteur des transports perdrait entre 5,5 et 7,2 millions d'euros par jour, et la détérioration des denrées périssables atteint jusqu'à 18 %. Les petites et moyennes entreprises, piliers de l'économie régionale, sont particulièrement affectées, avec une baisse de productivité importante et de nombreux cas de faillites ou de réductions de personnel⁴³⁸.

Le secteur informel est étranglé, l'agriculture souffre de pertes post-récolte. L'État d'Abia connaît également une paralysie économique quasi totale les jours d'ordre de confinement⁴³⁹.

L'impact dépasse la région : les habitants du Delta du Niger et du Sud-Sud, qui dépendent des routes traversant le Sud-Est, sont aussi touchés⁴⁴⁰. Enfin, cette situation engendre une baisse des recettes internes des gouvernements locaux, une fuite des capitaux, la fermeture des hôtels et lieux de loisirs, une hausse du chômage des jeunes, et une aggravation généralisée de la pauvreté⁴⁴¹. Cette crise mine profondément une région historiquement reconnue pour son dynamisme entrepreneurial selon la DW, en particulier au sein du peuple igbo⁴⁴².

⁴³⁶ SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴³⁷ AI, 13/08/2025, [url](#)

⁴³⁸ SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴³⁹ Obi-Ani N. A., 18/12/2024, [url](#) ; SBM, 05/2025, [url](#) ; Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴⁴⁰ DW (Abiodun J.), 06/04/2025, [url](#)

⁴⁴¹ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

⁴⁴² DW (Abiodun J.), 06/04/2025, [url](#)

Annexes

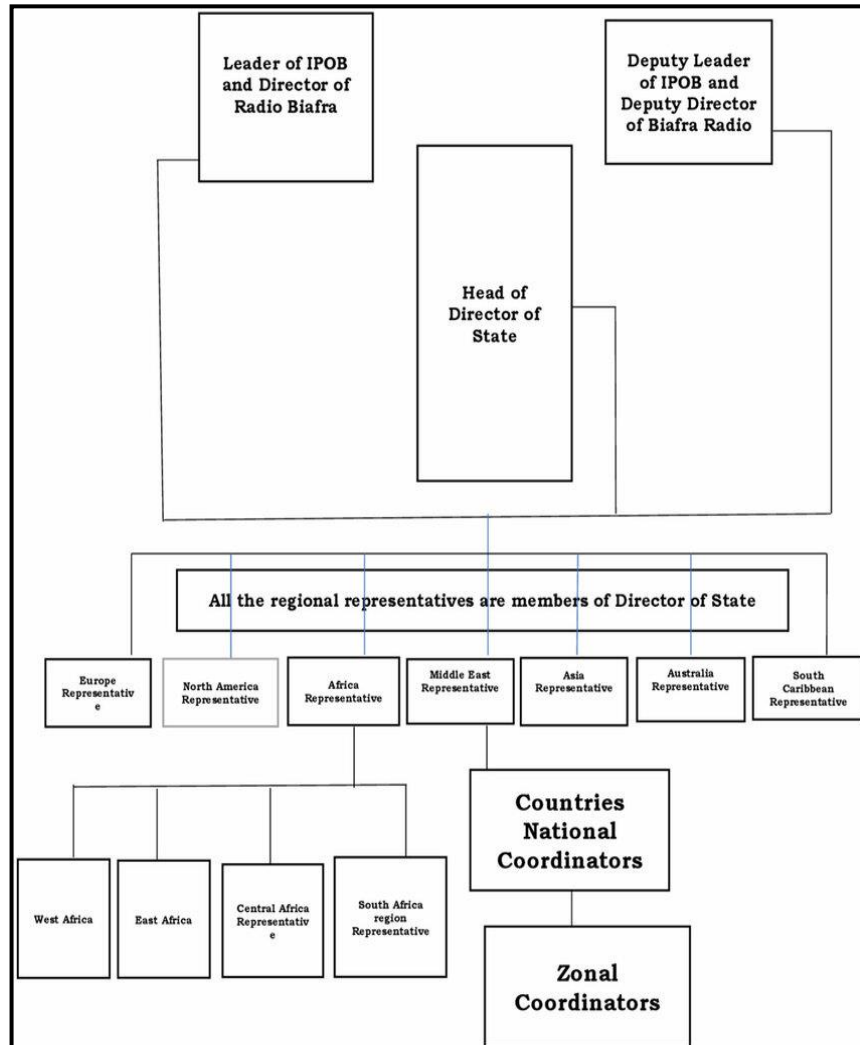
Annexe 1 : Carte générale du Nigeria⁴⁴³ et carte des six zones géopolitiques⁴⁴⁴



⁴⁴³ OCHA, 29/10/2020, [url](#)

⁴⁴⁴ EUAA, 07/2024, [url](#)

Annexe 2 : Structure de l'IPOB⁴⁴⁵

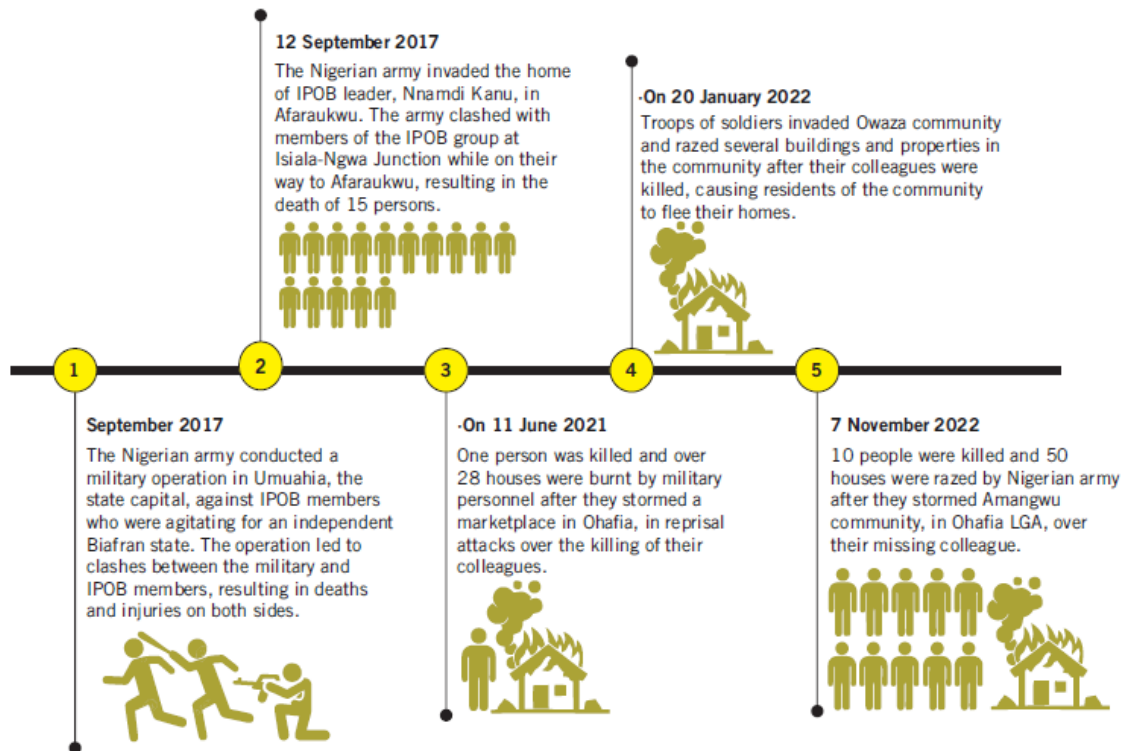


⁴⁴⁵ Expert de la situation sécuritaire au Nigeria, conférence, 07/05/2025

Annexe 3 : Exemples d'interventions de l'armée⁴⁴⁶

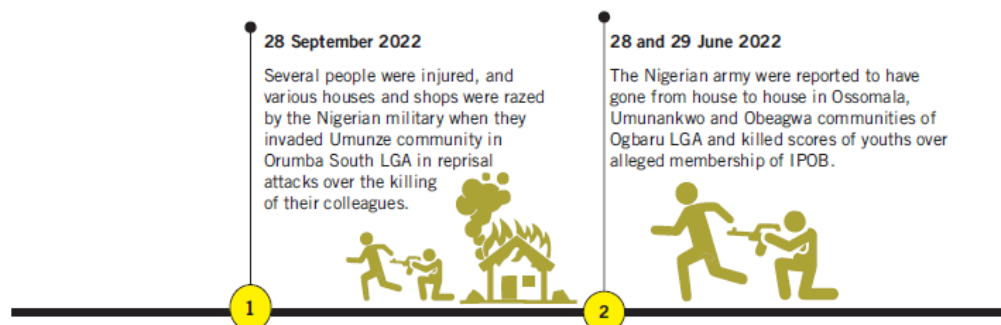
État d'Abia :

Federal Government's response



État d'Anambra :

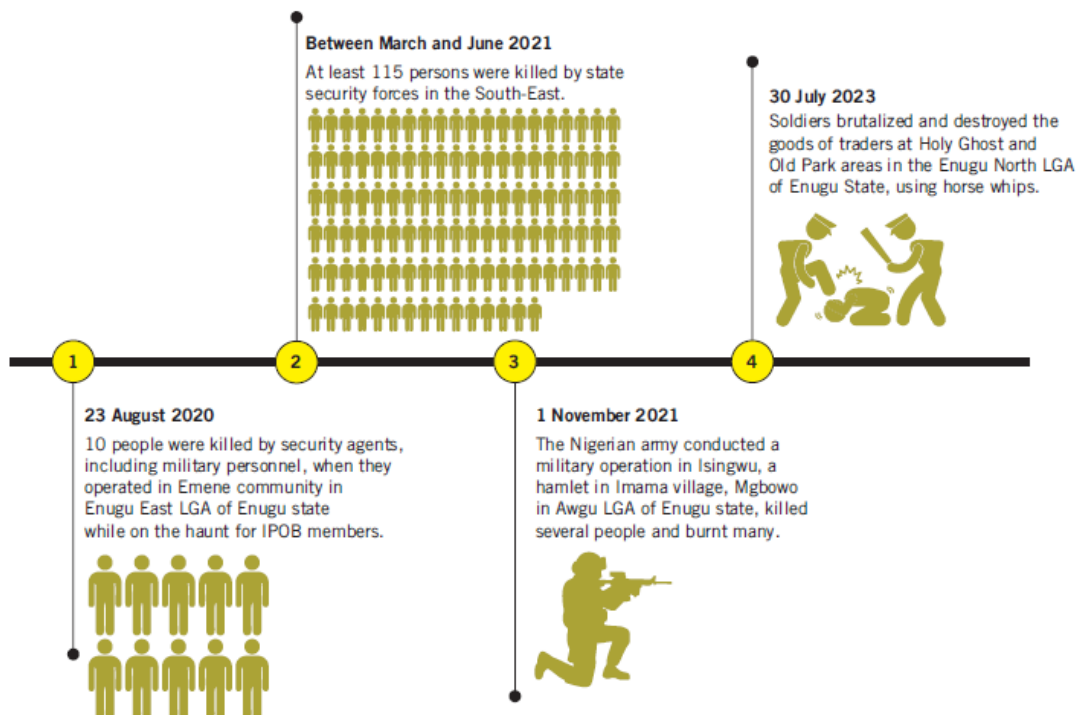
Reprisals against operatives of the security outfit in Anambra State



⁴⁴⁶ AI, 13/08/2025, [url](#)

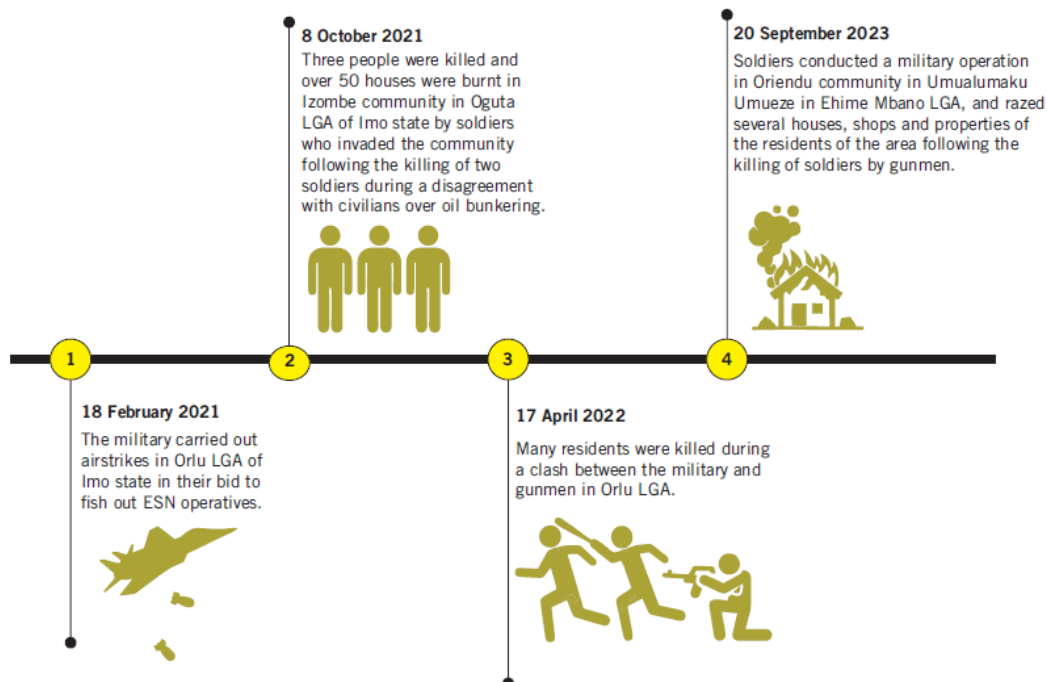
État d'Enugu :

Federal Government's response in Enugu



État d'Imo :

Federal Government's response in Imo State



Bibliographie

Contact direct

Expert de la situation sécuritaire au Nigeria travaillant pour une organisation internationale de consolidation de la paix, conférence, in European Union Agency for Asylum (EUAA), *West Africa Network meeting*, Copenhague, 07/05/2025, identité non communiquée pour garantir la sécurité de la source

Sources écrites et audiovisuelles

Africa Center for Strategic Studies (ACSS) (Duerksen M.), *Nigeria's diverse security threats*, 30/03/2021, <https://africacenter.org/spotlight/nigeria-diverse-security-threats/> [consulté le 24/07/2025]

Amnesty International (AI), *Nigeria: A decade of impunity: Attacks and unlawful killings in South-East Nigeria*, 13/08/2025, <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr44/9363/2025/en/> [consulté le 29/08/2025]

Amnesty international (AI), *Nigeria: At least 150 peaceful pro-Biafra activists killed in chilling crackdown*, 24/11/2016, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/11/peaceful-pro-biafra-activists-killed-in-chilling-crackdown/> [consulté le 24/07/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Auteurs des incidents du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://datawrapper.dwcdn.net/eDW3E/1/> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Evolution du nombre d'incident du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/Shnlz?previewId=publish - embed> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Localisation des décès causé par les incidents du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [carte réalisée via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/LYShR?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nature des incidents du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/bQRxS?previewId=publish - embed> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de décès causé par les incidents du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/UTTzE?previewId=publish - embed> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de décès et d'incidents par État du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/R4uCE?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Anambra du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/KQEBb?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Imo du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/qVswl?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Delta du 1er janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir

des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/wwcFo?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Rivers du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/pnnJl?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Enugu du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/af2mG?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Enugu du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/af2mG?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Ebonyi du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/ziQTn?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Abia du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025*, [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/x8Oev?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Cross River du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/NGSEC?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État d'Akwa Ibom du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/8vFK6?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Nombre de morts et d'incidents dans l'État de Bayelsa du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/e3cmq?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Types d'incidents du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://datawrapper.dwcdn.net/BEqw1/4/> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) via Datawrapper, *Incidents du 1^{er} janvier 2023 au 18 juillet 2025* [graphique réalisé via Datawrapper par le Cedoca à partir des données de l'ACLED], 29/08/2025, <https://datawrapper.dwcdn.net/MYf07/5/?v=4#embed> [consulté le 29/08/2025]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *About ACLED*, s.d., <https://acleddata.com/about-acled/> [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Codebook*, 06/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/dlm_uploads/2023/06/ACLED_Codebook_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding Review Process, Version 2 (09.2020)*, 11/2021, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2021/11/ACLED_Coding-Review-Process_v2_September-2020.pdf [consulté le 26/01/2024]

- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 18/07/2025, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 24/07/2025]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Fatality Methodology*, 01/2023, https://acleddata.com/acleddatanew/wp-content/uploads/2023/01/FAQs-ACLED-Fatality-Methodology_2023.pdf [consulté le 26/01/2024]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Resource Library*, s.d., <https://acleddata.com/resources/#1644417247131-efe69df0-2548> [consulté le 26/01/2024]
- Associated Press (AP), *Nigerian separatist leader Simon Ekpa sentenced in Finland to 6 years in prison*, 01/09/2025, <https://apnews.com/article/nigeria-finland-separatist-ekpa-d298d311058b4ae9261817bb346967c4> [consulté le 12/09/2025]
- BBC, *Simon Ekpa: Finland court sentences faction leader of Nigeria's Ipob secessionist group*, 01/09/2025, <https://www.bbc.com/news/articles/cvg42y7kevdo> [consulté le 12/09/2025]
- Bertelsmann Stiftung, *BTI 2024 Country Report – Nigeria*, 19/03/2024, <https://bti-project.org/en/reports/country-report/NGA> [consulté le 27/07/2025]
- Campbell J., Matthew P., *Nigeria. What Everyone Needs to Know*, Oxford University Press : Oxford, 2018
- Chatham House (Koni Hoffmann L., Wallace J.), *Democracy in Nigeria*, 29/06/2022, <https://www.chathamhouse.org/2022/06/democracy-nigeria> [consulté le 24/07/2025]
- Chinweike Omeje J., Inyamu Egwa E., Ogwa Adikwu V., *Impact of Quota System and Catchment Area Policy on the University Admissions in North Central Nigeria*, 2016, <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/2158244016654951> [consulté le 24/07/2025]
- Deutsche Welle (DW) (Abiodun J.), *Nigeria: The true cost of separatist confinement protests*, 06/04/2025, <https://www.dw.com/en/separatist-indigenous-people-of-biafra-nigeria-confinement-protests/a-72774794> [consulté le 27/07/2025]
- Deutsche Welle (DW), *Cinq choses à savoir sur le Nigeria*, 22/02/2023, <https://www.dw.com/fr/nigeria-elections-5-choses-%C3%A0-savoir/a-64782090> [consulté le 27/07/2025]
- Enact Africa, *Human trafficking / Rising wave of kidnappings in the Bight of Biafra*, 05/06/2025, https://enactafrica.org/enact-observer/rising-wave-of-kidnappings-in-the-bight-of-biafra?utm_source=BenchmarkEmail&utm_campaign=ENACT_Review&utm_medium=email [consulté le 24/07/2025]
- European Union Agency for Asylum (EUAA), *Nigeria – Country Focus*, 07/2024, https://www.cgvs.be/sites/default/files/rapporten/euaa_coi_report_nigeria_country_focus_20240711.pdf [consulté le 27/07/2025]
- Freedom House (FH), *Freedom in the World 2025 – Nigeria*, 16/07/2025, <https://freedomhouse.org/country/nigeria/freedom-world/2025> [consulté le 29/07/2025]
- Helsinki Times, *Terrorism trial begins for ex-Lahti politician Simon Ekpa*, 31/05/2025, <https://www.helsinkitimes.fi/finland/finland-news/domestic/27003-terrorism-trial-begins-for-ex-lahti-politician-simon-ekpa.html> [consulté le 24/07/2025]
- Human Right Watch (HRW), *World Report 2025 - Nigeria. Events of 2024*, 16/01/2025, <https://www.hrw.org/world-report/2025/country-chapters/nigeria> [consulté le 27/07/2025]
- HumAngle (Adebajo K.), *Before IPOB, There Was MASSOB: Nigeria's Long History Of Biafran Nationalism*, 10/07/2024, <https://humanglemedia.com/before-ipob-there-was-massob-nigerias-long-history-of-biafran-nationalism/> [consulté le 24/07/2025]
- HumAngle (Adeyemi I.), *Blockage of Biafra Memory Websites Highlights Disturbing Pattern in Nigeria*, 01/07/2025, <https://humanglemedia.com/blockage-of-biafra-memory-websites-highlights-disturbing-pattern-in-nigeria/> [consulté le 24/07/2025]
- HumAngle (Salkida A.), *Nigeria's Policing Crisis: A Role Lost to the Military*, 15/07/2025, <https://humanglemedia.com/nigerias-policing-crisis-a-role-lost-to-the-military/> [consulté le 24/07/2025]

Humanitarian Data Exchange (HDX), *Nigeria - Subnational Administrative Boundaries*, s.d., <https://data.humdata.org/dataset/cod-ab-nga> [consulté le 29/07/2025]

Institut français des relations internationales (IFRI) (Nwankpa M.), *Understanding the Role of Women in Nigeria's Non-State Armed Groups and Security Architecture*, 18/01/2024, https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/ifri_nwankpa_role_women_nigeria_armed_groups_2024.pdf [consulté le 24/07/2025]

International Crisis Group (ICG), *Nigeria's Biafran Separatist Upsurge*, 04/12/2015, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/nigeria-s-biafran-separatist-upturge> [consulté le 27/07/2025]

MapAction, *Reference Map of States*, Nigeria, s.d., <https://maps.mapaction.org/dataset/c922744a-5130-4613-a464-47910c8c2bc6> [consulté le 29/07/2025]

Nextier (Njoku Ch., Nwokolo N.), *UMUOMA: Is this Nigeria's South East's "Newest" Terror Threat?*, 09/07/2025, https://thenextier.com/wp-content/uploads/2025/07/20250709_Nextier-SPD_Policy_Weekly_UMUOMA-Is-this-Nigerias-South-East-s-Newest-Terror-Threat.pdf [consulté le 24/07/2025]

Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), *Between Secessionism and Banditry in South East Nigeria*, 01/2025, https://thenextier.com/wp-content/uploads/2025/01/20250114_Nextier-SPD_Policy_Weekly_Between-Secessionism-and-Banditry-in-the-South-East.pdf [consulté le 24/07/2025]

Nextier (Nwosu B., Nwokolo N.), *The Invisible Population: Displacement in South East Nigeria*, 19/08/2024, https://thenextier.com/wp-content/uploads/2024/08/20240816_Nextier_SPD_Policy_Weekly_The-Invisible-Population-Displacement-in-South-East-Nigeria.pdf [consulté le 24/07/2025]

Nigeria Data portal [site web], s.d., <https://nigeria.opendataforafrica.org/> [consulté le 24/07/2025]

Nigeria Watch [site web], s.d., <http://www.nigeriawatch.org/> [consulté le 24/07/2025]

Nigeria Watch, *Fourteenth report on violence in Nigeria 2024*, 2025, <https://www.nigeriawatch.org/media/html/Reports/NGA-Watch-Report24.pdf> [consulté le 24/07/2025]

Nigeria Watch, *Methodology*, s.d., <https://www.nigeriawatch.org/index.php?html=4> [consulté le 24/07/2025]

Nigeria Watch, *Ten myths about violence in Nigeria - New Series*, 2023, <https://nigeriawatch.org/media/html/File/NW10Myths2023.pdf> [consulté le 24/07/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Anambra* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/uQpRi?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Imo* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/QeYF4?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État de Delta* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/zSJbq?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État de Rivers* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/by6hE?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Enugu* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/EGNtV?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Ebonyi* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/7fnbS?fitchart=1 - embed> [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Abia* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/Red67?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État de Cross River* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/H3uyv?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État d'Akwa Ibom* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/IKWl4?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Carte du nombre absolu de morts en fonction des LGAs dans l'État de Bayelsa* [carte réalisée par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/SLo9t?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Anambra, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/RHUa7?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Anambra, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/RHUa7?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Imo, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/Pu5y0?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État de Delta, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/xuPyH?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État de Rivers, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/7rqdO?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Enugu, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/QxK1P?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Ebonyi, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/8aDJJ?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Abia, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/dhVZR?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État de Cross Rivers, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/6PuD2?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État d'Akwa Ibom, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/FkI2o?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Nigeria Watch via Datawrapper, *Evolution chronologique du nombre de morts dans l'État de Bayelsa, en fonction des protagonistes* [graphique réalisé par le Cedoca via Datawrapper à partir des données de Nigeria Watch], 29/08/2025, <https://app.datawrapper.de/preview/RWxw6?fitchart=1> - embed [consulté le 29/08/2025]

Obi-Ani N. A., *Unforgotten shadows: exploring the dynamics of Biafra agitation in south-east Nigeria*, in Africa, 94(4), 18/12/2024, <https://www.cambridge.org/core/services/aop-cambridge->

core/content/view/B22FC8E9B3178132F74321807A3CFBB9/S0001972024000561a.pdf/unforgotten-shadows-exploring-the-dynamics-of-biafra-agitation-in-south-east-nigeria.pdf [consulté le 24/07/2025]

Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Displacement Tracking Matrix. Nigeria*, s.d., <https://dtm.iom.int/fr/nigeria> [consulté le 24/07/2025]

SB Morgen Intelligence (SBM), *Four years of disruption: unmasking the impact of IPOB's confinement order in southeast Nigeria*, 05/2025, https://www.SBM.com/wp-content/uploads/2025/05/202505_Confinement.pdf [consulté le 24/07/2025]

The Guardian (Subramanian S.), *The lost Jews of Nigeria*, 26/04/2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/apr/26/lost-jews-of-nigeria-igbo-judaism-israel> [consulté le 24/07/2025]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Nigeria Forcibly Displaced Populations Dashboard*, 01/06/2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/download/117051> [consulté le 24/07/2025]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Nigeria Operational Presence & Priority Areas Map - 1 July 2025*, 21/07/2025, <https://data.unhcr.org/en/documents/download/117617> [consulté le 24/07/2025]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Nigeria: Reference Map*, 29/10/2020, https://www.unocha.org/attachments/6cd7d4e6-5516-42ea-8297-f5e8edf75192/Nigeria_Reference_map.pdf [consulté le 29/07/2025]

Yle, *Terrorism trial starts for former athlete-turned-politician*, 30/05/2025, <https://yle.fi/a/74-20164881> [consulté le 24/07/2025]